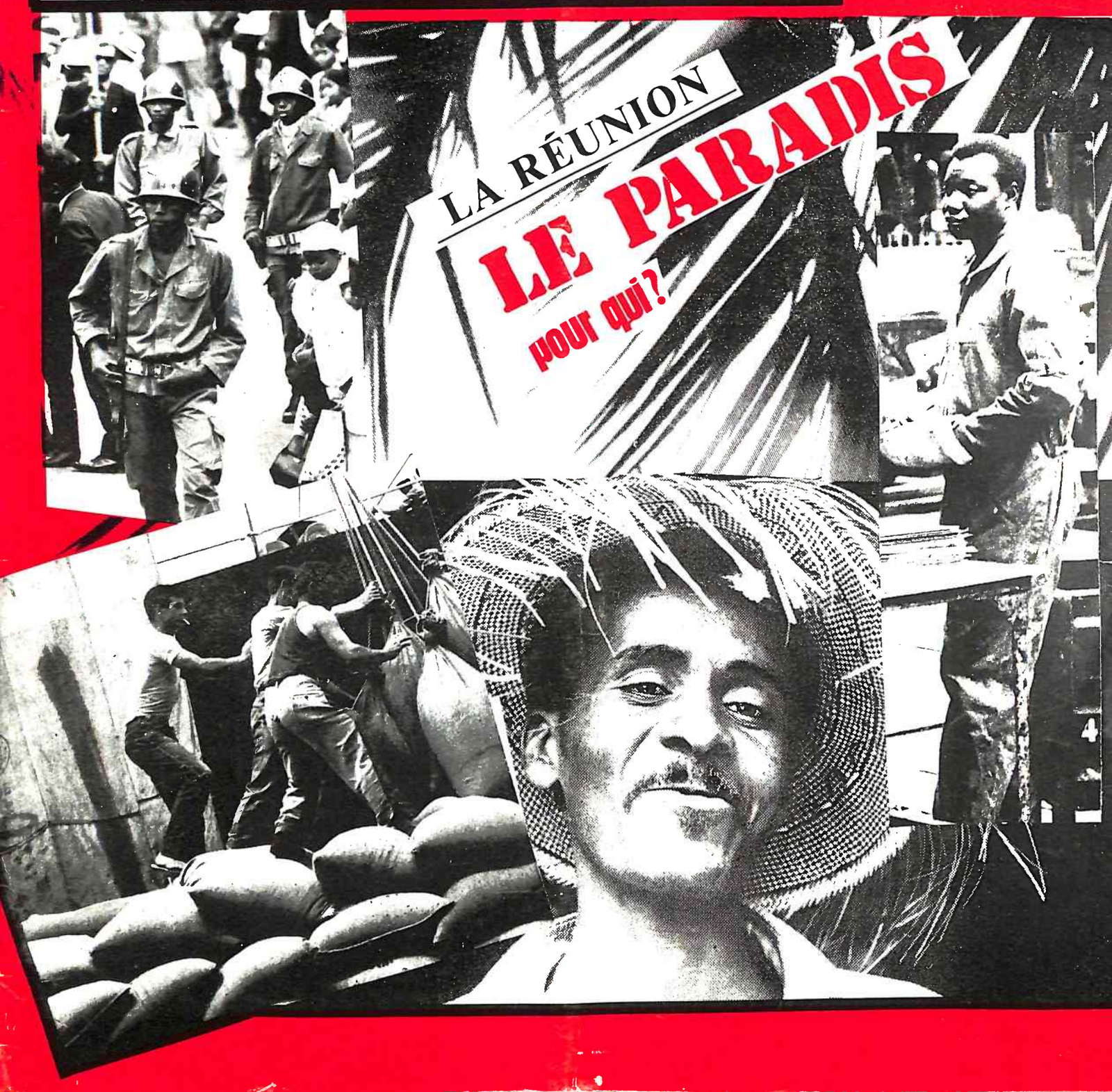
# courant alternatif

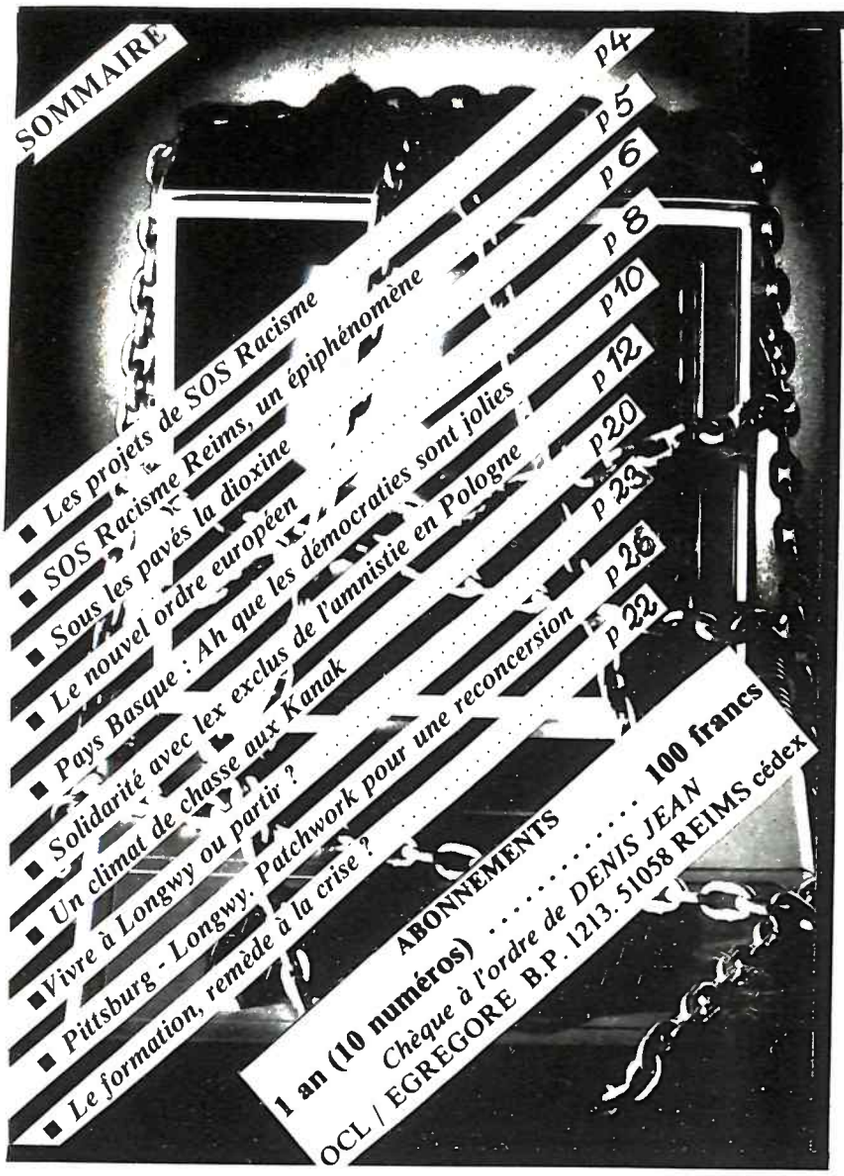
MENSUEL EDITE PAR

L'Organisation Communiste Libertaire

N°47 JUIN 1985 12 Frs

REUNION
DIOXINE
SOS RACISME
PAYS-BASQUE
CHASSE AUX KANAK






## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

**Le dernier week-end de chaque mois**, une Commission Journal **(C.J.)** est organisée dans une ville différente pour préparer chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que des militants OCL de la ville en question et que des représentants d'autres groupes OCL.

Chaque C.J. a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter des articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres suivant les événements et les souhaits émis par différents groupes ou individus. Le collectif local organisateur **doit immédiatement après la CJ rédiger un compte-rendu politique et technique le plus précis possible**, puis, pendant les deux semaines qui suivent assurer le suivi de ce qui a été décidé lors de la C.J (liaisons, contacts etc.), écrire l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent dans le mois puis de **réaliser la maquette.**

Depuis trois années que nous fonctionnons ainsi, 18 villes ont *accueilli* **Courant Alternatif** : Caen, Angers, Orléans, Poitiers, Bordeaux, Albi, Toulouse, Peyrehorade, Aix-en-Provence, Iyon, Paris, Boulogne/mer, Reims, Dijon, Auxerre, Dieppe, Etampes, Forcalquier. Cette année Longwy et Champigny-sur-Marne vont s'ajouter à cette liste.

Ce numéro a été préparé à Aix-en-Provence. Le suivant, le numéro 47 l'aura été à Champigny sur Marne quand vous aurez celui-ci entre les mains. Ensuite ce sera la CJ qui a lieu chaque année au camping de Forcalquier au mois d'Aout et qui prépare le numéro d'Octobre après une petite interruption de deux mois.

MAQUETTE OCL AIX EN PROVENCE


COURANT ALTERNATIF
N° 47 Juin 1985
*Mensuel Communiste Libertaire*
*Réalisé par l'OCL*
*Edité par l'association 1901 La Galère*
**Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex**
Dir. Pub. C. Maynard
Imprimerie : Atelier graphique Reims
Photocompo : Hitzak Ossas
Dépot légal : 47693
Com. Par : 63627
ISSN : 0249-3195

## CAMPING OCL ÉTÉ 1985 — 26 JUILLET - 11 AOUT —

**Comme chaque année, le camping organisé par l'OCL se tiendra près de Forcalquier dans les Alpes de Haute Provence. Des débats, de la vidéo, mais aussi une vie quotidienne organisée collectivement dans un cadre agréable avec possibilité de bains (piscine), ballades etc...**

**Nous vous donnerons dans le prochain numéro de CA le programme des débats qui auront lieu chaque jour ainsi que du contenu des projections vidéo. Si vous souhaitez participer à ce camping, qui rappelons-le est ouvert à tous ceux qui s'intéressent aux thèmes proposés, vous pouvez écrire dès maintenant à OCL/Egregore BP 1213. 51058 Reims cedex.**

## CONTACTS

**CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST**
* OCL/Egregore
B.P. 1213
51058 REIMS cédex

La Galère
B.P. 1917
37019 TOURS cedex

* ASTEVMU
B.P. 170
CAEN cédex 14008

**PAYS DE LOIRE/BRETAGNE**
* OCL/L'Encre y est
33 Place d'Alger
72000 LE MANS

**POITOU - CHARENTES**
* CRIC
B.P. 227
86006 POITIERS cédex

**SUD - EST**
* OCL c/o CNT
B.P. 160
13634 ARLES cédex

**BANLIEUE EST - PARIS**
* RUPTURES
B.P.1
94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

**SUD-OUEST**
* Acratie
B.P. 23
64130 MAULÉON

**CENTRE**
* La Commune
B.P. 1228
45002 Orléans cédex

**BOURGOGNE**
* M.D.P.I
BP 2616
21056 DIJON cedex

## EDITO

La social démocratie fout le camp ! des grands aspects de son idéologie sont sacrifiés à la modernité et à la crise.

Le social d'abord :

— Après les restructurations « nécessaires » de la sidérurgie, de la construction navale et autres, on s'attaque au SMIC, par les TUC interposés : une moitié de SMIC amputée pour un mi-temps le plus souvent dépassé. La précarité du travail est aggravée par le passage à 18 mois de la durée des contrats d'intérim. La flexibilité de l'emploi repointe son nez dans les négociations patronat-syndicat.

Le soutien aux mouvements d'indépendance dans les anciennes colonies ensuite :

— Le plan Fabius qui rejette à 87 le scrutin d'autodétermination du peuple Kanak en lui donnant en attendant un statut qui mécontente toutes les forces en présence, sauf l'armée qui verra sa présence militaire renforcée à Nouméa afin d'assurer durablement nos intérêts stratégiques dans cette partie du monde » (Fabius 25/04/85). Mururora n'est pas loin et il faut bien tester nos nouveaux missiles.

La pacifisme enfin :

— La militarisation de la société française n'a non seulement pas diminué mais s'est aggravé dans beaucoup de domaines.

Au niveau du budget 15 % des revenus de l'Etat sont toujours utilisés par le militaire (soit 6000 F par an par français actif). Des régions entières sont économiquement dépendantes du militaire (voir dossier Sud-Ouest du dernier hors série été 85).

EDF est toujours autant surnucléarisé alors que le nucléaire civil est non rentable par rapport à d'autres énergies qui n'ont aucune retombées militaires.

Les ventes d'armes françaises ont augmenté de 20 milliards entre 1982 et 1984. Mais rassurez-vous « nous irons vers la diminution » Mitterrand dans Face à la 3 avec Mourousi), mais pour l'instant le chômage de l'industrie d'armement n'est pas envisageable. (idem)

De Gaulle avait lancé la force de dissuasion française, Mitterrand veut lancer l'Europe dans la guerre des étoiles par le projet Euréka pour ne pas laisser les U.S.A. seul pays occidental à accaparer les chercheurs auxquels l'Etat va distribuer des crédits énormes. La recherche c'est important pour l'armée : 40 % de son budget y passe, et seulement 13 % est faite dans les labos militaires.

L'importance donnée à l'armée en France passe par la réhabilitation de son image de marque auprès des Français. Un député RPR disait, il y a peu de temps : « Avec le Tchad, le Liban et le reste la gauche a réussi à rendre l'armée sympathique et les Français militaristes. Nous on n'y était jamais arrivé ».

L'armée met le paquet directement par des projections de films, des expositions, des brochures, des interventions tous azimuts. Les médias prennent le relais quand il le faut : il n'y a qu'à voir le battage fait dans la presse et à la télé sur le sondage du « guide de l'étudiant » selon lequel l'armée serait bien vue par une majorité de jeunes. Les liaisons armée-école, armée-université se mettent en place avec Chevènement c'est carrément le nationalisme primaire qui revient : Marseillaise et instruction civique obligatoire pour tous.

Pour les productifs c'est la crise et la nécessité de subir la modernisation technologique et ses restructurations. Pour l'armée seule la modernisation reste. Le militaire est loin d'être en crise dans la France socialiste. La recherche d'une plus grande « symbiose » de l'armée avec toutes les composantes de la société passe par le durcissement de la répression du mouvement anti-militariste. Les peines s'alourdissent malgré la suppression des TPFA et le passage à des juridictions civiles pour les insoumis et les déserteurs. C'est vrai qu'Hernu avait dit en 1974 : « Il ne pourra plus y avoir d'insoumis si la gauche est au pouvoir... Si des jeunes gens ne se soumettent pas, c'est qu'ils sont contre le socialisme ».

Aix le 15 mai 1985

N.B. : Tous les chiffres cités sont extraits du dossier du Canard : « La force de frappe tranquille » de septembre 1984.

# LES PROJETS DE SOS-RACISME

**Dans le numéro quarante-cinq de Courant Alternatif un court article sur « l'après-convergence » et la formation de S.O.S. axé surtout sur la démarche électoraliste de certains partis assurant leur soutien logistique et matériel a été critiqué lors de la commission journal à Aix-en-Provence.**

**Les modes d'intervention semblent très différents dans chaque comité ; il serait intéressant que se fassent connaître les lecteurs du présent numéro ayant des contacts avec les comités SOS-Racisme (1) afin de confronter leurs différentes pratiques sur le terrain (pour toute remarques s'adresser au courrier des lecteurs). Pour lancer le débat nous vous proposons deux articles: le premier sur les activités du comité STOP-Racisme de Reims axé en particulier sur la prévention contre le racisme sous quelque forme que ce soit, le second sur une réunion d'information qui s'est tenue à Pertuis par deux membres de SOS-Racisme de Paris afin d'envisager la création d'un comité sur Pertuis (à 20 kilomètres d'Aix-en-Provence).**

Le but des comités régionaux est de combattre toute manifestation raciste au niveau local avec éventuellement l'appui d'autres associations de même type, pour plus ample information vous pouvez prendre contact avec les comités STOP-Racisme en création sur votre région afin d'activer le combat antiraciste propre aux idées libertaires qui (sont les notres.

(1) L'organisation de Paris tient particulièrement à garder son nom SOS-Racisme, les comités régionaux ont par conséquent pour appellation « Comité Stop Racisme ».

(2) Diego : Jeune Sénégalais accusé d'avoir volé un portefeuille a eu avec quelques « potes » le bon réflexe de réagir en lançant la petite main « Touche pas à mon pote » sur tout l'ensemble du territoire de notre « douce » France.

**Gilles d'Aix-en-Provence**

Le 26 avril 200 personnes se sont réunies à l'appel d'un comité en création, ayant invité Diego(2) et Raphaël : membres créateurs de SOS-Racisme sur Paris ; ces derniers ont présenté les projets de SOS-Racisme jusqu'en décembre 1985 : formation de comités régionaux autonomes, des brochures « touche pas à mon pote » (en vente dans les kiosques), des états généraux seront tenus en octobre, le 15 juin un grand concert aura lieu sur la Place de la Concorde à Paris, nombres d'invités seront présents : B. Lavilliers, Renaud, S. Gainsbourg, Boy Georges, L. Ferré, Touré Kunda en Reggae, concert gratuit à ne pas manquer ! Cet été une caravane SOS-Racisme organisera des fêtes sur toutes les plages du littoral : du Pas de Calais à la frontière espagnole. SOS-Racisme a de nombreux contacts en Norvège, Suède, Chine populaire, de plus, dix badges « Touche pas à mon pote » sont entrés en Afrique du Sud.

Des porte-clefs, des tee-shirts, des sacs « Touche pas à mon pote » sont actuellement en vente dans toute la France, les bénéfices de ce commerce serviront à la confection de badges et de cartes d'adhésion distribués dans les comités STOP-Racisme en formation...

# SOS-RACISME REIMS UN EPIPHÉNOMÈNE ?

**Le 21 mars 85, Aziz Madak, marocain, était « descendu » à Menton, victime du racisme. Aziz était originaire de Reims où la communauté marocaine soutenait immédiatement, financièrement et moralement, sa famille qui se sentait isolée dans son quartier. L'A.T.M.F. (Association des Travailleurs Marocains en France) prenait alors l'initiative d'une manifestation en s'appuyant sur la gauche rémoise unie (MRAP, PC, PS, CGT, CFDT...).**

**Le 30 mars, plus de 1000 personnes manifestèrent à Reims, derrière la famille, leur peine, leur colère et leur détermination à lutter contre le racisme. Les immigrés et les jeunes issus de l'immigration constituant largement les 3/4 du cortège prirent l'initiative... C'est dans ce contexte : « Parce qu'il faut faire quelquechose de non-ponctuel » que 3 jeunes se décidaient à prendre contact avec S.O.S.-Racisme à paris. SOS-Racisme-Reims était ainsi né !**

A leur première conférence de presse, cette initiative semblait avoir des côtés très intéressants. Il s'agissait pour eux de s'attaquer au racisme quotidien dans les quartiers, les écoles, les usines, les cafés. Ils se déclaraient « autonomes » par rapport à toutes les structures politiques existantes. Ils semblaient même très méfiants vis-à-vis de SOS-Racisme sur Paris mais voulaient utiliser ce créneau qui devait leur permettre d'avoir le maximum de pub dans les médias. Effectivement, en quelques jours, les journaux locaux, radios et FR3 couvraient « l'événement ». Mais interviewé par une radio associative où ils avaient, ont tout le « loisir » de s'exprimer, les 2 leaders de SOS-Racisme-Reims étonnaient en déclarant que « finalement, ils n'apportaient rien de nouveau », que « leur démarche n'était guère originale »... **Ils ne croyaient pas si bien dire !**

En effet, pour le 7 mai 85, journée historique pour les républicains rémois (40e anniversaire de la capitulation des nazis, signée par hasard à Reims), ne voit-on pas SOS-Racisme co-signer avec toute la gauche rémoise (du PS à la LCR...) un tract appelant à manifester et à déposer une fleur à la maison qu'occupait la Gestapo à Reims afin de « *défendre les valeurs républicaine* » ! (vous savez... ces valeurs qui ont tué Machoro et Nonaro.. en Nouvelle-Calédonie ou qui ont massacrés 1 million d'algériens pendant la guerre d'Algérie...). Où chercher les explications de cette caution apportée par ces antiracistes à cette manifestation nationaliste (ne regroupant d'ailleurs que 200 personnes) ?

- Dans une certaine naïveté politique de jeunes balancés par les médias sur le devant du spectacle donne par la gauche à la veille des législatives de 86 ?
- Dans le désir caché d'être enfin reconnu comme interlocuteur par la gauche officielle ? (alors qu'il y a seulement un an, lors de la venue de Le Pen à Reims — C.A. n° 38 — ils apparaissaient en rupture totale vis-à-vis de cette même gauche !).

Les explications possibles ne sont peut-être pas que là. En fait, les animateurs de SOS-Racisme-Reims sont quasiment coupés de la réalité des quartiers, de la vie quotidienne des jeunes des ZUP. Cette coupure sociale, économique risque de reléguer les conditions de vie (logement, travail ou chômage...), les pratiques policières quotidiennes derrière un discours incantatoire, formel et absolu où toutes les bonnes consciences de gauche, de droite libérale peuvent se retrouver. Les problèmes réels, de classe, traversent les quartiers ; la « merde » quotidienne des jeunes très bien décrite dans le film « Le thé au Harem d'Archimède » seront ainsi gommés au profit d'un antiracisme aseptisé donnant bonne conscience aux « tolérants » qui ont les moyens matériels et/ou culturels de l'être (ou de paraître...) ! mais attendons...

Bien sûr, en **théorie**, le port du badge « Touche pas à mon pote » peut permettre enfin à des gens de réagir collectivement face au racisme dans le quotidien... mais il faut remarquer que l'enseignant, l'étudiant, le cadre n'ont bien souvent pas les mêmes POTES que les jeunes des ZUP ! Que tous ces milliers de POTES ne craignent pas la même chose lorsqu'ils sont contrôlés par les flics, ne vivent pas le racisme au quotidien de la même manière !

Comme le faisait remarquer une jeune d'une ZUP « A part vendre des badges et tenir des discours, que vont-ils faire » ? Que peuvent-ils faire ? Ils ont des projets qui pourraient être intéressants mais dont leurs réalisations étant donné leurs contenus, risquent d'être décevantes :

— Intervention dans les écoles, les lycées... « pour faire de la prévention ». Ce travail idéologique semble difficile à mener vu la coupure réelle existante entre l'institution scolaire et le quotidien. Mais , de plus, prétendre faire de la prévention contre le racisme en sensibilisant les plus jeunes... c'est croire que le racisme n'est qu'une question d'idée !

— Permanences dans les quartiers, les ZUP afin d'intervenir contre le racisme dans le quotidien. Quelle intervention peut-on mener dans une ZUP où on en est socialement et physiquement extérieur ? Là, pas de réponse si ce n'est de croire qu'il suffit d'avoir les médias avec soi pour créer une dynamique... et quelle dynamique ? A ces permanences, seuls les militants politiques désirant se trouver un nouveau créneau et les gens déjà sensibilisés par ce problème viennent pour y discuter... Comme le disait une enseignante lors d'une permanence : « C'est encore l'affaire de profs et d'étudiants ». Les jeunes des quartiers n'y viennent que pour y acheter le badge... et encore !

On est en droit de se demander si en cas d'acte raciste particulièrement dramatique, la pratique de SOS-Racisme-Reims ne se limiterait pas à s'en remettre à la Justice de « leur » pays (la France !) et à la gauche rémoise unie qui saurait organiser un beau défilé au centre-ville ?

Formellement, nous pensons que cela pourrait se passer ainsi... sans l'intervention toujours imprévisible des jeunes des ZUP, des familles, des **potes**... qui pourraient bousculer bien des attitudes. Alors ? Tout est possible car dans les ZUP, certains jeunes sont bien décidés à ne plus subir les soi-disantes fatalités sociales, économiques, et politiques même s'ils ne se sont pas encore donnés de structures stables et dynamiques (toujours en ébauche).

Nous avons l'impression que SOS-Racisme-Reims ne fonctionnera qu'avec des militants politiques de gauche ou d'extrême-gauche... en attendant les législatives de 86 où les badges se rangeront dans l'armoire à côté de ceux de « Solidarnosc »... La roue tournera mais les vrais problèmes resteront !

**EGREGORE-REIMS**

# SOUS LES PAVÉS, LA DIOXINE

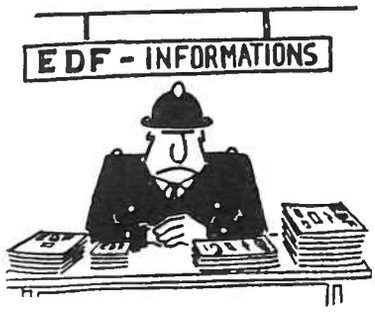
**14 janvier 85 : l'explosion d'un transformateur au pyralène, rue de la Magdeleine à Reims. 14 mai dernier, la foudre s'abat sur un transfo, lui aussi au pyralène, dans la campagne rémoise : le liquide s'écoule sur le terrain environnant. Sans revenir sur les aspects proprement techniques du problème, nous avons rencontré un rémois antinucléaire que le hasard parental a mis en contact avec la dioxine du fameux immeuble touché en janvier. Il développe plutôt les aspects sociaux soulevés par ces « incidents » : quels furent les facteurs pour que l'affaire « explose » dans les médias, quelle fut l'attitude d'EDF et des autorités, où sont les enjeux réels ?**

**S'agit-il vraiment d'un accident exceptionnel ?**

Non, pas du tout. Un problème similaire, sur un transfo plus important, était survenu au Havre, il y a quelques temps. La différence avec Reims, c'est que là, on en parle. Tout cela soulève divers problèmes. Le premier : la façon dont EDF cache la vérité puis ensuite essaye de la minimiser. Le second : le relais de « l'affaire » par les autorités administratives sensées assurer « l'ordre public » et « la sécurité des populations ». Le troisième : le suivi de la santé des personnes et l'existence ou non d'un traitement pour ce cas de contamination.

**Il existe en France 11 000 transfos au pyralène, propriété d'EDF et 80 000 autres vendus par EDF à des boites privées.**
**Des accidents ont déjà eu lieu. Peux-tu nous expliquer pourquoi cette affaire a fait tant de bruits ?**

L'ébruitement de l'affaire tient à la conjonction de facteurs indispensables : primo, parmi les propriétaires de l'immeuble, une personne (inspectrice du travail) était déjà alertée par les risques des produits chimiques et leur diffusion anormale. De plus, elle pouvait obtenir rapidement des fiches techniques internes à des entreprises ou à des administrations. Secondo : dans l'immeuble en question, une partie des gens a tout de suite réagi (1) en étant méfiant par rapport au discours d'EDF et des autorités. Tertio : au bout de quelques temps, certains locataires ou propriétaires ont pu se mettre en relation avec Jacqueline Denis-Lempereur de *Science et Vie* déjà alertée sur ce type de problème et qui avait la possibilité de savoir que les laboratoires français étaient inopérants sur les analyses des dioxines et des furanes ainsi que de pouvoir faire pratiquer ailleurs des analyses compétentes.



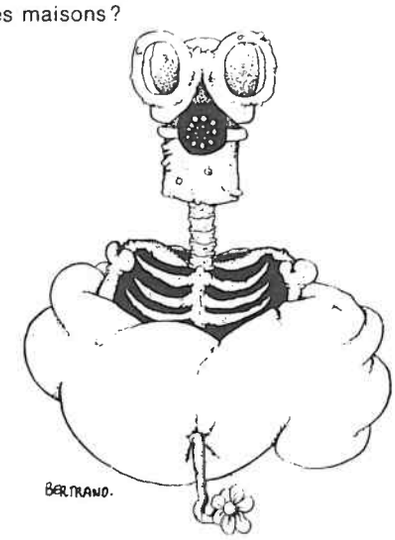

**Si l'on sait qu'à Reims existent 180 transfos semblables, cela signifie que, dans la plupart des cas, n'existent pas ailleurs ces conditions nécessaires à faire passer ces accidents sur la place publique. Dans beaucoup de cas, les gens se satisferaient des mensonges d'EDF et des autorités. Pourrait-tu parler des réactions « officielles », précisément, depuis l'explosion ?**

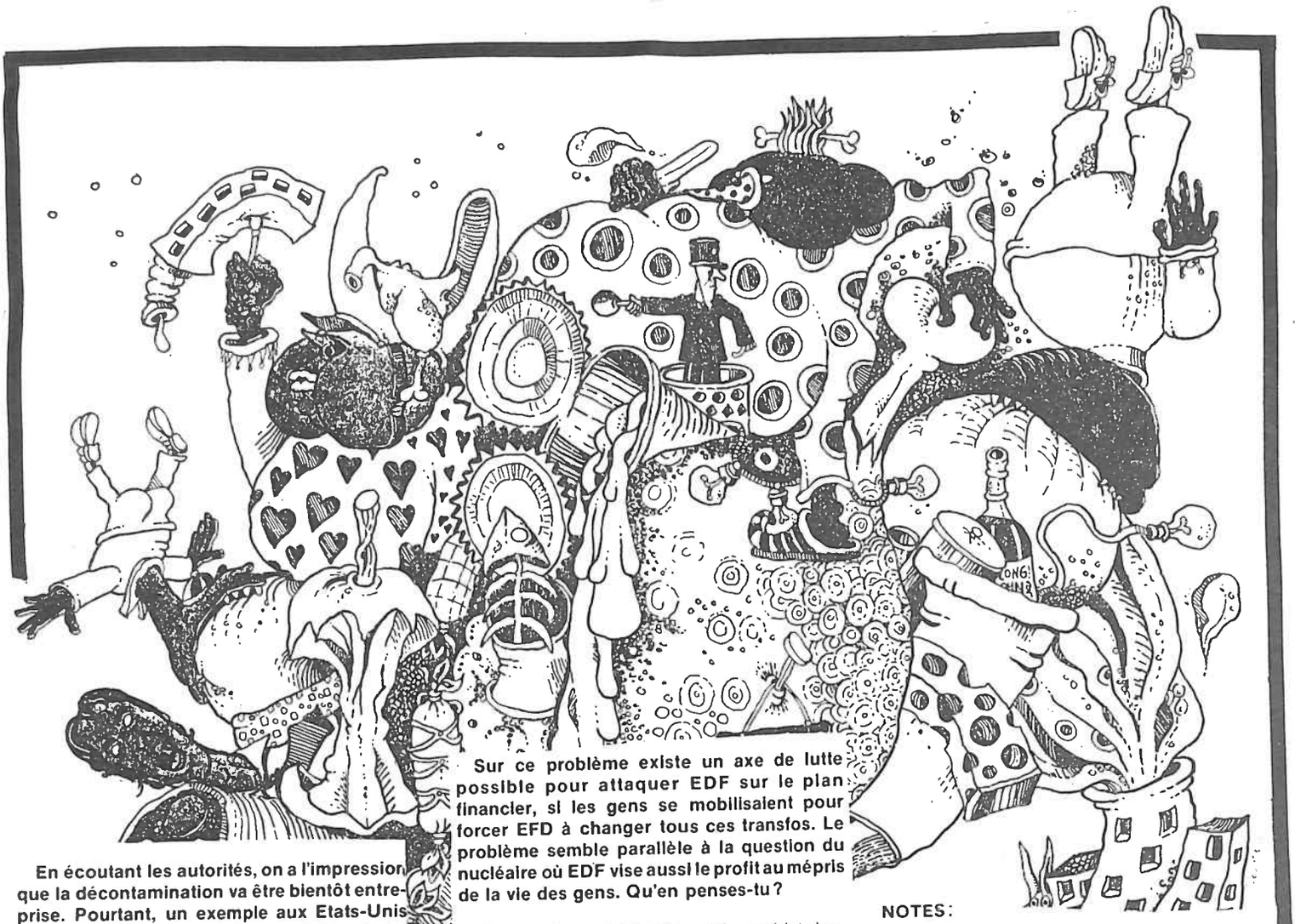
D'abord, les réactions d'EDF, qui sont à la base de tout. Parlons de « l'impact » d'EDF dans le public et par rapport aux autorités. Une des conséquences de l'explosion du 14 janvier pourrait être en particulier de faire que les gens commencent à mettre en doute ce qu'EDF affirme. Il faut en effet connaître l'attitude d'EDF au moment même de l'accident. Il y a eu **deux** explosions à 25 minutes d'intervalle. Lors de la première, le courant a été coupé et les pompiers sont descendus dans la cave sans aucune condition de sécurité puisqu'EDF ne donne aucune information sur les dangers de ce type de transformateur à qui que ce soit. Mais plus grave, EDF a tenté donc, 25 minutes plus tard, de remettre le courant au mépris des dangers pour le transfo déjà éclaté et pour les gens se trouvant dans la cave, par conséquent. On ne tient compte ici que de la fourniture de courant à tout prix. Ensuite pendant plusieurs jours, EDF a prétendu qu'il n'y avait pas eu d'incendie donc de pyrolyse produisant la dioxine. D'ailleurs son attitude demeure toujours la même en ce domaine, à peu de choses près. On peut en rire, mais une circulaire interne à EDF, datant de quelques mois avant l'explosion, précise que les transfos à Pyralène ne risquent pas de produire de dioxine en cas d'arc électrique. Puisque la circulaire dit qu'il n'y a pas de risque, donc il n'y a pas de risque ! Donc, selon ce raisonnement : puisqu'il n'y a pas de dioxine, c'est inutile de la chercher ; donc inutile de faire appel à des laboratoires compétents ; donc on fait appel à des laboratoires incompétents. Résultat : on ne trouve pas de Dioxine. Voilà le raisonnement d'EDF !

**Crois-tu que de la part des techniciens et ingénieurs d'EDF, il s'agisse d'incompétence ou d'intérêt à cacher la vérité ?**

L'incompétence ? Sûrement pas à tous les niveaux ! Certains cadres EDF ont eu largement l'occasion d'étudier des accidents similaires survenus dans des pays étrangers. Ils connaissent les conséquences. A la base, chez les agents, il existe sûrement des gens, qui, en toute bonne foi, pensent qu'il n'y a pas de danger, puisqu'on leur a répété que ces transfos étaient inoffensifs !

Mais EDF n'est pas la seule à avoir des responsabilités. La municipalité a réagi avec une lenteur étonnante, bien que comptant des scientifiques parmi ses membres. La Sous-préfecture de Reims, d'autre part, avant les analyses suédoises, n'a fait que strictement calquer ses déclarations sur le discours d'EDF. Dans les commissions de sécurité qui se réunissent au niveau administratif, EDF est toujours présente, à la fois juge et partie. Sur cette base, la décision la plus abérrante qui fut prise est révélatrice. Le Sous-préfet a enjoint aux habitants de l'immeuble de déménager leurs meubles touchés par les suies ; ces meubles ont été transportés par des déménageurs, sans précaution ! Les ouvriers immigrés d'entreprises de nettoyage ont nettoyé la cave en pataugeant dans le pyralène sans protection ! Les maisons « prêtées » par EDF aux locataires sans logis ont elles aussi subi la dissémination du poison . Saura-t-on dans 20 ans le taux de risque pour les futurs habitants de ces maisons ?





**En écoutant les autorités, on a l'impression que la décontamination va être bientôt entreprise. Pourtant, un exemple aux Etats-Unis permet de mesurer la côté presque indestructible de ces produits. Qu'en penses-tu ?**

La décontamination ne risque pas d'être entreprise très prochainement. On « recense » actuellement les personnes qui risquent d'avoir été contaminées. Soit environ 200. J'en fais partie. les examens de santé sont donc commencés mais personne ne sait par qui les analyses vont être effectuées (2), si elles permettront réellement de dépister les atteintes subies. De plus, qui paiera ? A raison de 5000 F. par analyse ?

**De plus, tu es donneur de sang. Or, après l'accident, alors que tu avais été dans l'immeuble et que tu ignorais le risque réel couru, tu a donné ton sang. Penses-tu que cela entraîne aussi un autre problème ?**

Si je suis réellement contaminé, mon sang a pu contaminer, depuis, quelqu'un d'autre. Qui peut le mesurer ? Aucun dépistage n'est effectué actuellement sur ces risque chimiques lors des dons du sang puisque le dépistage porte essentiellement sur le SIDA !

**Sais-tu quelque chose sur les décisions prises par l'Etat et EDF à propos des transfos au Pyralène ?**

En théorie, un des responsables nationaux d'EDF a promis la réduction du nombre de ces appareils, du moins au niveau de la fabrication. Or 7000 tonnes de pyralène sont prévues à la fabrication pour 85. Cela en dit long sur la réduction promise !

**Sur ce problème existe un axe de lutte possible pour attaquer EDF sur le plan financier, si les gens se mobilisaient pour forcer EFD à changer tous ces transfos. Le problème semble parallèle à la question du nucléaire où EDF vise aussi le profit au mépris de la vie des gens. Qu'en penses-tu ?**

C'est vrai que sur Reims, déjà, ces histoires commencent à faire des vagues. Nombre de gens s'inquiètent de ce qui se trouve dans leurs caves. Le battage pourrait aussi être fait au niveau des parents d'élèves si l'on songe à l'exemple d'un lycée de Reims qui compte 1800 élèves et quatre transfos au pyralène dont deux sous l'internat !

Le problème à soulever, c'est qu'actuellement, surtout dans les médias, la société « à risques », c'est de « bon ton ». Or cela finit par revenir à nier le risque, à l'occulter et EDF finit par en profiter. Ainsi on finit par avoir donc 91000 transfos au pyralène fabriqués sur le principe : « Cocorico ! C'est nous les meilleurs, y'aura pas d'accident ! » Et même s'il y a accident, comme on ne sait pas mesurer le risque qu'il induit, c'est qu'il n'y aura pas de risque ! Raisonnement EDF et absurde !

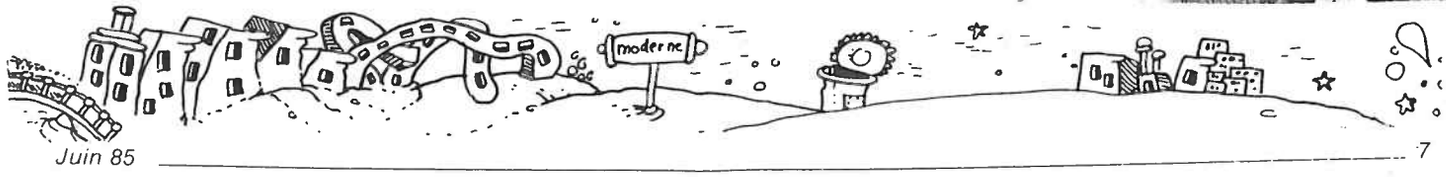
Mais il faut ajouter que les risques ne se combattent pas par la « sécurité ». A Nancy où s'est produit un autre incident, les conditions de sécurité étaient apparemment réunies. Le transfo n'était même pas en service, et pourtant il y a eu fuite de pyralène ! La fosse de rétention (sécurité !) située en dessous du transfo avait une faille ! La seule question demeure : ne pas produire des saloperies qu'on ne contrôle pas et dont on ignore les dangers réels. Si cela existe c'est la rançon d'une société de profit.

**Reims le 15/05/85**

**NOTES :**

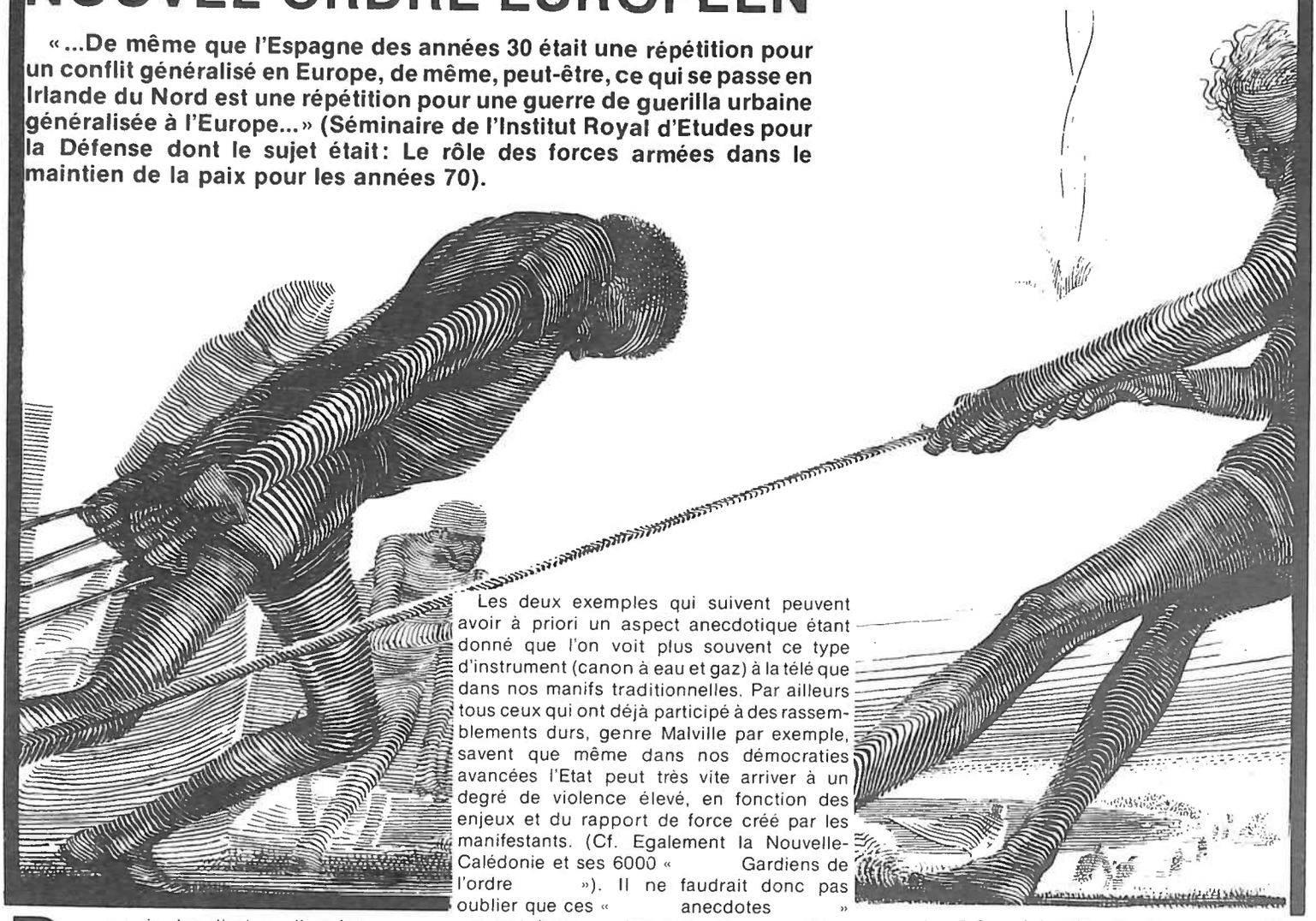
**1.** Il est important de souligenr que l'immeuble jumeau du 21 rue de la Magdeleine, le 23, n'a pas connu une réaction notable de ses habitants, pourtant menacés. Cependant, il apparaît que les suies, par les bouches d'aération, se sont diffusées depuis l'immeuble 21, jusqu'au 23, de plus, en envahissant la cour intermédiaire sur plusieurs centimètres d'épaisseur.

**2.** Depuis l'interview, nous avons appris que le professeur Rapp, auteur des premières analyses sur cette affaire, s'est lancé dans d'autres analyses concernant la santé des personnes en question.



# NOUVEL ORDRE EUROPÉEN

**« ...De même que l'Espagne des années 30 était une répétition pour un conflit généralisé en Europe, de même, peut-être, ce qui se passe en Irlande du Nord est une répétition pour une guerre de guerilla urbaine généralisée à l'Europe... » (Séminaire de l'Institut Royal d'Etudes pour la Défense dont le sujet était : Le rôle des forces armées dans le maintien de la paix pour les années 70).**



Depuis des dizaines d'années une fraction significative du peuple irlandais mène une lutte radicale pour son émancipation, culturelle et politique. Cette lutte se déroulant dans une démocratie européenne, avec toutes les caractéristiques d'un système capitaliste moderne, intéresse à plus d'un titre les différentes polices chargées d'assurer le maintien de l'ordre étatique dans les autres pays aux conditions économiques et sociales globalement similaires, donc tout particulièrement les polices européennes. En Irlande sont expérimentées grandeur nature tout un ensemble cohérent de techniques de répression, visant bien sûr à entraver le processus de libération sur place, mais aussi à mettre au point des méthodes permettant d'écraser tout foyer à caractère insurrectionnel qui eclaterait dans un ou des pays d'Europe. Probablement parce que le capital sait très bien que même s'il est capable de résoudre la plupart des conflits par des négociations ou des arrangements divers, il ne peut pas toujours assurer la résolution des antagonismes en douceur.

Cet article devrait dont être le premier d'une série sur le sujet : Espace judiciaire européen, contrôle social et toutes ces sortes de choses ; article qui n'aborde pour l'instant que divers aspects de la répression (tout particulièrement donc expérimentée en Irlande) en essayant de voir sur quelles réalités s'appuient les différentes réponses de l'Etat à ses opposants.

## GAFFE AUX GAZ

Les deux exemples qui suivent peuvent avoir à priori un aspect anecdotique étant donné que l'on voit plus souvent ce type d'instrument (canon à eau et gaz) à la télé que dans nos manifs traditionnelles. Par ailleurs tous ceux qui ont déjà participé à des rassemblements durs, genre Malville par exemple, savent que même dans nos démocraties avancées l'Etat peut très vite arriver à un degré de violence élevé, en fonction des enjeux et du rapport de force créé par les manifestants. (Cf. Egalement la Nouvelle-Calédonie et ses 6000 « Gardiens de l'ordre »). Il ne faudrait donc pas oublier que ces « anecdotes » peuvent dans certains cas avoir une certaine réalité et qu'il vaut mieux être prêts à les assumer.

- Les canons à eau : ils transportent généralement 5 ou 6 tonnes qui peuvent être projetées en cinq minutes environ (ceux qui étaient bons en physique à l'école doivent pouvoir calculer la pression que ça donne...). Ils sont utilisés pour briser les manifestations de part la puissance du jet, le sol rendu glissant et le **désagrément psychologique** à être mouillé. Une teinture indélibile peut-être additionnée à l'eau projetée : officiellement cela permet à la police de reconnaître les manifestants. Il semblerait en fait que cela serve plus à **punir** les protagonistes qui doivent supporter la perte financière de leurs vêtements. Cette arme reste cependant assez peu efficace : peu maniable, elle ne peut servir que contre des groupes compacts ce qui ne peut guère contrecarrer des actions de rue plus diffuse.
- Les gaz : en Irlande le gaz C.S. commença à être utilisé en 69 après après avoir été testé massivement pendant la guerre du Vietnam. Ce gaz lacrymogène qui peut produire des lésions corporelles graves n'a pas été mis au point dans n'importe quelle condition ; c'est en 56 que débutent les recherches pour remplacer celui employé précédemment par l'armée anglaise, jugé trop peu efficace. 56 c'est l'année de Suez, du début du C.N.D. en Angleterre, de nombreux conflits anti-impérialistes. Dans le domaine de la répression non plus il n'y a pas de technologie neutre, coupée des réalités historiques. Il y a par contre tout un discours justificatif qui lui est fort éloigné des réalités sociales.

Le C.S. a été présenté comme une arme plus humaine, capable de neutraliser les tireurs embusqués et d'éviter l'emploi des fusils contre les manifestations. Cela n'a pas empêché dans les faits que ceux-ci soient utilisés, en particulier pour pallier à la faible portée et à l'imprécision des gaz. Leurs fonctions réelles consistent là aussi à punir collectivement un ghetto ou une zone d'émeute afin de faire perdre aux éléments les plus radicaux le soutien des populations.

## CONTROLE SOCIAL

l'Irlande n'a pas servi qu'à mettre au point des gadgets anti-émeutes. Elle permet aussi, comme terrain d'exercice grandeur nature, d'expérimenter des techniques de contrôle et de répression sociale, même en dehors de toute flambée de violence. Par exemple, pour répondre à la grève massive contre les loyers organisée en 71, les services sociaux touchant de près ou de loin à l'assistanat (allocations familiales, chômage, etc...) ont été réorganisés suivant deux axes : d'une part couper les vivres aux grévistes, ce qui a d'ailleurs été utilisé plus récemment contre les mineurs anglais ; d'autre part obtenir une multitude de petits renseignements qui traités par ordinateurs permettent à la police et à l'armée d'avoir une connaissance approfondie des ghettos où ils doivent combattre contre l'I.R.A. et ses sympathisants.

Un autre aspect de ce processus répressif concerne la torture et l'enfermement : Toute armée qui tente de briser une guérilla à besoin de renseignements. Le plus généralement c'est la torture physique qui est utilisée. Mais en plus de désavantages objectifs (augmentation de la résistance corporelle chez certains torturés, excès d'informations chez d'autres) la torture est politiquement difficilement maniable dans des systèmes démocratiques. Dans ces conditions des sévices propres, qui ne laissent pas de traces spectaculaires, sont préférables. Voilà ce que ça peut donner : « Ils y restèrent 10 heures, puis furent transférés à nouveau à la prison de Crumlin Road, et enfin renvoyés au centre d'interrogatoire. Lors de tous ces déplacements, ils portaient une cagoule qui les aveuglait. Ils furent maintenus là pendant 6 jours. Sauf lorsqu'on les interrogeait, on les gardait dans une pièce, le "trou noir", comme l'appela un de ceux qui posait les questions. Quand ils étaient dans ce trou noir, on les obligeait à rester immobiles, les mains en l'air contre un mur, et les jambes écartées. S'ils s'écroulaient ou s'ils bougeaient pour essayer de soulager l'engourdissement de leurs membres, on les battait, jusqu'à ce qu'ils se remettent en position. La pièce résonnait d'un bruit monotone, comme une fuite d'air comprimée ou bien comme le ronflement d'une hélice d'hélicoptère. La tête encapuchonnée dans des sacs de laine noire trop serrés, ils étaient privés de lumière. Ils étaient vêtus de vêtements de travail trop grands. Il ne leur était pas permis de dormir pendant les deux ou trois premiers jours et le régime alimentaire était réduit à du pain et de l'eau. La température, en général trop haute était par moment trop basse. » Là aussi il y a donc adaptation d'une "technique" à des données politiques globales : propreté apparente de la répression, sentiment de culpabilité plus grand chez le sujet qui ne "trahit" pas sous une pression physique visible...

## HYPOTHESES

De ces différents exemples, on peut tirer quelques constatations ou hypothèses :

— Il nous faut inlassablement dénoncer nos démocraties avancées sur les problèmes des libertés (sans s'attarder sur les arguments de crapules genre Y. Montand concernant les joies du Goulag...). La liberté qui existe objectivement ici n'est en aucun cas la résultante d'un quelconque humanisme mais la conséquence de choix politiques adaptés à des données historiques, marquées entre autre par les rapports de force entre les classes, et à des possibilités économiques découlant du maintien de pays pauvres en état de domination. Inversement, ces libertés peuvent être remises en cause suivant l'évolution de ces rapports et des besoins du capital. Elles ne doivent donc en aucun cas être perçues comme des acquis définitifs mais comme des composantes à plusieurs facettes de régimes politiques donnés.

— Les systèmes en place, tenant à se perpétuer, doivent eux aussi tenir compte de ces habitudes démocratiques. Il leur faut arriver à manier intelligemment la peur en cas de conflit grave, tout en la limitant à des zones précises : un Irlandais ayant subi l'isolement pourra faire réfléchir les éléments les moins décidés de son ghetto s'il a l'occasion de raconter ses aventures, il pourra difficilement déclencher un mouvement d'opinion plus large sur ce sujet n'ayant ni œil arraché, ni trace de brûlure sur les mains. Ils doivent aussi habituer graduellement les populations périphériques d'une lutte donnée aux outils divers utilisés pour la réprimer (qui s'étonne encore de la présence de l'armée dans les rues de Belfast ?). En jouant principalement sur le discours « voyez ces méchants terroristes/émeutiers, anti-démocrates, voyez les moyens relativement cools qu'on utilise contre leurs bombes... ».

— Pour construire une Europe Economique forte, les Etats nationaux ont besoin d'obtenir une multitude de consensus divers, dans tous les domaines de plus en plus morcellés régissant la société civile. Ce qui explique entre autre le développement et l'utilisation croissante des médias qui élargissent, restreignent ou déforment l'information principale. Dans cette utilisation apparaissent constamment quelques idées-choc :

- La négation de la lutte de classe (qui s'est développé théoriquement et pratiquement comme conception du monde) ou son inutilité : il suffit pour s'en convaincre de voir les différents angles sous lesquels ont été traités la grève des mineurs anglais suivant que l'information officielle était locale, nationale ou à l'usage européen.
- L'acceptation du discours de crise, lié à la négation précédente, permettant de présenter le marché commun comme une des composantes de la solution et tous les opposants comme des irresponsables perturbant la marche radieuse vers la reprise économique de cette pseudo-communauté.
- La présentation de toute lutte atteignant un degré important de radicalité comme un phénomène spectaculaire et local et l'usage de la répression comme un moidre mal, quitte à autoriser de temps en temps une personnalité quelconque à dénoncer tels ou tels actes tant que cela reste au niveau d'un discours moral.

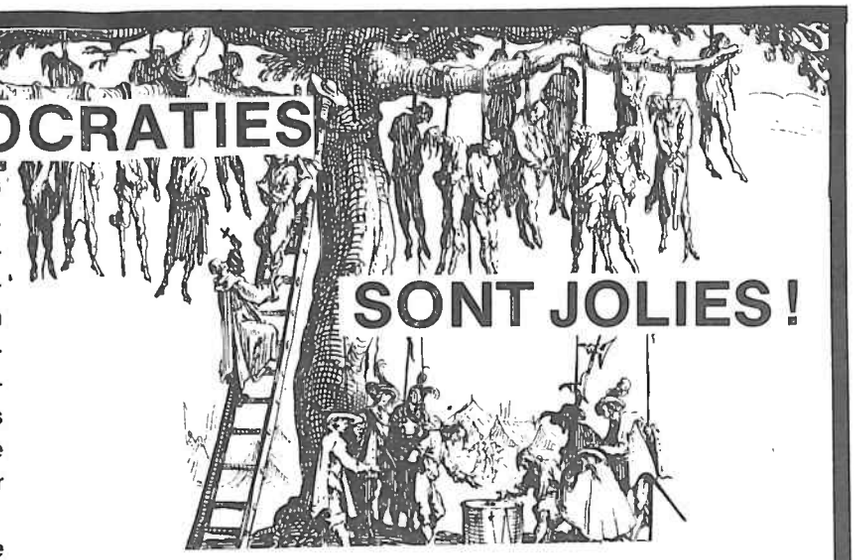
— Pour finir il semblerait qu'il y a aussi, un système de punitions s'appliquant aux « avant-gardes ». Comme pour faire payer de façon systématique tout dérapage à l'ordre établi, quand bien même celui-ci n'est pas menacé par des pratiques sociales subversives. Ce qui pourrait expliquer par exemple l'acharnement du pouvoir italien contre la génération politique des années 70. Ces « punitions » étant conçues contre des acteurs du passé pour essayer de les briser et contre ceux du présent pour les intimider.

## EN CONCLUSION

Tout d'abord et bien que ceci soit un peu contradictoire, ce qui précède n'a pas pour but de tracer le portrait d'une méchante Europe policière ou d'une entité secrète qui tirerait les ficelles de la répression. De même que le capital n'a pas d'existence tangible propre, de même l'europe n'est pas encore une machine infernale et bien huilée. Ce qui n'empêche pas néanmoins les tentatives de coordination et d'homogénéisation des polices, des médias, d'une culture dominante dépassant ces cultures nationales. Inutile de devenir parano devant la mise en place de l'espace judiciaire européen : nous trouverons bien des failles. Mais pour ce faire il est toujours utile de le comprendre, sans le mythifier. Simplement en essayant de voir comment chaque cas précis et isolé de répression peut se relier à une conception plus vaste de l'ordre.

**E.S. le 12/05/85**
**D'après un n° spécial du journal « Objection »**

# Pays-Basque
# AH ! QUE LES DÉMOCRATIES SONT JOLIES !



**A la mi-avril, se déroulait à Madrid les procès des trois réfugiés basques extradés par l'Etat français. les verdicts, — deux acquittements et une condamnation très lourde — ont été aussitôt traduits politiquement par les Etats, de part et d'autre de la frontière, comme la démonstration de l'indépendance de la justice espagnole et comme la justification de la confiance que le gouvernement français avait mise en elle. C'était aussi une nouvelle occasion pour les deux Etats de légitimer leur politique anti-abertzale.**

**Mais leur auto-satisfaction ne tient pas à l'épreuve des faits.**

## PARODIE DE JUSTICE ET DÉMOCRATIE

Joxe, ministre de l'intérieur, a estimé l'aque l'acquittement de deux des trois militants basques extradé était « la meilleure preuve qu'il y avait une garantie de justice en Espagne ». Gonzalès a clamé bien haut que l'espagne montrait « une fois de plus » qu'elle était un pays démocratique et que sa justice, ni brutale ni sanguinaire, agissait en toute indépendance.

Or ces trois audiences se sont déroulées comme une véritable parodie de procès : elles ont été expédiées à la va-vite (2 à 3 heures chacune) ; il n'y a pas eu l'ombre d'une enquête d'instruction, ni la plus petite confrontation, ni la moindre preuve formelle, les dossiers des trois inculpés se sont avérés aussi vides les uns que les autres.

S'il y a eu 2 acquittements, il est sûr qu'il s'agit d'une décision politique. Un tel verdict ne ressemble guère aux us et coutumes de l'Audiencia Nacional, cour de justice d'exception habituée à condamner à l'aveuglette et au marteau-pilon, en digne héritière qu'elle est du « Tribunal de l'Ordre Public » de l'époque franquiste. Quant au troisième jugement, qui s'est conclu par la lourde peine de 54 ans de prison, il est tout autant politique. L'avocat du condamné a déclaré : « peut-être est-ce dû à la véritable structure de l'Etat. Trois acquittements n'auraient pas été possibles à cause de la pression de certains milieux ». Le dossier du 3eme extradé, accusé du meurtre de deux gardes civils, était aussi vide que celui de ses camarades, et la défense utilisée avait été la même, basée sur l'absence de preuves.

En fait, ces procès auront fondamentalement démenti, dans les faits, toutes les belles tirades concernant la démocratie et les garanties qu'elle offre aux individus. Ils ont fait la démonstration une fois de plus, que l'Etat est prêt à laisser se faire et à couvrir toutes les magouilles juridico-policières les plus scandaleuses quand il s'agit d'étouffer ce qui va à l'encontre de ses intérêts.

Les « démocrates » du PS avaient tenté de justifier leur reniement du droit d'asile et les mesures d'extradition en faisant passer les militants basques pour des non-politiques ; or c'est devant une cour jugeant des délits politiques qu'ils ont comparu. Le gouvernement français — premier ministre et porte-parole en tête — ne s'était pas fait faute de traiter les extradables de « criminels de sang » (1), les accusant ouvertement et officiellement avant même qu'ils soient jugés.

Or, deux des extradés ont été acquittés. Le pouvoir français a appuyé ses accusations sur des dossiers qui avaient été transmis par les autorités espagnoles ; il a gobé mot pour mot des rapports, qui se sont révélés être mensongers, constitués de toutes pièces par la police à partir des seuls témoignages de flics et d'aveux extorqués sous la torture.

C'est sur ces bases politico-policières véreuses que la stratégie des Etats français et espagnol s'est mise en place contre les militants basques.

Côté français, la Justice n'est pas plus fiable.

Le juge Svahn restera à la présidence de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau (cf. CA HS n° 3). C'est cette même cour qui avait relâché trois policiers espagnols surpris à tenter d'enlever un réfugié, qui avait remis en liberté 11 inculpés du GAL pour « vice de forme » et qui avait été prompte à reconnaître la validité des demandes d'extradition formulées par l'Espagne. C'est l'ensemble des confrères de Svahn qui l'a reconduit à ce poste, sur sa demande. Alors que la presse annonçait déjà, — un peu prématurément —, sa mutation-sanction pour la présidence de la première chambre civile, Svahn lui-même faisait de son maintien en poste un véritable enjeu politique. Membre de l'association professionnelle des magistrats (syndicat de l'opposition), ce juge ne cache pas ses préférences partisanes pour le GAL et sa haine pour ETA : « Le GAL est financé par un impôt patriote, volontairement versé, à l'inverse de l'impôt révolutionnaire de l'ETA qui est extorqué », a-t-il déclaré entre autres prises de position publiques à caractère politique, Dans les paroles comme dans les actes, Svahn revient donc en première ligne des affaires juridiques basques. Les gros bonnets du GAL peuvent se la couler douce...

L'appareil juridico-policier, s'il laisse glisser entre ses mailles les gros poissons du GAL, s'en donne à cœur joie quand il s'agit de frapper les militants d'IK (Iparretarrak) (2). C'est ainsi que Gaby Mouesca, — en prison depuis le 1 mars 1984, et déjà condamné à 3 ans de prison pour association de malfaiteurs (pour son appartenance à IK), puis à 5 ans pour sa présence présumée lors de l'incendie de la villa d'Ascain (3) —, a fait appel de cette dernière condamnation. Son dossier ne contient aucune preuve sérieuse de sa participation à cet attentat. L'arrêt sera rendu le 21 mai. Gageons que la priorité accordée par la classe politique à l'écrasement d'IK risque de peser lourd au moment du verdict définitif.

## UNE VIEILLE DÉMOCRATIE AU SECOURS D'UNE JEUNE

Avec les extraditions, les expulsions de militants basques, la mise en liberté d'individus importants du GAL, le gouvernement français a cédé en tout aux exigences de l'Etat espagnol, de sa police et de sa justice, qui ne cachent pas leur satisfaction d'une si entière et inespérée collaboration.

Le pouvoir PS s'est aussi fait le complice empressé des secteurs les plus réactionnaires voir facistes, qui font bon ménage avec le PSOE et la « jeune démocratie espagnole » dans leur lutte concertée contre le mouvement basque.

Le pouvoir socialiste français est responsable, et il ne sert à rien que Destrade, porte-parole du gouvernement et député PS de la Côte Basque, s'en prenne soudain au RPR, suite aux derniers attentats du GAL, déclarant : « Il faut s'interroger sur l'intérêt qui anime un certain nombre de gros bonnets de la droite, sur ce qui oriente en France les attentats du GAL ; qui choisit les mercenaires, qui les paie ? Nous avons retrouvé dans les cortèges des personnes de l'opposition, et parmi des colleurs d'affiches des personnes proches du RPR et de l'opposition, un certain nombre de ces tueurs à gage (4) »

Certes le GAL « cette agence temporaire du crime », recrute chez les militaro-baroudeurs nostalgiques des guerres coloniales. Mais le gouvenement français n'a fait que servir les intérêts de ceux qui, par ailleurs, se servent du GAL.

Il est sûr que s'accroissent la gêne et le silence des notables et élus du Pays Basque Nord, surtout depuis les derniers attentats du GAL (cf. CA HS n°3). Ils espéraient que les extraditions allaient calmer les ardeurs du GAL et hâter le règlement du « problème » basque. Il n'en est rien.

Chez les « démocrates », le malaise est tel que les partis, syndicats ou associations liés au gouvernement, ainsi que le PC, n'ont pas signé l'appel, — lancé par quinze groupes ou associations, à l'initiative du Comité des droits de l'homme —, à une manifestation à Bayonne « contre les attentats racistes et fascistes » et « pour le respect des droits de l'homme et des peuples ». Un terrain pourtant cher aux gens de gauche, en bien d'autres lieux et d'autres temps !

Si Joxe s'est arrêté à Madrid, le 19 avril, pour s'entretenir avec son collègue espagnol Barrionuevo, c'est pour tenter de résorber ce malaise et pour qu'il ne soit pas dit que seul l'Etat français aura fait des concessions. il s'agissait, pour le ministre français de l'Intérieur, d'inciter le gouvernement espagnol à plus de zèle dans sa collaboration anti-GAL.

D'autant que des journaux, à la réputation de sérieux, tel *Le Monde* écrivent dorénavant à mots à peine voilés ce que les militants et la presse abertzale disait depuis le début : le refus de collaboration que manifestent la justice et la police espagnoles quand il s'agit d'identifier les commanditaires du GAL (5). Ces mêmes journaux dévoilent et mettent en évidence le rôle que tient la police par rapport au GAL, en particulier la brigade anti-terroriste de Bilbao (cf. encart)

De l'autre côté de la frontière, la presse dénonce également la collusion GAL-Gouvernement. Des journalistes du quotidien abertzale *Egin* sont inquiétés par la justice parce qu'ils écrivent que la police et le GAL sont liés ; et qu'ils accusent le gouvernement de mentir et de couvrir le GAL en manifestant « un manque d'intérêt dans la recherche de ce qui est derrière le GAL ».

La famille du photographe d'*Egin* (Galdeano) assassiné par le GAL à St Jean de Luz a porté plainte contre Barrionuevo pour avoir présenté Galdeano comme faisant partie de la direction d'ETA, dans un contexte tel que le ministre de l'intérieur justifiait ainsi ouvertement l'attentat du GAL.

Mais, malgré ces remous et ces diverses remises en cause de la police espagnole, malgré aussi les sollicitations de Joxe, il est clair que le gouvernement de Gonzalès tient à couvrir cette institution et à la dédouaner de tout soupçon.

Il n'en est pour preuve que la façon dont le PSOE a oublié ses engagements pré-électoraux d'approfondir le caractère civil de la police. Il n'est pas question aujourd'hui de la démilitariser ; bien au contraire : le caractère militaire de la garde civile a été sérieusement renforcé en même temps qu'on élargissait les compétences et les attributions d'une institution dont les socialistes réclamaient jadis la suppression pure et simple (6). Le Gouvernement espagnol apprécie le grand esprit de discipline de la Garde civile et a besoin d'elle dans le combat anti-abertzale. Il ne tient pas à engager une épreuve de force alors même que la situation dans les casernes est très calme.

Le consensus autour du règlement, par la répression, de la question basque, est si fort que les contradictions se dévoilent de plus en plus, les magouilles politico-juridico-policières et les complicités crapuleuses qui sont de plus en plus mises en évidence, sont loin de suffire à secouer, voire à inquiéter les appareils et les institutions politiques.

Le seul et maigre répit dont bénéficiait pour l'instant les réfugiés est que le gouvernement français, conscient d'en avoir fait beaucoup contre le mouvement basque et sans aucune contrepartie positive, n'engage pas de nouvelles procédures d'extradition.

Cependant, les « démocrates » français ont encore le culot de pérorer, malgré leurs compromissions véreuses, et ne manquent pas une occasion d'intoxiquer toujours un peu plus ; en amalgamant par exemple IK et le GAL, comme le font aussi bien Joxe que Destrade : « Les objectifs visés sont les mêmes, qu'ils proviennent d'IK ou du GAL : provoquer, déstabiliser, jeter le trouble, installer la peur. L'opinion publique locale doit réagir avec force, condamner sans appel ces malfaiteurs et ceux qui les cautionnent politiquement »... Tiens donc !

**NOTES** **Le 21.5.85**

(1) Fabius avait détaillé, à la Télevision, les faits reprochés à l'un des extradés — acquitté depuis — déclarant que « La france ne doit pas être un sanctuaire pour les crimes de sang ».

(2) Iparretarrak : organisation abertzale au Pays Basque Nord prônant la lutte armée et pratiquant des attentats.

(3) Attentat commis en Août 83 contre une villa appartenant à un membre de la famille de Giscard.

(4) Dans cette déclaration, Destrade fait référence à une photo parue dans *Sud-Ouest* et reproduite dans CA n° 38 : on y voit des personnalités du RPR soigneusement encadrées par des hommes impliqués par le suite dans des attentats du GAL.

(5) « les autorités espagnoles ne manifestent pas tout le zèle requis pour collaborer à l'éradication du contre-terrorisme. Les ramifications du GAL pourront difficilement être mises au jour totalement si l'enquête ne se réalise pas des deux côtés de la frontière » (extrait d'un article du *Monde* mai 85)

(6) Il y a 356 chefs militaires dans la police nationale, qui touchent un salaire nettement plus élevé que dans l'armée.

## Panier de crabes et nœuds de vipères

J.-P. Labade, un des sergents recruteurs du GAL, fut interpellé suite à l'attentat à la moto piégée à Biarritz, puis relâché par la cour de Pau présidée par le fameux Svahn déjà cité. Labade avait pourtant reconnu faire du renseignement pour les Espagnols. Depuis sa libération, il s'était réfugié en Espagne et un mandat d'arrêt international est toujours lancé contre lui.

Des écoutes téléphoniques placées chez un de ses complices avaient permis d'établir que les correspondants espagnols commanditaires d'attentats contre les réfugiés, privés de leur contact habituel, Labade, tentaient de maintenir le réseau existant. le complice devait retrouver deux espagnols dans un village proche de Pampelune. Le juge d'instruction chargé du dossier monta un guet-apens après avoir prévenu la police espagnole. mais il n'y eu personne au rendez-vous : il s'agissait d'une fuite parmi les policiers de Bilbao qui ne voulaient pas arrêter un des leurs.

D'autres faits encore :

Après une fusillade contre des réfugiés à St Jean de Luz, on retrouvait des pistolets achetés aux USA par deux policiers de Bilbao.

Sur un membre du GAL, on découvrait le numéro de téléphone du commissariat de Bilbao ainsi que les photos d'identité de réfugiés basques provenant de fichiers de la police espagnole.

En novembre 80, Ballesteros, alors chef de la lutte contre le terrorisme en Espagne, et maintenant conseiller au ministère de l'Intérieur avait donné l'ordre de libérer 3 hommes qui, après le mitraillage d'un bar à Hendaye, avaient forcé le passage frontalier pour trouver refuge auprès de la police espagnole. Ballesteros donnait l'ordre de relâcher aussitôt les trois hommes. Depuis, à plusieurs reprises, il a refusé de comparaître comme témoin. La justice espagnole l'a convoqué le 14 mai devant le tribunal de Saint-Sébastien, pour refus de collaborer. Il a continué à refuser de dire le nom des trois hommes, signalant seulement « qu'ils sont des informateurs ». Pour la forme, il a écopé de 3 mois de mise à pied.

Côté français, la police est aussi impliquée : des photos que des réfugiés avaient fournies aux flics français sont tombées aux mains du GAL. Un réfugié basque assigné à résidence à Limoges a subi chantage et pressions de la part de policiers pour infiltrer les groupes politiques au Nord....

# SOLIDARITÉ AVEC LES EXCLUS DE L'AMNISTIE EN POLOGNE

**Au lendemain de la proclamation de l'état de guerre en Pologne, Robert Chechlacz et Tomasz Lupanow, tous deux âgés de 18 ans et élèves dans une école d'apprentissage de la banlieue de Varsovie, ont tenté d'organiser une résistance armée à la dictature. L'émotion des premiers jours de cette guerre, les affrontements sanglants dans les mines de Silésie, la confusion des informations d'alors, leur laissaient croire qu'une insurrection était proche, comme l'exprimait le très populaire slogan: « L'hiver est à vous, le printemps sera à nous ».**

Il ont constitué un groupe clandestin, diffusé des tracts et désarmé deux soldats. Ils voulaient se procurer des armes afin de délivrer les membres de Solidarnosc internés dans le camp de Bialoleka. Le 18 février 1982, ils ont blessé accidentellement un milicien, le sergent Karos, en tentant de lui prendre son arme. Bien qu'hors de danger selon le communiqué publié le lendemain par les autorités celui-ci est décédé cinq jours plus tard, sans qu'il soit possible de déterminer s'il a succombé des suites de sa blessure. Le *Comité pour le respect de la légalité*, en Pologne, pose la question : « Le milicien était seulement blessé. Durant cinq jours, il a été soigné à l'hôpital du ministère de l'intérieur et il allait bien. Son témoignage a été enregistré sur bande magnétique. Il se réjouissait d'avoir pu diriger l'arme vers le bas et d'être resté en vie. Soudainement, cinq jours plus tard, il meurt. Quelles sont les raisons exactes de sa mort » (*Praworzadnosc* « La Légalité », bulletin clandestin de la région de Varsovie n° 3 août 1984).

Arrêtés le 4 mars 1982, torturés durant l'interrogatoire, Robert et Tomek ont été condamnés le 8 septembre 1982 par le Tribunal militaire de Varsovie, à respectivement 25 et 13 ans de prison. Deux autres membres du groupe, Stanislaw Matejezuk et l'abbé Zych, ont été condamnés à six ans de détention.

L'instauration de la dictature militaire a suscité un vaste mouvement de résistance en Pologne et de protestation dans le monde. Ce mouvement a permis la libération de la plupart des prisonniers politiques ( le *Comité de coordination du NSZZ Solidarnosc en France* a cependant recensé une vingtaine de prisonniers politiques n'ayant pas bénéficié de l'amnistie proclamée en juillet 1984). Cette amnistie, qui prétendait mettre un terme à la période de l'état de guerre n'a pas concerné Robert et n'a réduit que d'une année la peine de Tomek.

Nous ne pouvons espérer un geste de clémence du pouvoir. Ceux qui ont ordonné, parmi tant d'autres crimes, le meurtre sadique du Père Popieluszko, sont décidés à assassiner « proprement » Robert et Tomek, en les acculant au suicide ou en les détruisant psychiquement.

Un mouvement pour leur libération commence en Pologne. Parmi d'autres voix, le *Comité pour le respect de la légalité* a lancé un appel qui se conclut ainsi : « Exigeons leur libération et plus particulièrement nous, les internés de Bialoleka. Rappelons-nous : ils ont voulu lutter pour nous. » (*ibid.*)

L'extension de cette solidarité en Pologne et à l'étranger est le seul espoir pour Robert et Tomek. C'est pourquoi nous appelons tous les hommes de bonne volonté dans le monde à exiger avec nous l'application du statut de prisonnier politique à leur cas et, conformément à la loi d'amnistie, leur libération immédiate.

## Premières initiatives en faveur de Robert et Tomek

L'efficacité de la campagne lancée en faveur de Robert et Tomek est suspendue à la mobilisation de tous ceux, qui, au-delà de notre association, en ont reconnu le bien fondé.

Dans le double but de briser le silence qui entoure ces prisonniers et de faire pression sur les autorités polonaises, « Les amis de Robert et Tomek » mettent à la disposition des personnes qui voudraient les diffuser :

— Une carte postale, à envoyer, signée, au Conseil d'Etat de la RPP, exigeant l'application de la loi d'amnistie à Robert et Tomek.

— Une affiche 42/64 (cf ci-joint)
— Un tract.

Ces matériaux sont gratuits. Ils sont disponibles ainsi que la brochure en écrivant à l'Association.

Nous avons également publié un appel aux membres et aux instances de Solidarnosc en Pologne et à l'étranger, intitulé « Rappelons-nous ». Cet appel, en polonais a été imprimé en format réduit.

Toute personne pouvant faire parvenir cet appel en Pologne ou dans l'émigration polonaise peut nous en faire la demande par lettre.

Une casette d'information sur Robert et Tomek, à l'usage des radios, est également disponible (écrire à l'association).

Par ailleurs, chacun sait que « les nerfs des batailles sont les pécunes ». Elles nous font cruellement défaut pour la réalisation d'autres projets (notamment un encart dans la presse). Vos chèques sont donc les bienvenus.

## La solidarité doit vaincre

Le 5 septembre 1981, à l'ouverture du 1er congrès national de Solidarnosc, la population de Bydgoszcz délivrait quelques 150 détenus, en les aidant à franchir le mur d'enceinte de la prison dans laquelle ils s'étaient mutinés.

Il ne saurait être question pour nous, qui avons reconnu dans le développement des luttes sociales en Pologne un mouvement pour une liberté toujours plus grande, d'oublier ceux qui se sont levés pour la défendre et que l'on étouffe aujourd'hui en prison.

Ainsi, il faut comprendre le soutien que nous apportons à Robert Chechlacz et Tomek Lupanow comme un moment concret d'une lutte qui, espérons-nous, verra se répéter, sur une échelle autrement plus vaste, le geste des habitants de Bydgoszcz, et avec lui la fin de la monstrueuse existence des prisons.

**Les amis de Robert et Tomek**
**BP 4. 93301 Aubervilliers cedex**

# LE M.I.R POUR UNE CONSCIENCE NATIONALE.

**L'actualité ne braque que bien rarement ses projecteurs sur le Mouvement indépendantiste réunionnais. Georges Sinamalé, l'un de ses principaux dirigeants, donne une réponse toute faite : *« Nous sommes victimes d'une conspiration du silence »*. Il ne tarde toutefois pas à reconnaître que les nationalistes locaux n'avaient guère, en ce moment, le vent en poupe. L'affaire calédonienne, loin de mobiliser la population, au contraire, l'effraie. L'idée d'indépendance serait alors, dans l'esprit de certains, synonyme de morts, de troubles, de heurts. Le MIR n'en poursuit pas moins sa tâche et Georges Sinamalé s'est envolé pour la Guadeloupe où doit normalement se tenir la Conférence internationale sur les « dernières colonies françaises » les 5, 6 et 7 avril.**

*« Le P. C. R. est un obstacle majeur à la libération du peuple ».*

Henri LAI-YU

*« Nous sommes toujours là. Le MIR n'a pas disparu. Il n'a pas grossi non plus »* constate avec franchise Georges Sinamalé en nous accueillant dans son atelier de l'allée des Cocos à Saint-André. Un militant classe silencieusement des coupures de presse à l'autre bout de la table. *« Nous continuons notre travail d'information auprès des gens. Les masses sont très mal informées. Si nous rencontrons beaucoup d'intérêt chez les jeunes, cela ne va pas jusqu'à une adhésion au MIR »*, note l'ancien fondateur du FJAR. Il avance une explication : ces jeunes, souvent chômeurs, vivent toujours sous le même toit que leurs parents. Ils ne possèdent donc pas la liberté de pouvoir exprimer totalement leurs opinions.

Le MIR n'est pas resté insensible aux événements de Nouvelle-Calédonie et dans un tract il dénonce *« l'impérialisme français et ses valets locaux »* et se déclare solidaire du *« peuple kanak frère et du F. L. N. K. S. »*. Tout en dénonçant les morts d'hommes et le terrorisme individuel, Georges Sinamalé constate qu'un peuple colonisé et en état de légitime défense, et il met en avant *« le terrorisme d'Etat, de l'impérialisme »*. Malgré tout, loin de créer un processus au niveau des masses les événements de Nouvelle-Calédonie *« freinent leur élan en faisant peur. Le MIR constate un recul et recrute difficilement actuellement auprès des gens pourtant sensibles à l'indépendance »*. En d'autres termes, les Réunionnais *« bercés par le ronron colonial »* assimilerait l'indépendance à la violence, aux coups et aux morts. *« Cela les fait rentrer dans leur coquille »*.

## « Cette conscience nationale toujours latente »

L'ancien candidat aux élections municipales à Saint-André ne se décourage pas pour autant. Inlassablement ce père fondateur du mouvement indépendantiste informe, dialogue afin *« de montrer les contradictions du système et aider à la naissance de cette conscience nationale toujours latente »*. Il note avec satisfaction que de plus en plus de jeunes Réunionnais ne se sentent plus français. *« Il y a des prémices, des signes, comme le développement du sentiment anti-z'oreil qu'il faut transformer en sentiment anticolonialiste »*, affirme encore Georges Sinamalé. Il constate que la Gauche française a tellement trompé les gens que maintenant la population de l'île fait à présent l'équation Gauche = Droite, même chose.

Comme beaucoup d'anciens communistes, le dirigeant du MIR ne cache pas son aversion pour le P. C. R. Si pour lui, cette organisation a longtemps symbolisé auprès des masses une lutte contre la « mafia », contre la fraude, les grands propriétaires terriens, elle est aujourd'hui un obstacle majeur à la libération du peuple.

**— On a quelque peu l'impression que vous dépensez votre énergie plus à combattre le P. C. R. que la Droite.**

*— Oui, car Vergès manipule le prolétariat. Cela ne veut pas dire que *Virapoullé* ne le manipule pas lui aussi mais on ne vote pas Virapoullé pour se libérer mais pour gagner quelque chose. Ce n'est pas la Droite qui sème la confusion mais bien le P. C. R. Il n'est pas anticolonialiste mais pro-impérialiste.*

* Responsable UDF départemental

## Un coup de fouet pour mobiliser les hésitants

De son passé de maoïste au sein de l'O. C. M. L. R., notre homme conserve le vocabulaire et la stratégie : le Parti communiste est bien pour lui l'ennemi prioritaire et il se montre particulièrement critique vis-à-vis de son leader. *« Il y aura bientôt un rejet terrible du communisme. A présent la personnalité de Vergès est décriée. Son nom et celui de sa famille devient un boulet »*.

**— Que peut apporter une conférence internationale des mouvements indépendantistes ?**

*— Elle peut être un stimulant. Un coup de fouet peut mobiliser les indécis. Il est important de se connaître entre combattant de l'ipérialisme et bénéficier ainsi de l'expérience des uns et des autres.*

Georges Sinamalé ne désespère pas de recevoir une aide internationale. Pour l'instant il reconnaît que la souscription, également signée Michel Réale et Jean-Baptiste Ponama, afin de financer le déplacement d'un militant du MIR aux Antilles n'a pas donné les résultats escomptés.

**— On parle de temps en temps de cette fameuse aide libyenne**

*— Kadhafi... c'est une mauvaise légende. Effectivement j'ai des contacts, je reçois le livre vert.*

**— Y-a-t-il, à votre avis, d'autres mouvements nationalistes dans l'île ?**

*— Tant qu'une organisation ne s'est pas proclamée anticolonialiste, nous ne pouvons pas la considérer comme indépendantiste ou pro-indépendantiste. C'est possible que certaines personnes possèdent des vocations d'indépendantistes...*

***Propos recueillis par Ian HAMEL***

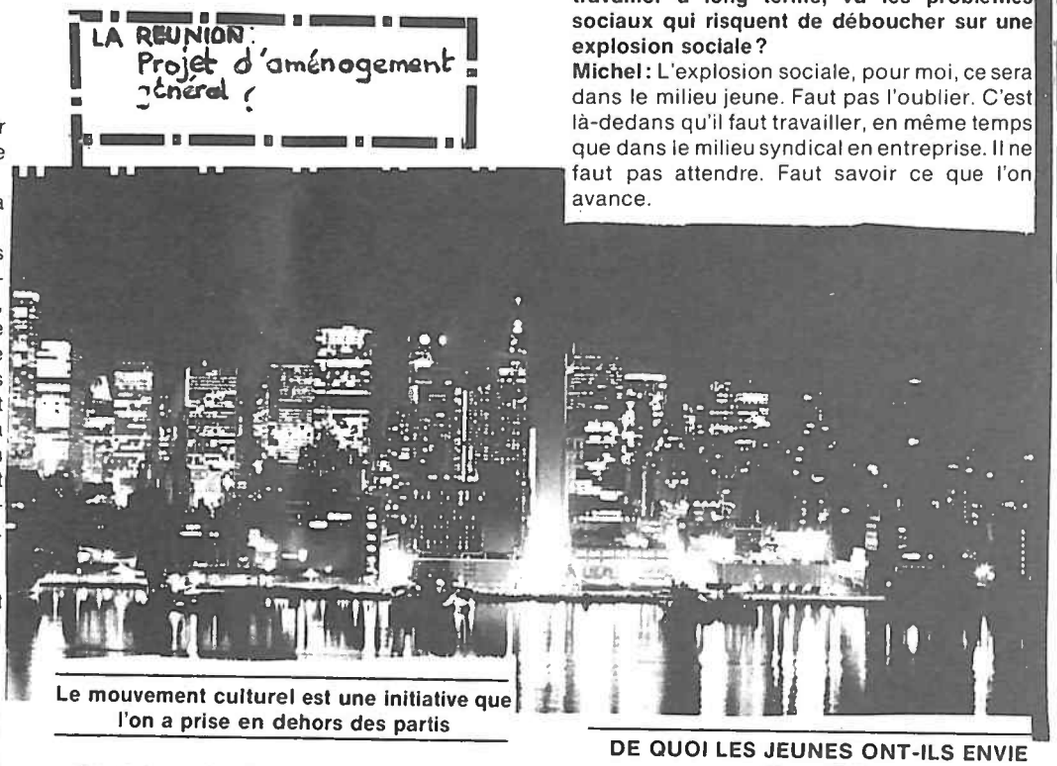
(Le quotidien 2.04.85)

# LE MOUVEMENT CULTUREL
# Interview

"J'étais militant du F.J.A.R. et puis militant du P.C.R. C'était plus des retrouvailles de camarades qu'une prise de conscience".
"L'immigration c'était aussi ici, on cherchait autre chose ici".

**Nous avons demandé à Michel de définir le Front culturel.**
"L'immigration, ça a été fondamental pour la prise de conscience de pas mal de réunionnais".
"Ici, on n'était pas en rupture avec le P.C.R., il n'y avait pas d'autre voie".

**Nous lui avons également demandé de faire le point sur les tensions et les enjeux existant aujourd'hui dans la société réunionnaise. Son cheminement politique est propre à toute une mouvance. Sa participation active au mouvement culturel nous amène à entamer le débat là-dessus.**




**Michel:** A l'époque, on discutait beaucoup sur le mouvement culturel. Par exemple sur le Maloya(1).

Ce qui est traditionnel ici, c'est le Maloya, la musique, la danse, mais ça perdait alors.

Il restait des vieux qui faisaient leurs trucs dans leurs coins et personne d'autre ne participait. Ces gens se retrouvaient certains soirs, pour le 20 décembre(2), pour un acte politique. Ça recommençait: ils jouaient le Maloya sur le rouleur(3) et avec d'autres instruments. On a réfléchi là-dessus. C'était toujours des actes camouflés. Il y avait la répression. On défendait de taper sur un rouleur. La télévision et la radio ne parlaient jamais de ça. Le premier groupe culturel vraiment formé, ça a été "Firmin Viry" à St-Pierre.

**On se demandait comment un pays pouvait vivre à 10 000 km de l'autre sans trouver sa propre culture**

C'était ça. En posant ce problème, on a commencé à travailler. Il sortait pas mal de livres à l'époque. Il y avait des poètes comme Alain Armand, Daniel Hoareau... Des gens écrivaient, ces livres-là étaient de fabrication artisanale. Ils sortaient peut-être à 250 exemplaires. Là, on a remarqué que les gens lisaient très peu. Les gens qui lisaient étaient toujours les mêmes. On a pensé alors, à partir de ces ouvrages, faire de la musique dessus. Ça a démarré fin 78. Moi j'étais en France. Il y a eu "Ziskakan"(4). Ça a été une réussite. Des tas de groupes se sont créés. Il y avait un objectif: démarrer vraiment une autre culture à partir de là. Manque de pot, le travail n'a pas été fait, peut-être parce qu'il n'y avait pas d'organisation assez forte. Peut-être le colonialisme a su capter beaucoup de gens...

Des jeunes se sont accrochés. Le mouvement culturel continue. Il faut voir ce que l'on veut mettre là-dedans, c'est politique. Les groupes sont vraiment au point maintenant, il faut savoir qu'est-ce qu'on revendique, qu'est-ce qu'on veut faire et apporter vraiment. Quelqu'un qui vient là, c'est sa propre culture, sa propre identité. Je pense qu'on n'a pas assez réfléchi là-dessus. Aujourd'hui, c'est à rediscuter. Surtout, l'impérialisme essaye d'imposer ici autre chose.

**Le mouvement culturel est une initiative que l'on a prise en dehors des partis**

On l'a fait et c'est un gros point de marqué. Par exemple en 78 dans *Témoignage*(5), tous les jours il y avait une page culturelle réalisée par des gens extérieurs au P.C.R. C'étaient des gens comme Alain Armand qui, en dehors du P.C.R. faisaient l'article. Sur la culture, le P.C.R. (pas plus que le PS ou la droite) n'avait réfléchi là-dessus. Ils étaient obligés, à l'époque, de se servir de gens comme nous. Le P.C.R. a essayé de mettre la main sur les groupes qui se formaient, "Ziskakan" notamment, il n'y a pas réussi.

**Aujourd'hui, un jeune qui a envie de découvrir la culture réunionnaise, je lui dis: tu ne la découvriras pas comme le rock, le jazz...**

Parce que c'est en nous, c'est à nous, **c'est à toi personnellement, c'est ton pays, ton histoire...** Il faut continuer à travailler (on ne l'a pas assez fait). Le jeune doit prendre l'initiative, il écrit, il chante, nous sommes là simplement pour l'aider matériellement (à fabriquer un rouleur, un kayang(6), etc.

Des groupes comme "Ancaaing", soutenus par le MIR(7) avec Sinna Malé en tête, moi je dis: il faut qu'on arrête avec ça. Les jeunes doivent prendre l'initiative et comprendre que c'est à eux.

**Alain: Est-ce qu'il n'y a pas une autre bataille pour l'identité qui se mène dans les rapports sociaux, sur les lieux de travail, dans les quartiers?**
**Michel:** Il faut l'organiser. On vit dans un pays qui est malade, sans remarquer qu'il est malade. Il faut faire un travail de quartier, un travail à long terme dans son entreprise, un travail syndical. Les traditions syndicales à La Réunion posent un gros problème. Les gars ne sont pas formés syndicalement, ils ne sont pas habitués à se battre. Ce sera un boulot à long terme, sur six ou dix ans pour les militants investis en entreprise. Quand je regarde les négociations qui se déroulent jusqu'à maintenant, c'est toujours avec Bruny Payet(8) et Lespinay.

Les travailleurs qui sont là ne négocient jamais rien.

**Daniel: On est largement d'accord avec toi, mais on parle d'explosion sociale à La Réunion. Est-ce qu'on peut vraiment penser travailler à long terme, vu les problèmes sociaux qui risquent de déboucher sur une explosion sociale?**
**Michel:** L'explosion sociale, pour moi, ce sera dans le milieu jeune. Faut pas l'oublier. C'est là-dedans qu'il faut travailler, en même temps que dans le milieu syndical en entreprise. Il ne faut pas attendre. Faut savoir ce que l'on avance.

**DE QUOI LES JEUNES ONT-ILS ENVIE VRAIMENT**

Il faut savoir s'ils ont envie de bosser, s'ils ont envie de plus d'assistance... parce que l'explosion sociale peut avoir lieu aujourd'hui comme demain.

Que les jeunes demandent plus d'assistance, jusqu'où tu vas marcher? Ce sera un truc où la droite marchera directement.

Est-ce que les jeunes, à La Réunion, veulent l'immigration? Est qu'ils veulent plus de sous?

Un exemple: la grève des lycéens. Les jeunes, aujourd'hui, quand tu commences à leur supprimer les sous, ils descendent directement dans la rue. Faut savoir comment on soutient, comment on fait ce travail-là.

**Daniel: Tu parles des problèmes de l'organisation de la jeunesse. Il faut soutenir toutes les revendications, même si c'est pour plus de sous, plus de société de consommation et d'assistance, parce que ça montrerait que l'Etat français ne peut pas satisfaire ces demandes et ça déboucherait sur une prise de conscience. Qu'est-ce que tu penses de cette analyse?**
**Michel:** Je suis d'accord pour soutenir toutes les revendications.

**Daniel: Même celles qui vont dans le sens d'un plus grand assistanat, d'une plus grande participation dans la société de consommation?**

**Michel:** Attends, je vois un truc. On gagne toujours moins. Le gars de la CGT ou de la CFDT, il n'a pas compris ce truc-là. Le problème des salaires bloque toujours. On gagne 10 centimes, 20 centimes. Le problème du SMIG n'a pas changé depuis 46.

Il faut que le jeune arrive à comprendre ceci. En France, les gens gueulent et gagnent des revendications. Ici, à La Réunion, on est "Français", ici la lutte est dure et l'on ne gagne que quelques centimes. Il faut arriver à cette comparaison. Les jeunes doivent comprendre car leurs parents n'ont pas compris. Ils ont travaillé pendant 20 ans pour des salaires de misère. Quelqu'un qui travaille dans le bâtiment gagne ici 3000 F par mois. Est-ce qu'on est vraiment Français? C'est un problème d'identité. Comment réagit-on par rapport à tout ça? Comment le jeune va réagir à partir de tout ça?

Si l'on regarde l'ensemble du pays, il n'y a pas véritablement d'organisation de la jeunesse. Ce ne sont ni le C.O.R.J. ni le F.J.A.R. qui ont rassemblé la jeunesse. On peut essayer de la rassembler sans qu'il y ait un objectif précis: autour d'un travail, dans les quartiers, en comité de chômeurs, pour des petits travaux, des discussions... Qu'est-ce qu'on revendique? Il faut arriver à faire autre chose, à s'organiser. On revendique aujourd'hui pour un travail; on revendique l'égalité entre les gens qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas.

Un exemple: quand un jeune est arrêté et qu'il est chômeur, on l'agresse, on lui demande: pourquoi tu ne travailles pas? Il n'y a pas de travail. Tu es chômeur et ils continuent à taper.

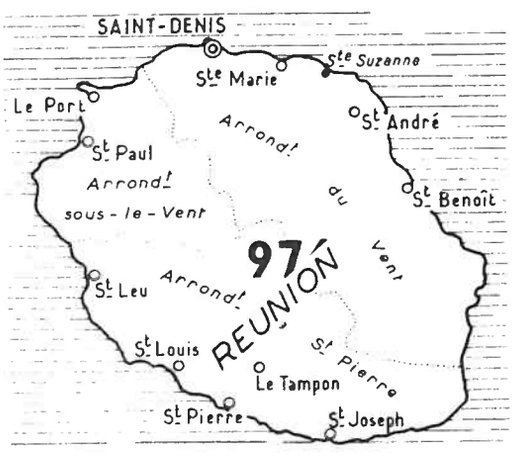
Il faut qu'il revendique son droit à être chômeur. Il ne fait rien parce qu'il n'y a pas de travail. Il faut discuter de ces problèmes si l'on veut vraiment monter une organisation des jeunes. Pour le cas de quelqu'un qui part chercher du boulot ailleurs, il faut qu'il prenne le car, il n'a pas d'argent, il ne peut donc pas y aller.

L'explosion sociale, ça dépend comment ça va arriver. Ça peut poser un véritable problème. Si ça arrive et puis que l'assistance continue... Qui va trouver son compte?

Même le P.C.R., en 79, défendait les allocations chômage. Nous on disait: "Non à l'assistance". Il faut travailler là où on se trouve. Ça peut démarrer dans un endroit et gagner toute l'île. Mais il faut essayer de démarrer pour y arriver.

En tant que chômeur, qu'est-ce qu'on revendique? Qu'est-ce qu'on veut être vraiment?

On revendique un travail, le droit de vivre, de marcher dans la rue. Il faut commencer par cela, et ce ne sont ni le P.C.R. ni le PS ni la droite qui le feront.



**Daniel: Quelle est ton opinion sur l'émigration? La droite l'approuvait, la gauche l'a arrêtée, le P.C.R. s'y est opposé...**

**Michel:** L'émigration doit cesser. On a toujours revendiqué ça. On veut travailler dans notre pays, vivre chez nous.

**Daniel: Est-ce que c'est possible? Quand on prend Maurice, l'émigration existe et elle est ressentie d'une autre façon...**

**Michel:** J'ai vécu l'émigration, qu'est-ce que ça apporte? Quand on regarde la France avec ses 2 500 000 chômeurs, le Réunionnais qui arrive là-bas fait un stage et très souvent se retrouve au chômage.

Il y a une prise de conscience là-dessus chez les jeunes. Dans chaque famille réunionnaise, il y a quelqu'un qui est là-bas. Quand le gars a un problème avec son fils qui est au chômage, dans la rue, le frère qui est ici n'a pas envie de retourner là-bas.

Ils commencent à discuter, à avoir de l'expérience et ne partent plus, même si des stages leur sont proposés.

**Alain: Tu crois que ça va amener les jeunes à rechercher une solution ici?**

**Michel:** Travailler ici, revendiquer ce droit, pour moi ce sera la base de l'explosion sociale. Comme dit Debré: "Un de ces jours ils vont descendre dans la rue et tout casser".

Il y a deux sortes de jeunes: celle qui tombe vraiment à terre, comme dit le patois réunionnais, et celle qui aime vraiment consommer, aller au bal, s'habiller...

Il y a vraiment une envie de vivre et de consommer. Ça va durer encore longtemps comme ça. Il faut essayer de développer autre chose. La musique par exemple "branche" pas mal les jeunes. Ça peut être un point d'appui. C'est un travail de défrichage; il faut défricher avant de planter. Si tu ne défriches pas...

**Alain: Dans la production et l'agriculture, des luttes ont été menées, il y a moultes contradictions sur la modernisation du processus d'exploitation de la canne à sucre pour le secteur agricole et puis sur la production dans le secondaire, on bute sur une fin de chantier et un terme à de grands projets d'infrastructure et d'amélioration de l'habitat et des structures existantes. Alors, est-ce que tu crois que sur ces secteurs-là, il ne va pas y avoir des situations sociales explosives également, et un devenir tout au moins incertain, porteur d'interrogations et de réflexions?**

**Michel:** Peut-être bien, on revient toujours au même problème, quand ces trucs-là arrivent, les gens ne sont pas organisés.

Dans un pays comme le nôtre, avec un système d'assistance et de consommation, les gens ne réfléchissent pas. Même un parti politique comme le P.C.R. ne fait pas son travail d'information et d'explication. Et pour démarrer une lutte, c'est difficile, parce que les gens n'ont rien compris au truc. Qui a compris? Deux ou trois personnes? L'explosion sociale peut venir directement, sans que les gens aient vraiment compris.

**Alain: Il y a beaucoup d'interrogations chez les gens qui se trouvent actuellement licenciés et qui craignent pour leur avenir et celui de leurs enfants...**

**Michel:** Ils commencent à réflechir là-dessus. C'est bon. Aujourd'hui, si tu perds ton emploi, c'est fini, terminé...

**Alain: Il y a des tas de gars pourtant qui pensent actuellement retrouver un emploi s'ils sont licenciés. Ils vivent sur leur expérience d'il y a 3, 4 ou 10 ans...**

**Michel:** Ils vont trouver un emploi comment? Sous contrat de trois mois, après quoi ils seront au chômage et entre temps ils ne toucheront pas l'Assedic, et ainsi de suite. Voilà le système.

Pour réagir, ça demande un travail long, un boulot énorme, un travail de solidarité. On peut pas dire: c'est à cause du gouvernement socialiste... Comme la droite dit: il faut l'expliquer...

Combien de gens cherchent du boulot? Un patron peut facilement retrouver des gars qualifiés avec l'ancienneté. Il faut en parler.

Un militant syndical doit pouvoir arriver à en discuter. Aucune section syndicale, aucune direction n'en parle et pourtant, eux, ils voient le problème. Ils préfèrent leur stabilité, le statu-quo. Quand ils bougent, c'est trop tard. Ils disent on va faire une grève générale, mais c'est trop tard...

**Daniel: L'arrivée de la gauche au pouvoir, qu'est-ce que ça a été pour toi? Un espoir?**

**Michel:** Je n'attendais pas que la gauche touche aux structures coloniales. Au contraire, elle est partie sur l'assistance pour garder son électorat.

Ici, le gros phénomène, c'est un P.C.R. très fort auquel les gens font confiance. Il n'y a pas de place pour un autre parti. On a bien vu avec le M.I.R.

L'échec du M.I.R. était politique. Par exemple, il était pour l'indépendance, directement, sans dicuter. Moi, je dis non. Ils ont quitté le P.C.R. sur un problème de personne. Ils n'ont pas d'analyse des réalités sociales et politiques, pas de programme. Leur objectif — l'indépendance — est peu suivi et surtout n'a pas de contenu de classe, même s'il reste une éventualité en cas d'explosion sociale.

### NOTES

**FJAR :** Front de la jeunesse autonomiste réunionnaise.
**PCR:** Parti communiste réunionnais.
**(1) Maloya:** Danse des esclaves.
**(2) Rouleur:** instrument de musique. Gros tambour réalisé avec les moyens du bord. Donne le rythme du Maloya.
**(3) 20 décembre:** Anniversaire de l'abolition de l'esclavage (20 décembre 1848).
**(4) Ziskakan:** Groupe réunionnais engagé dans la mouvance actuelle.
**(5) Témoignage:** Canard du P.C.R.
**(6) Kayang:** Instrument réalisé avec des fleurs de canne et rempli de graines.
**(7) MIR:** Mouvement pour l'indépendance de La Réunion.
**(8) Bruny Payet:** Secrétaire général de la CGTR.
**(9) CORJ:** Comité d'organisation de la jeunesse (proche du PCR).
**(10) FJAR:** Déjà cité.

# L'ÉTAT D'URGENCE

## Interview de Paul Verges, secrétaire général du P.C.R.
## Extrait du Quotidien - Février 85

*Il y a urgence à prendre conscience de la situation à La Réunion.*

**• Votre référence à la Nouvelle-Calédonie, dimanche au Port, a suscité bien des réactions. Pensez-vous que la situation réunionnaise est comparable à celle de la Nouvelle-Calédonie ?**

**Paul Vergès :** J'ai fait référence à la totalité des problèmes de décolonisation qui se sont posés depuis 1945, depuis quarante ans, aux gouvernements successifs de la France et de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, tous les historiens disent : il y avait des possibilités d'accord en ce qui concerne les pays d'Indochine, en ce qui concerne l'Algérie. Mais tant pour le Viet-Nam, que pour l'Algérie, que pour les pays du Maghreb, que pour les pays de ce qu'on appelait l'Afrique ou pour Madagascar, les prises en compte des revendications sont arrivées toujours trop tard pour les différents gouvernements : ils ont tous attendu l'impasse et l'affrontement avant de trouver une solution.

Et dans cette tradition, hélas !, malheureuse, le dernier exemple est la Nouvelle-Calédonie.

C'est maintenant qu'on apprend qu'il y a un pays où il y a des gens dans des réserves, des gens qui n'avaient pas le droit de vote jusqu'en 1952...

Et lorsque nous disons qu'aux Antilles et à La Réunion s'accumulent des problèmes qui se retrouvent sans solution actuellement, alors qu'ils prennent une tournure dramatique, nous vérifions une fois de plus que ces pesanteurs à Paris jouent encore leur rôle. Nous n'avons jamais dit que la situation de La Réunion est celle de la Nouvelle-Calédonie : nous avons simplement relevé que dans tous ces cas extrêmement différents l'attitude de Paris a toujours été la même.

**• En 1957, vous étiez député et vous écriviez à M. Guy Mollet, président du conseil : "L'espoir que les Réunionnais avaient en 1946 se transforme en une immense amertume". Deux ans plus tard, en mai 1959, vous créiez le Parti communiste réunionnais (P.C.R.) et vous adoptiez une ligne autonomiste... Les espérances que vous aviez en 1981 ne s'étant pas transformées en réalités, n'êtes-vous pas revenu à la situation d'il y a vingt-cinq ans ?**

Les espérances qu'avaient ceux qui ont voté en 1981 ne s'étant pas transformées en réalités, nous n'allons pas pour autant dire que nous sommes revenus dans la situation de 25 ans en arrière.

Nous avons dit, le 14 mai 1981, que nous n'étions pas contre les mesures, dites sociales, qui avaient été prises. Au contraire, nous les avons saluées. Mais nous disions : que des mesures ponctuelles ne devaient pas venir en remplacement d'une grande politique de développement. Et cette politique cohérente, nous ne l'avons pas eue.

### NOTRE PROJET A LE MÉRITE D'EXISTER

**• Qu'avez-vous fait de votre projet d'autonomie dont le programme a été rendu public en mars 1981 ?**

Le plus grand mérite de ce projet est d'exister et d'être une sorte de point de référence et de comparaison avec ce qui se fait. Nous voyons surgir aujourd'hui par des voies parfois inattendues, dans des écrits surprenants, qu'on est pour l'intégration d'une façon générale et qu'on est contre l'intégration dans une série de cas particuliers... Ce qui fait que c'est la non-intégration qui devient la ligne constante de ces propos !

C'est le cas, par exemple, de la caisse de compensation du riz : elle est absolument contraire au traité de Rome. Toute personne portant cette affaire devant la Cour de justice européenne obtiendrait aussitôt la dissolution de cette caisse. On ne s'est pas contenté de cela : on a fait la même chose pour les viandes (FODEBO), pour le lait (FODELAIT)... et dans le cas de Manuré, on a entendu dire qu'il fallait à tout prix faire une caisse de compensation entre les importations et la production !...

Ce sont autant de solutions qui sont des solutions d'essence autonomiste.

Nous suivons avec beaucoup d'intérêt la démarche de beaucoup de groupes politiques qui en arrivent à réclamer ce que nous avons toujours demandé, en excommuniant, eux, le mot autonomie. Sur un simple plan tactique, pourquoi nous accrocher à un mot excommunié par ces gens-là, si sur le fond et sur tout un ensemble de solutions nous voyons progresser nos idées ?

Que l'on arrive à une diminution des inégalités, que l'on capitalise ces économies de fonctionnement et qu'on les verse à une caisse de développement : qu'est-ce qu'il y a de plus autonomiste comme conception ? C'était à la base de notre programme sur l'autonomie. Je pourrais trouver bien d'autres exemples.

**• La Réunion n'est-elle pas trop pauvre pour conduire un développement par les Réunionnais, c'est-à-dire un développement autocentré ?**

La notion de pauvreté n'est pas une notion en elle-même, indépendante du reste. J'ai toujours considéré, et l'avenir le montrera, que lorsque l'on discute des potentialités d'un pays maritime, et à plus forte raison d'une île, il faut prendre en compte la mer autour. Surtout au moment de la création de la zone économique des 200 miles.

Sur ce plan nous avons des possibilités considérables: équipements, port, liaisons avec l'Europe, le choix fait de La Réunion par les équipages formosans et autres n'est pas fortuit. Il y a là une possibilité de développement à condition que cela se fasse pour l'essentiel au profit de La Réunion.

Je ne conçois pas, par ailleurs, de développement industriel à La Réunion sans que nous commencions par des entreprises agro-alimentaires transformant le surplus de notre production.

Parler d'un développement autocentré ne signifie nullement que nous n'aurons plus besoin de l'importation. Même des superpuissances comme les USA ou l'URSS ne peuvent vivre en autarcie: ils sont obligés d'avoir des échanges pour se développer. Nous accuser de vouloir faire vivre La Réunion en autarcie, c'est nous faire un mauvais procès: nous disons que c'est en développant La Réunion sur une base autocentrée que l'on prendra le bon départ.

Nous aurons toujours besoin de l'importation. Pas seulement pour satisfaire les habitudes prises. La protection du marché exige le maintien des importations non pour tuer une production locale, mais pour aider à une régulation du marché, c'est-à-dire faire face à des périodes où des besoins se feraient sentir, de façon à ne pas pénaliser le producteur, pour empêcher dans le même temps les rentes de situation. Une protection à cent pour cent et c'en est fini de l'augmentation de la productivité. Nous préconisons le maintien de l'importation mais avec un rôle économique totalement différent de celui qu'il joue actuellement.

## LA GLOBALISATION DES AIDES

**• Pensez-vous être logique avec vous-même lorsque vous réclamez à la fois l'application systématique ici de la législation métropolitaine sur le plan social et un changement des structures politiques, économiques et sociales? Peut-on à la fois manger un carry et le garder?**

Ce n'est pas un problème de manger un carry et le garder. Pendant 30 ans, la droite a fait la démonstration qu'elle prônait l'intégration et qu'elle la refusait dans les faits. Je ne vois pas un domaine où l'intégration a été réalisée. Plan fiscal? dérogations. Rémunérations? SMIC inférieur métropolitain, traitements du secteur public supérieurs.

Je ne sais quel secteur on pourrait prendre qui ne nie pas l'intégration. La droite a été battue à La Réunion sur la base de ses contradictions évidentes.

La gauche socialiste devait faire une intégration sans assimilation. L'exemple des bourses est là pour démontrer ce qu'il en est: c'est le type même de l'assimilation.

Devant le manque de clarification de ce concept d'intégration sans assimilation, nous mettons le gouvernement au pied du mur et nous lui disons: par quel moyen allez-vous vous sortir de cette contradiction? Ce que nous voulons, c'est qu'on nous dise la vérité. Pas que l'on dise une chose et que l'on fasse le contraire.

La globalisation des aides est un moyen de transcender cette contradiction: elle permettrait d'assurer l'égalité de droits sociaux avec la métropole. Mais comme nous sommes en sous-développement, nous demandons qu'on nous laisse répartir ces crédits pour mettre l'accent beaucoup plus sur l'investissement et la production que sur la consommation.

## LA LÉGITIME DÉFENSE

**• A la veille des législatives de 1978, vous nous avez déclaré en parlant des "nationaux": "si jamais ces gens-là truquent, s'ils fraudent, s'ils empêchent la volonté des Réunionnais de s'exprimer, notre peuple déterminera alors lui-même les voies de la libération de La Réunion. Dimanche, vous avez parlé de violence latente: pensez-vous à des voies de violence?**

Je ne connais pas de violence plus grande que celle de priver 70 000 personnes du droit de travailler. Elles sont privées de ce droit par un système défendu par des personnes qui, elles, ont une rémunération supérieure à la rémunération en métropole.

Je ne connais pas de violence plus grande que celle qui oblige 42 000 familles à vivre dans des bidonvilles: est-ce que l'on s'imagine dans les maisons confortables de La Réunion ce que c'est que de vivre dans un bidonville lorsqu'il y a l'alerte n° 2 ou l'alerte n° 3? Ce que cela représente comme boue, comme eau, comme chaleur? Or, cela fait trente ans que des gens pataugent dans cette boue: cela veut dire qu'il y a déjà une génération qui est née et qui a vécu dans ces conditions-là. Peut-on imaginer une violence plus grande que celle-là?

Et la violence qui fait que par inadaptation, incohérence, on condamne, dans ce département, 73 000 personnes à être analphabètes. La mutilation physique, cela se voit, mais la mutilation psychologique et morale de celui qui ne peut pas lire quelque chose? Or, l'écrit joue un rôle considérable: partout on se guide à partir de l'écrit. Pour lire un plan, pour lire un mode d'emploi, pour lire un numéro dans la rue...

La société réunionnaise est donc une société de violence. Ce qui caractérise le Réunionnais, c'est qu'il tente de s'adapter à cette société de violences sociales. Comme tout colonisé, il feint d'être d'accord et il pense, parfois il fait le contraire...

Pourquoi, par exemple, les fraudes électorales sinon pour empêcher quelqu'un d'essayer, dans le secret de l'isoloir, de faire connaître sa pensée exacte?

Vous avez dans la société réunionnaise une violence dont l'un des moyens d'expression est la violence des Réunionnais entre eux. Ils ne tournent pas cette violence, pour l'instant, vers l'appareil politique d'oppression et d'exploitation. Ils la tournent vers eux. C'est la violence qui crée les procès d'assises ou de correctionnelle.

Pour l'instant la violence est tournée par les Réunionnais vis-à-vis des Réunionnais et parfois vis-à-vis de leur propre famille. C'est un exutoire de cette violence latente... Tout le monde doit réfléchir à cela.

La violence est latente dans toutes les couches qui sont victimes de l'injustice, de la crise. Elle peut, à telle ou telle occasion, avoir à s'exprimer. Une telle population victime de telles violences est en état de légitime défense. Sa réaction est une réaction légitime.

**• S'il y a autodétermination pour décoloniser La Réunion, sur quelle question doit-on voter?**

Je pense qu'on n'en est pas là. Les questions en elles-mêmes sont toujours, trop souvent des questions pièges et je ne connais pas de scrutin d'autodétermination qui ne soit pas venu ratifier une situation de fait. Jamais un référendum n'a déterminé: il est venu toujours souligner et prendre acte d'une situation.

# LA RÉUNION, UN PAYS SOUS PERFUSION

***Après trois siècles de colonisation la loi du 19 mars 1946 (votée par la gauche) donne à La Réunion le statut de département français. Ce nouveau statut vise à assimiler La Réunion dans le cadre économique et politique français. Après 40 ans de départementalisation, les problèmes issus de la colonisation ne sont même pas en passe d'être résolus. Malgré un effort au niveau des infrastructures (éducation-santé), les problèmes structuraux demeurent, et la situation artificielle de l'île reste entière. Si la gauche a pu susciter l'espoir d'un nouveau mode de développement, aujourd'hui, l'heure est à la désillusion. L'indépendance n'est pas encore à l'ordre du jour comme en Nouvelle Calédonie. L'aspiration des Réunionnais à la justice sociale et à l'expression de leur identité est en quête de perspectives politiques.***

**L'économie de La Réunion confirme son caractère colonial et sa dépendance: monoculture de la canne à sucre, exportation de sa production, importation de la presque totalité de sa consommation.**

Avec 60% de la SAU monopolisée par la canne à sucre, la prédominance de cette culture ne laisse que peu d'espace aux productions vivrières, maraîchères et animales. La recherche d'une certaine auto-suffisance alimentaire est paralysée par la structure foncière (92% des propriétés ont moins de 5 ha, 1,8% des propriétés ont plus de 20 ha!) et l'inexistence de politique agricole au service d'un réel développement (pas de hasard en ce domaine!)

Le taux de couverture, rapport entre la valeur des exportations et la valeur des importations, était de 18,4% en 79, et cette « peau de chagrin » se réduit d'années en années (10% en 83) car les importations croissent non seulement en quantité mais aussi en valeur alors que les exportations (essentiellement le sucre et ses dérivés) n'augmentent que faiblement.

## SOUS EMPLOI et REPARTITION SECTORIELLE

On estime le nombre de chômeurs à plus de 36% de la population active. Les « solutions » adoptées par les pouvoirs publics ont été l'émigration (75 000 Réunionnais en France : 1 réunionnais sur 7) et les grand travaux d'infrastructure. Cette politique, loin de mettre fin à un chômage structurel, a fait le bonheur des entreprises françaises : l'émigration apportant une main-d'œuvre docile et la politique des grands travaux offrant des marchés juteux.

Le secteur tertiaire tend progressivement vers une hypertrophie inquiétante vis-à-vis du blocage de l'industrie, de la crise agricole, et aujourd'hui de la crise du bâtiment.

| Secteur d'activité | répartition de la population active occupée (%) | |
|---|---|---|
| | 1969 | 1982 |
| Secteur primaire | 28 | 15 |
| Secteur secondaire | 12 | 16,2 |
| dont BTP* | 12 | 9 |
| Secteur tertiaire | 53 | 68,4 |

* BTP : Bâtiment-Travaux publics 7

Le produit intérieur brut (la richesse créée) est en augmentation sensible mais cette croissance est due essentiellement au secteur tertiaire (77,5% du PIB dont services non marchands, c'est-à-dire les administrations, 44%!), secteur faiblement créateur d'emplois et non productif.

## UNE ÉCONOMIE DÉPENDANTE

La situation de La Réunion apparait comme la conséquence logique de la colonisation et de la départementalisation. Cette dernière a entraîné l'implantation d'une infrastructure semblable à celle des autres départements français et, par les luttes des travailleurs, l'application partielle de la législation sociale. Les recettes fiscales étant faibles et ne pouvant financer ces dépenses, c'est une politique de subventions et de prêts qui tend à constituer le soutien essentiel de l'économie. (44,5% de la masse salariale est versée par les administrations, les prestations sociales s'élèvent à 3 569 millions de francs en 1983).

L'effet de ces transferts est de déséquilibrer la balance commerciale et l'économie même de La Réunion puisque les revenus distribués ne s'accompagnent pas de productions locales. Le pouvoir d'achat (majoré pour les fonctionnaires, les cadres du secteur privé, et les professions libérales) se traduit immédiatement par une demande accrue qui ne peut être satisfaite que par des produits importés. Les injections dans le circuit économique plutôt que de favoriser la production locale contribuent à gonfler les importations par le biais des inégalités de salaire et la consommation symbolique.

L'économie de La Réunion est donc une économie dépendante, essentiellement tournée vers sa métropole, ses deux principaux moteurs étant les exportations et plus encore les dépenses publiques ainsi que les financements européens. La tendance est d'ailleurs à l'accentuation de la seconde au détriment de la première. La Réunion présente aujourd'hui moins d'intérêt en tant qu'« île à sucre », elle est un marché alimenté par les transferts publics. Tout se passe comme si les dépenses publiques avaient pour objet de maintenir :

— Un marché alimenté par les transferts publics.

— L'île dans le giron français afin qu'elle serve de « porte-avion » commercial et militaire et qu'elle permette à la france d'étendre ses zones économiques maritimes.

On peut se demander alors si la crise agricole et le sous-développement industriel peuvent évoluer favorablement !!!!

## UNE ÉCONOMIE ARTIFICIELLE ET DÉPENDANTE, UNE SOCIÉTÉ FORTEMENT INÉGALITAIRE

Le mode de « développement actuel se résume donc à des injections massives devant avoir un effet d'entraînement sur l'économie locale mais qui, en fait, ne vise qu'à intégrer La Réunion dans le commerce international, à renforcer l'économie extravertie issue de la période coloniale et à maîtriser les intérêts français et ceux de la bourgeoisie locale. L'analyse met en évidence une économie basée sur l'artifice et la dépendance, donnant une société fortement inégalitaire.

Inégalité en terme de revenu : traitements majorés de 50% pour les fonctionnaires, salaires majorés pour les cadres du secteur privé, super marges pour les transitaires et commerçants par qui transitent les dépenses de consommation. Par contre, un SMIC de 25% inférieur à celui de la métropole, plus de 68 000 chômeurs pour une population active de 190 000 personnes.

Deux mondes se cotoient : le club des nantis, le monde des bidonvilles, du chômage de la misère. Cette situation peut paraître objectivement explosive mais de nombreuses soupapes existent :

— Le traitement social, pourtant au rabais (allocations, aide médicale)
— La société de consommation (consommation symbolique).
— Le système éducatif et médiatique.
— La « crainte ». Une explosion qui amènerait où ? Témoignage d'un ouvrier du bâtiment « oui à la revendication, oui à la lutte pour l'amélioration des conditions de vie mais non à un changement qui entraînerait la fin des grands travaux, donc le chômage, et la fin des maigres avantages »
— L'espoir de devenir, comme un membre de la famille (au sens large), fonctionnaire. (De nombreux Réunionnais le sont).

On peut donc arriver au constat suivant :
— Une économie dépendante et artificielle
— Une société inégalitaire
— Une part croissante de la population qui est marginalisée et ne récolte que les miettes des capitaux injectés.
— Une population qui, dans sa grande majorité, ne désire pas encore une indépendance socialiste ou ayant une autre appellation contrôlée, du fait que sa situation pourrait être pire encore. Vivre à la malgache ou à la mauricienne ne tente pas tout le monde. Intégrés dans la société de consommation, les réunionnais se voient difficilement vivre en dehors de l'artifice et de l'assistance. Pourtant, le prix à payer est élevé : n'avoir pour une grande partie de la population, que les miettes et pour ces miettes renier sa culture, son identité, ou du moins la mettre au placard.

## UN « ÉQUILIBRE » FRAGILE

L'« équilibre » actuel dépend donc de l'importance des flux venant de la métropole qui permet aux privilégiés de le rester, aux autres de survivre en pouvant goûter avec parcimonie aux joies de la société de consommation.

## VERS UNE RUPTURE DE CE FRAGILE ÉQUILIBRE

La restructuration des économies capitalistes a contraint le pouvoir socialiste (!) à visser les robinets (diminution des crédits destinés aux logements sociaux, fin des grands travaux, des bourses scolaires, application des lois sociales remises aux calendes grecques).

La CEE, seconde providence, se débat dans ses querelles intestines et budgétaires. Bientôt, ce robinet aussi verra son débit diminuer (fonds européens, quota sucrier)

L'évolution de la population active : avec déjà 70 000 chômeurs dans la situation actuelle, combien seront-ils dans quelques années alors que la population « active » ne cesse de croître. Le fragile « équilibre » est mis à mal (grève des lycéens, conflits sociaux, angoisse des ouvriers du bâtiment devant la fin des grands travaux.

## QUELLE EST LA RÉPONSE DES PARTIS ?

**A droite :** RPR et UDF (frères ennemis) se regroupent sous la banière départementaliste. La gauche pour eux c'est l'autonomie, donc l'indépendance. Leur mot d'ordre : Vive le statu quo, vive l'assimilation. Seule solution aux problèmes économiques ; une bonne dose d'immigration pour tenter d'éponger le chômage. Un traitement social au rabais pour éviter toute explosion.

**A gauche :**

***La fédération socialiste*** : Formation récente et sans assise qui a réussi à pondre un « projet socialiste ». Ce projet vise un développement dans l'intégration et donc à modifier certaines structures coloniales. Mais bien sûr ce projet est aux oubliettes puisque le gouvernement ne semble pas vouloir le mettre en œuvre (refus de de heurter à la droite puissante) et puisque le PS local n'a pas la base et l'organisation suffisante pour insuffler une dynamique. Le PS local se contente d'être une force d'appui au gouvernement et contribue ainsi au maintien d'une société inégalitaire.

***Le Parti communiste réunionnais :***

Le PCR accouche du PCF en 1956 avec un programme basé sur l'autonomie démocratique et populaire dans le cadre de la République française. Son histoire est celle de l'organisation des travailleurs et des luttes par le biais de la CGTR, contribuant ainsi à l'émergence d'une conscience de classe. Victime jusqu'en 75-80 de la fraude électorale, d'une interdiction dans les médias, il bénéficie jusqu'à aujourd'hui, de la confiance populaire. Le PCR est donc une organisation puissante, numériquement la plus importante (30 à 35% de l'électorat) mais c'est avant tout un parti de cadres. Aussi bien au PCR qu'à la CGTR les décisions sont prises au sommet. Qu'un conflit éclate (actuellement celui des dockers) et la négociation est effectivement menée par le cadre de la CGTR et non par le responsable syndical de l'entreprise.

La prise en main des problèmes par les travailleurs eux-mêmes ne semble pas être une priorité.

Le PCR actuellement a du mal à retomber sur ses pieds, après avoir soutenu le gouvernement (comme le PCF), aujourd'hui il qualifie les résultats de « globalement négatifs » (comme le PCF !). L'interview de P, Vergès vous renseignera peut-être sur les propositions du PCR.

***Le Mouvement pour l'indépendance de La Réunion (MIR).*** Issu d'une organisation marxiste-léniniste à l'audience voisine de zéro. Le MIR, de par son objectif premier (l'indépendance), de par sa pratique, ne semble pas répondre à l'attente des Réunionnais (voir article plus loin.)

Un devenir aux valeurs égalitaires et s'attaquant à ceux qui engendrent l'assistance amènera certainement une fracture avec la métropole. Nous ne pouvons présumer aujourd'hui des dimensions politiques exactes de cette rupture. Indépendance et autonomie ne sont pas revendiquées dans les luttes actuelles. Cependant il existe une aspiration à recouvrir identité et dignité. Diffuse, elle s'exprime individuellement par le rejet de la discrimination, elle acquiert une dimension collective lors des luttes sociales (luttes pour l'exercice du droit syndical, lutte pour le salaire minimum décent, lors des manifestations actuelles (malaya, 20 décembre).

Si les mots autonomie et indépendance ne doivent pas être tabous, la nécessité, peut-être première, est qu'aussi bien sur les lieux de production que dans le secteur agricole, que dans la jeunesse, se créent des liens, se développent d'autres formes d'organisation, que s'affirment individuellement et collectivement une prise en main des problèmes, des luttes et de leurs enjeux. Aujourd'hui, rompre l'isolement dans lequel évoluent de nombreuses pratiques militantes semble être une priorité.

# UN CLIMAT DE CHASSE AUX KANAKS

**La politique du gouvernement français à l'égard du « problème Calédonien » procède d'un savant (?) mouvement de balance entre le mouvement indépendantiste et les Ultras caldoches. Il remet à plus tard (à jamais ?) un référendum au sein de la communauté kanak, mais divise le territoire en circonscriptions de telle manière que les Kanaks aient la possibilité d'être mieux représentés à la nouvelle assemblée. Il éloigne Pisani de l'île pour plaire à la droite, mais le nomme Ministre pour avaliser son plan — accepté par obligation par les Kanaks.**

**En fait il s'agit pour lui de gagner du temps et de parvenir à dégager une fraction conciliante, ou collaborationniste, chez les indépendantistes, et éventuellement de refiler le problème à la Droite. Même incapacité chronique de cette gauche à règler un problème colonial que lors de la guerre d'Algérie ! Avec à la clé le risque que ne s'organise une véritable chasse aux kanaks. Mais pendant ce temps, rassurez-vous bonnes gens, la base militaire de Nouméa se renforce (il vous en coûtera 40 milliards). Que la Calédonie reste française ou qu'elle devienne kanak, l'armée, elle y est bien installée.**

## LA CHASSE AUX KANAKS ?

Même si cette affirmation peut paraître outrancière, elle définit bien le rêve d'une fraction d'activistes fascistes.

Car l'extrême droite calédonienne déjà solidement implantée, n'a cessé de recevoir des renforts de la métropole depuis plus de 20 années.

Morini, par exemple, un fasciste sous-officier parachutiste, arrivé en 65 à Nouméa et depuis reconverti dans la restauration. Condamné en 82 pour des exactions anti-kanaks, il est maintenant le responsable de la sécurité au RPCR. Quelques jours avant les attentats du 13 mai il déclarait, en réponse à Pisani qui critiquait le rassemblement raciste du 8 mai :

*« Il y aura une réplique de choc »*

Cette réplique ne manqua pas ! Le 13 mai, 4 attentats. Le 13 mai... l'anniversaire de la création du Comité de Salut Public à Alger. Voilà bien sûr le rêve de tous ces activistes d'extrême droite qui ont « découvert » la Calédonie depuis quelques années. Et l'on note combien la frontière entre ces activistes et le RPCR est floue. Déjà il y a trois ou 4 ans, le R.O.C. s'était livré à quelques attentats anti-kanaks. Organisation issue du RPCR, ses membres avaient finalement été «calmés» par lui. Sans doute jugeaient-il que le moment n'était pas encore venu.

Ces attentats du 13 mai dernier, remarquons le, ne visaient que par ricochet la communauté Kanak. 2 de ces attentats visaient des Caldoches proches des indépendantistes, 1 s'attaquait à l'administration (le palais de justice), quant au 4eme il s'en prenait à ces blancs protestants qui selon les dires de la droite « forment des indépendantistes » (l'école visée était la seule filière pour les kanaks vers le baccalauréat). Probablement par conséquent un avertissement qui tend à bien délimiter les camps et qui présage pour un futur proche d'actions plus « radicales » et dirigées directement contre les Kanaks. Car rappelons-le encore une fois : il y a sur-armement du côté Caldoche et la violence n'est bien que d'un seul côté, du moins pour l'instant.

## LE POUVOIR VEUT BRISER LE FLNKS

Récemment on a pu entendre que le Sénateur Dick Ukeiwé déclarait que le FLNKS (tout comme le gouvernement français ajoutait-il) ne controlait plus la situation. Une manière comme une autre de suggérer à l'extrême droite de jouer sa carte, mais surtout de tenter d'utiliser certaines différences d'appréciation et de situation dans la communauté kanake, pour la diviser.

Car l'enjeu du temps gagné tant par la droite que par le PS c'est de dégager dans le camps indépendantiste une fraction conciliante et par conséquent d'isoler, voir de créer une fraction « radicale ». La recette est vieille quand il s'agit de casser un mouvement. On sait déjà que pour les uns comme pour les autres, l'ennemei se nomme le Palika. Naïveté feinte ou certitude lorsqu'il s'agit de donner un nom à l'ennemi irréductible ? Peu importe. On sait également que le PS refuse de rencontrer le FLNKS si par hasard son représentant est membre du Palika. On a bien vu comment la droite désigne les Kanaks de France (ou le Palika est fort) comme de dangereux gauchistes.

Mais derrière le Palika, ce qui est réellement visé ce sont tous les regroupements qui en Kanaky même s'organisent, luttent et son peu enclins à la négociation. Des jeunes surtout, et dans la brousse. A la suite des ratonnades du 8 mai le Bureau politique du FLNKS dans son communiqué, ne parle pas de l'émeute ni de ces ratonnades. Ce sont bel et bien les comités locaux du FLNKS, dans la brousse qui réagissent le plus vivement et mènent des actions. Le pouvoir, contre ces groupes de base, locaux, se doit donc de dégager une force négociatrice. Il doit créer de toute pièce une bureaucratie. Sa stratégie vise donc à casser le FLNKS en s'appuyant sur sa fraction considérée comme modérée (L'Union calédonienne), et aussi à l'extérieur a donner le plus d'importance possible au LKS (indé-endantistes hors du Front).

Et le LKS d'ailleurs se prête à cette manœuvre en avalisant la thèse de « la montée des extrêmes ». Naisseline, le leader du LKS a déclaré : « *La violence des exités de droite alimente et encourage celle des indépendantistes extrémistes et vice-versa* ». C'est encore Naisseline qui le 20 mai proposait un dialogue au député RPCR Lafleur. Ce dernier a répondu qu'il avait l'intention de proposer au LKS une place de Vice-président de l'assemblée territoriale.

Ainsi le rêve caressé par Mitterrand en France, une recomposition centriste, trouve-t-il son pendant en Nouvelle Calédonie. Un centre d'indépendantistes et de Caldoches modérés. Mais nous savons tous l'avenir réservé à ce genre de projets !

Le seul souhait à formuler est que ces tentatives ne freineront pas la communauté Kanak dans sa recherche et dans sa volonté de construire son indépendance sur des bases nouvelles et qui lui seraient propres. Notre solidarité doit tendre à briser l'isolement des kanaks pour rendre le plus difficile possible toute tentative de règler le problème par les armes de la part des fascistes et du RPCR qui n'attend plus que cela.

## Plan Jacquet

— Les emplois sont surtout « réservés » aux hommes: débroussage, entretien des routes, nettoyage, emploi de manœuvres. Seuls quelques postes (1-2 par commune) sont attribués aux femmes - (ménage).

**Questions:** les femmes auraient-elles moins besoin de travailler que les hommes?

Ne sont-elles pas capables de faire du débroussage ou autres travaux qui sembleraient revenir de droit aux hommes?

Les femmes sont-elles indéfiniment cantonnées dans des tâches ménagères?

— En priorité sont embauchés les chargés de famille (au masculin, une fois de plus) — que deviennent dans ce cas les mères célibataires, les femmes séparées ayant des enfants à charge?

— Pour avoir droit à un emploi il faut:

- être inscrit au service de la main-d'œuvre (à Nouméa) ou à la mairie de la commune (en brousse);
- remplir une demande d'emploi.

**Mais:** une même personne peut s'inscrire dans plusieurs communes différentes (et ainsi multiplier ces chances). C'est ainsi qu'à Nouméa sont embauchés des gens de Lifou(résidant à Lifou). Au Mont Dore on retrouve des gens de Bourail et les exemples se multiplient.

Pendant ce temps les habitants de la commune continuent à pointer inutilement dans leur commune.

— Sauf à Nouméa, ce sont les maires qui choisissent les candidatures retenues. Il ne faut pas s'étonner alors si le choix est fait en fonction des convictions politiques et des critères ethniques. Un tel système permet le favoritisme et encourage la ségrégation raciste.

Combien de Kanaks indépendantistes attendent depuis longtemps un emploi au plan Jacquet dans les communes de droite? Combien se sont découragés et depuis longtemps ne pointent plus car ils savent d'avance que leur nom ne sera pas retenu car ils sont engagés dans la lutte pour l'indépendance kanake et socialiste.

— Neuf mois d'emploi et neuf mois d'allocation chômage, ensuite d'autres demandeurs sont choisis.

Pourtant dans un grand nombre de communes au bout de neuf mois d'allocation, on retrouve les mêmes têtes, les emplois sont éternellement attribués aux mêmes. Seraient-ils les seuls cas sociaux de la commune? Dans un couple, alors que le mari touche encore les allocations chômage, la femme est embauchée: le favoritisme, le copinage.

Exemples à St-Louis et la Conception, les filles n'ont pas de travail alors que les autres ethnies (ex. Wallis, Tahiti, blanche) sont embauchées.

Ces tribus depuis 100 ans d'existence coloniale sont les plus défavorisées dans tous les domaines alors qu'elles sont les plus proches de nouméa.

Le piston et les amitiés politiques font de ce plan Jacquet un outil du RPCR.

Dans de telles conditions, on ne peut plus s'étonner que la femme kanake indépendantiste soit totalement « oubiée » dans ce plan Jacquet. Aux yeux de cette société mysogine et réactionnaire elle a deux torts: être femme et être indépendantiste!

Frère, si un jour la connerie (arrogante des colons ne le laissait plus le choix d'autres armes, alors tire ... et dis-leur "MERDE!" Car n'en déplaisent à ces faiseurs il y aura toujours "leur morale" et la nôtre. Mais si la violence est aveugle, camarade alors ne l'aidons pas à frapper sur la rue. Car en définitive seule la fendre est juste

## RAZ LE VIOL !

Un événement récent nous conduit à écrire aujourd'hui un article qui, malheureusement, reste d'actualité en n'importe quel moment. Car tant qu'il y aura des violeurs, la lutte des femmes sera renforcée dans sa détermination. Le viol est l'expression la plus barbare du machisme et de la négation de la femme, comme d'une marchandise pour satisfaire des besoins primaires, cela relève du fascisme. S'il est encore des gens qui s'étonnent qu'un groupe tel que le GFKEL (Groupe des Femmes Kanakes et Exploitées en Lutte) défende au-delà de ses convictions politiques des convictions féministes, nous les laissons à leurs débats d'idées, car lorsqu'une femme est frappée, violée, humiliée et nié quotidiennement, c'est dans son corps et dans son âme qu'elle est atteinte. L'idéologie masculine dominante trouve toujours ses bonnes raisons pour excuser et justifier un acte indéfendable. "Que faisait-elle là à cette heure? Elle l'a bien cherché. Elle est trop maquillée" ou je ne sais quoi encore. Que faut-il en conclure? Que les mentalités ont institué un véritable couvre-feu pour les femmes? Passée une certaine heure, les femmes ne devraient s'en prendre qu'à elles-mêmes si elles rencontrent des loups violeurs?

C'est trop facile et nous refusons et combattons cette loi de la jungle qui révèle des hommes aux masques inhumains, bourreaux de victimes millénaires, les femmes.

G.F.K.E.L.

# DOCUMENTS KANAKY
# LES FEMMES DANS LA LUTTE

**Ces documents sont tirés du bulletin de l'USTKE (syndicat révolutionnaire — voir CA numéro 43) de juillet 83 et d'octobre 84.**

***Nous avions lors de diverses réunions de l'OCL souligné que l'important concernant la domination sociale sur les femmes n'était plus seulement de parler du féminisme, mais surtout de parler des femmes dans les luttes (spécifiques ou plus générales), de leur rôle de leurs initiatives, de la manière dont elles sont présentes. C'est ce que nous tentons parfois de faire. Une autre occasion nous est ici donnée.***

## Le G.F.K.E.L. (Groupe femmes Kanak en lutte) répond présent pour les occupations de terre à Néami Poindah

Au niveau de Koné, les occupations de terre se multiplient. Le comité de terre invité à les soutenir et le GFKEL s'associe en étant présent sur les lieux.

Déjà à la première participation à Néami, il y a eu une délégation de 8 femmes; et cette fois-ci à Poindah la délégation fut de 14 femmes.

Malgré l'heure avancée de la nuit, la délégation du GFKEL pour s'inscrire dans la tradition du peuple Kanak a tenu à faire la coutume du groupe.

Ce n'est qu'ensuite que l'un des représentants du comité de terre explique le déroulement pour l'occupation et la lutte pour le lendemain.

On entend souvent parler de revendication de terre, mais qu'est-ce que cela veut dire?

Il est certain que c'est en se rendant sur place qu'on arrive à mieux comprendre le drame des tribus.

Voici l'analyse du groupe:

1°) L'administration coloniale n'a laissé que de petites parcelles de mauvaises terres beaucoup trop étroites pour la tribu.

A côté de vastes étendues entourées de barbelés qui protègent les terres volées, les plus cultivables qui sont attribuées au bétail des colons.

L'administration coloniale n'a toujours pas donné de travail, aussi, la totalité des Kanaks en tribus sont toujours au chômage.

Que peut-on faire? les femmes, les hommes et les enfants ont besoin de leurs terres pour arriver à survivre. La seule solution pour récupérer son patrimoine se fera uniquement par la lutte (ex: occupation de terre).

**NEAMI:** Parmi la délégation du GFKEL certaines n'ont vécu qu'à la ville et c'était la première fois qu'elles faisaient les durs travaux de la Brousse. Activement et de tout cœur elles ont participé à la reconstruction de la case symbolique; crêtes par crêtes, les femmes et les enfants apportaient la paille et les peaux de niaoulis aux hommes qui montaient la case.

Pour arriver à réaliser cette construction, tout le monde se mit au travail avant le lever du jour, et ainsi au coucher du soleil la case du peuple Kanak dominait sur nos terres volées en attendant d'y régner.

**POINDAH:** La délégation étant plus importante, nous avons pu participer à tous les moyens de lutte. Notre groupe dès le vendredi soir s'associa au groupe d'hommes à la création d'un barrage et à son efficacité en le veillant.

Ce n'est qu'au petit jour que deux représentants de l'ordre, apparaissent dans leurs uniformes, qui pensaient-ils leur conférait le droit de nous donner leurs habituels ordres catégoriques:

— Où est le responsable!..

— Enlevez-moi tout de suite ce barrage, et vite!

Pendant ce temps les gens continuaient de discuter entre-eux.

Le gendarme commence à s'impatienter et, réitère à nouveau ses propos.

Non loin de là, pour désapprouver le gendarme, un cheval se mit à hennir, puis un petit chien vient lever la patte devant le représentant de l'ordre, puis il se tourne vers lui avec sérieux, et il lui déposa ses besoins, puis le petit toutou en question part.

La situation était vraiment comique, les animaux seraient-ils conscients des revendications légitimes de la terre?

Le gendarme commence à gesticulier, il s'énerve, il lui faut à tout prix un responsable.

Une voix retentit: « On est tous responsables. »

C'est une femme étrangère à la région qui lui répondit.

Le gendarme répond:

— « Vous là-bas, je ne vous connais pas »

D'un ton sec elle lui dit:

— « Moi non plus je ne vous connais pas »

Le gendarme ne peut pas comprendre. Quand une action de revendication de terre est menée chacun est solidaire et assume sa responsabilité. La terre est un besoin vital pour les Kanaks, tous ceux qui en ont pris conscience s'associent à l'occupation des terres et aux barrages, c'est en toute liberté qu'ils font ce choix. Tout se fait collectivement en tribu pour le peuple Kanak.

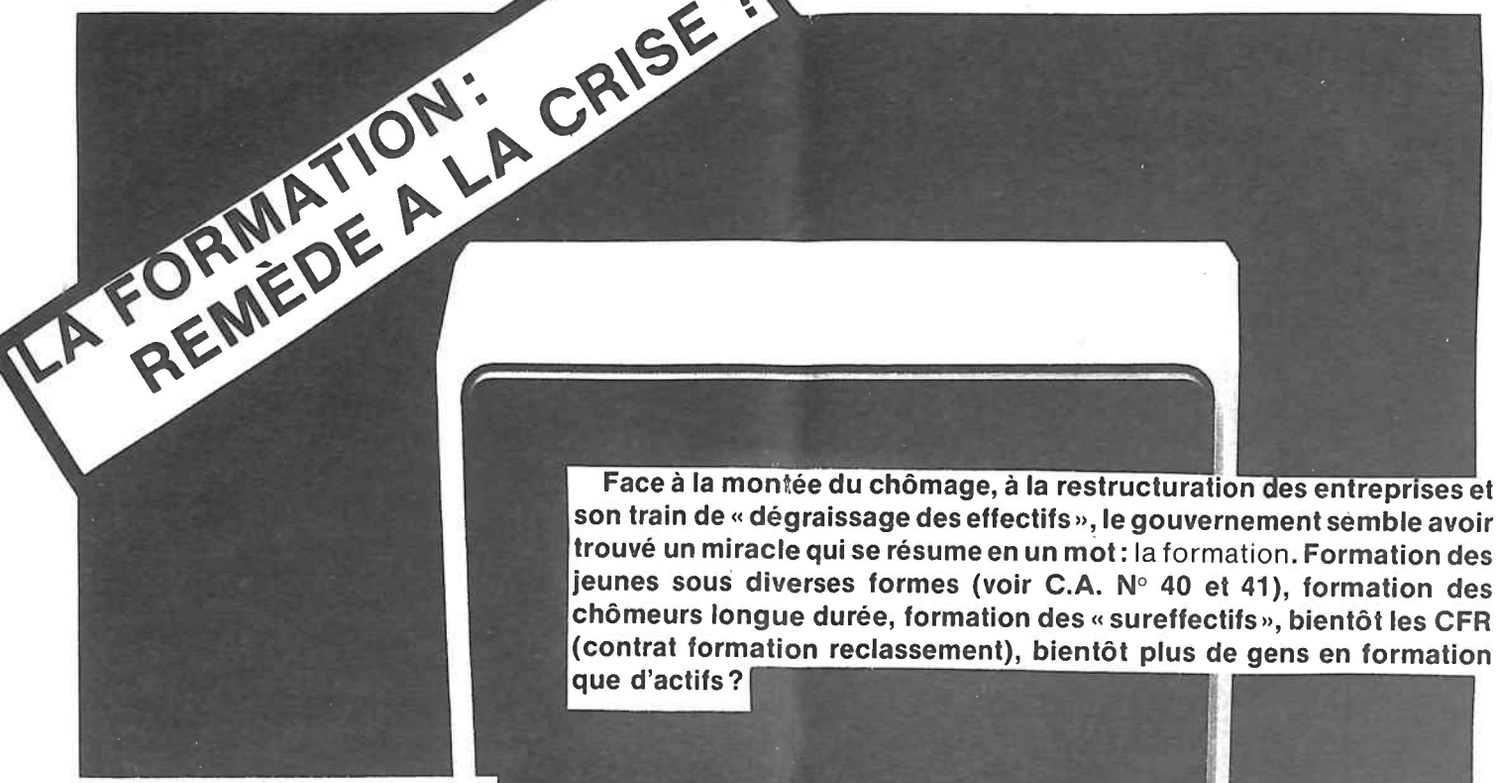
La réflexion du gendarme à son compatriote prouve que de plus en plus de Kanaks se joignent aux luttes de base.

— « Il y a plus de nouvelles têtes à ce barrage que des gens connus de la région »

— Hé oui! Cher Monsieur, il y a des nouvelles têtes.

Les gens de Koné connaissent bien la situation qu'ils vivent quotidiennement et en la faisant partager à l'extérieur, il est impossible de se dissocier de leur lutte, c'est pourquoi chaque fois qu'on nous demandera de soutenir des actions devant amener à la libération et à la reconnaissance du peuple Kanak, la solidarité jouera.

# LA FORMATION: REMÈDE A LA CRISE ?



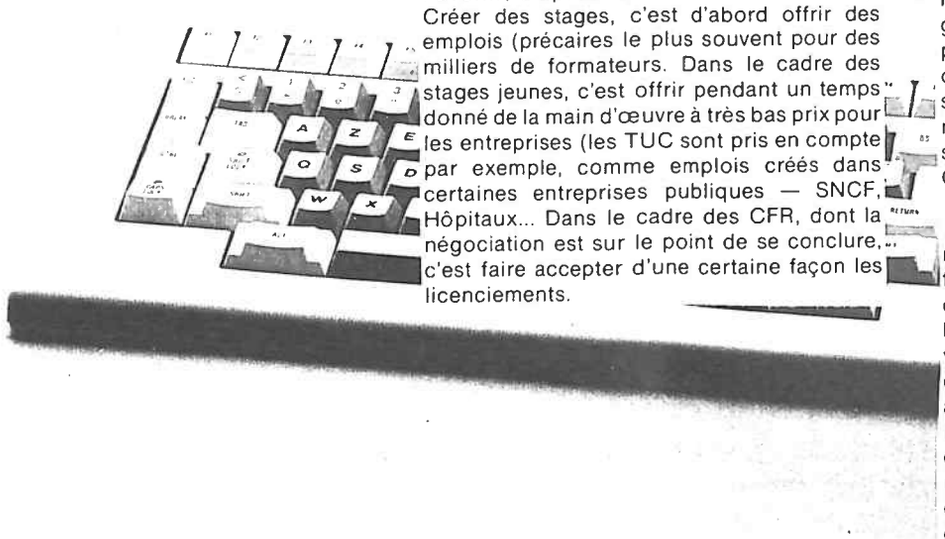
**Face à la montée du chômage, à la restructuration des entreprises et son train de « dégraissage des effectifs », le gouvernement semble avoir trouvé un miracle qui se résume en un mot :** la formation. **Formation des jeunes sous diverses formes (voir C.A. N° 40 et 41), formation des chômeurs longue durée, formation des « sureffectifs », bientôt les CFR (contrat formation reclassement), bientôt plus de gens en formation que d'actifs ?**

La formation est un concept qui a beaucoup évolué ces dernières années. Que ce soit dans le cadre du 1,1% des entreprises ou de la promotion sociale (PS), un certain nombre de salariés essayent d'échaper à leur sort par la formation continue, en grimpant dans la hiérarchie de l'entreprise, sans pour cela être un super diplômé, ou en changeant carrément de métier, le principal étant de changer de statut social. Si la formation correspondait aux exigences du marché de l'offre et de la demande, il semble qu'aujourd'hui il n'en est plus de même. Aujourd'hui formation correspond à un diplôme reconnu (connu ou non), avec lequel personne n'est sûr d'obtenir un travail. Le tout étant de faire patienter les gens en leur laissant croire qu'ils vont s'en sortir. Combien de fois a-t-on entendu autour de nous qu'il était préférable d'être Tucard à 1200 F/mois qu'être chômeur? Que de gagner 535 F ou 740 F/mois pour un 16-18 ans, c'était mieux que rien du tout? Que pendant qu'ils étaient en formation, les gens ne tombaient pas dans la délinquance?

Si les organismes de formation continue (GRETA, AFPA, et autres organismes privés) voient leur action traditionnelle diminuer (la PS ne s'adresse plus qu'à un type de formation décidée par les régions) les formations mises en place dans le cadre de telle ou telle action (16-18, chômeurs longue durée...) leur a permis de tenir le choc grâce à la mane de l'Etat.

Ce n'est pas un hasard si l'on voit actuellement fleurir nombre de centres privés (comme à une certaine époque, on a vu fleurir les agences intérimaires), ou certains organismes se sentir une âme formatrice (MJC, clubs de prévention...) ou se transformer (CFA...).

Où sont les métiers d'avenir, quand on propose par exemple dans le cadre de l'opération « 60000 jeunes » des formations de type soudeur, bâtiment, tertiaire. Quand on sait que bon nombre de spécialisations dans l'informatique sont en train de disparaître (pupitreurs...), (l'informatique, c'est pourtant l'avenir, d'après le discours moderniste). Créer des stages, c'est d'abord offrir des emplois (précaires le plus souvent pour des milliers de formateurs. Dans le cadre des stages jeunes, c'est offrir pendant un temps donné de la main d'œuvre à très bas prix pour les entreprises (les TUC sont pris en compte par exemple, comme emplois créés dans certaines entreprises publiques — SNCF, Hôpitaux... Dans le cadre des CFR, dont la négociation est sur le point de se conclure, c'est faire accepter d'une certaine façon les licenciements.



Revenons donc à ces fameux CFR dont on parle tant. Les CFR sont une extrapolation de ce qui a été fait dans l'automobile, la sidérurgie, les chantiers navals dans le cadre de la restructuration. Le personnel ne sera reclassé — ou le plus souvent licencié — qu'après une période de formation (de 1 ou 2 ans ?). Plus de prime de licenciement économique, celle-ci servant pour l'entreprise à financer sa quote-part dans la formation. Le personnel faisant toujours partie de l'entreprise jusqu'à la fin de la formation. Combien vont se retrouver sur le carreau au bout du compte (voir à ce sujet le bilan de ce qui s'est passé dans l'automobile) N'est-ce pas une nouvelle façon de rendre les gens eux-mêmes responsables de leurs propres licenciements, en leur faisant croire que s'il n'ont pas trouvé de travail à la fin du stage, c'est qu'ils n'ont pas su s'adapter aux nouvelles technologies (lesquelles ? à ce sujet se reporter au dossier spécial Sud-Ouest. C.A. hors série n° 3 — mai 85).

Avec son discours moderniste, le gouvernement est en train de faire croire que la formation est un remède à tous les maux de la crise et pour l'instant il semble être suivi par bon nombre de syndicats (sauf la CGT qui veut redorer son blason). Mais où sont les débouchés et existe-t-il véritablement un avenir pour les nouvelles technologies. L'informatique familiale stagne et est même en régression, l'électronique, la fibre optique... ne sont pas les vaches à lait que certains espéraient. Toute tentative de replatrage des effets de « la crise » n'est qu'un leurre qu'il faut combattre énergiquement et collectivement.

# VIVRE A LONGWY OU PARTIR A CHACUN SES RESPONSABILITÉS

**A Longwy, les mesures de suppressions d'emploi s'accélèrent. En 1979, les gens se sont battus pour garder leurs emplois, ils ont dit: maintenant c'est un gouvernement de droite, on va voter à gauche, on va voter socialiste et ça changera. Ils ont voté socialiste en 1981, et qu'est-ce que ça a changé?**

## Témoignage de Claude, 25 ans

### L'ESPOIR ET LA RÉALITÉ DES MUTATIONS

Les possibilités de mutation concernent surtout ceux dont le service ferme ou va fermer. Pour ceux dont le service n'est pas directement menacé, il y a des propositions affichées sur les panneaux, mais on ne peut guère y compter!.

J'ai fait 3 demandes de mutations, à Dunkerque, Montataire et Fos, et aucune n'a été retenue. A chaque fois, j'ai reçu une feuille avec simplement «Mutation refusée» écrit dessus. De toutes façons, on m'avait dit «ça ne sera pas accepté, parce que tu es immigré». On a l'impression qu'on veut coincer les immigrés entre le «retour au pays» et une formation-bidon qui débouchera sur le chômage (et donc, à terme, le départ).

Même les gars qui sont convoqués sur place pour voir, la plupart du temps c'est un boulot dégueulasse, sans rapport avec leur qualification, qu'on leur propose. Et les logements, c'est un désastre! Des vieilles cités, des plafonds fissurés, pas de carreaux aux fenêtres, des contreplaqués à la place, la tout dans un état de saleté lamentable... Voilà ce qu'on leur propose pour se loger. S'ils ne veulent pas rester, ils n'ont qu'à retourner... on ne le leur dit pas comme ça, mais ils le sentent bien. Et une fois sur place, ils sont souvent rejetés même par les collègues de travail: à Fos, il paraît que dans les réfectoires les gars de Longwy cassent la croûte d'un côté et ceux de Fos d'un autre côté. Séparés!

J'ai été en détachement à SOLMER, à Fos, pour 13 mois, avec l'espoir de rester là-bas et d'y avoir un emploi stable. On était 45 à partir, et il y en a seulement 20 qui vont rester. Moi et les autres on a été renvoyés sur Longwy. Le poste que j'occupais avant est toujours là, inoccupé, mais ils ne veulent pas m'y reprendre! Alors je me suis trouvé entre leurs mains comme un pion à déplacer d'un service à un autre. On m'a proposé d'autres mutations, je suis allé y voir, et à chaque fois on me faisait comprendre qu'on n'avait pas vraiment besoin de personnel, qu'on arrivait en trop, etc. On m'a proposé les 2 ans de «congé formation», mais j'ai refusé, j'ai déjà un CAP de tourneur, je voulais m'en servir...

Finalement, j'ai pris mon compte... et j'ai trouvé une place à Paris comme vendeur de hamburgers! et pour combien de temps, je ne le sais pas! A quoi ça m'a servi, mon CAP de tourneur? Pour le logement, j'avais trouvé quelque chose là-bas mais c'était trop cher pour moi. Finalement, j'ai pris une chambre dans un café... et je rentre ici presque tous les week-ends!

Résultat: un des copains est retourné dans son ancien service, aux hauts-fourneaux, mais il n'est pas sûr de rester là, parce qu'ils vont encore liquider, aux hauts-fourneaux. Et l'autre copain va partir en congé-formation, parce qu'il n'y a pas de place pour lui! Alors qu'il avait une déchirure abdominale de 20 cm!

Ce qui vaut le coup d'être dit encore, c'est que le jour où le copain a repris, son chef lui a demandé ce qu'il lui était arrivé, quelle voiture il avait. Il a répondu une R18 Turbo, et on lui a dit: «Normalement un ouvrier, surtout un immigré, ça ne doit pas avoir une R18 Turbo!

### Il y a aussi l'histoire d'Abdel et Jean-François:

Ils ont été mutés à Fos. Ils ont eu un accident de voiture sur le trajet. En principe c'est considéré comme accident du travail. Ils ont été hospitalisés à Vienne quelques jours, et après ils ont été transférés ici à Longwy en arrêt de travail. Et avant la reprise ils ont été renvoyés de Fos! On leur a dit de reprendre le travail ici pendant quelques jours et attendant d'être repris là-bas... mais quand ils ont eu repris, on leur a dit: vous avez recommencé là-haut, vous y restez!

## LES CONGÉS DE CONVERSION: QUELLE FORMATION? POUR QUEL EMPLOI?

Depuis quelques temps, les gens commencent à recevoir chez eux des lettres leur annonçant qu'ils sont mis en congé de formation-conversion. Dans mon service, il y a 24 personnes qui vont partir (sur 300), mais au début de l'année prochaine il y aura une 2e fournée, de 70 peut-être. Ce sont les contremaîtres et les chefs de service qui décident de ceux qui partent ou ceux qui restent. Et ils essaient de mouiller les délégués là-dedans en leur demandant ceux qui ne sont pas «vraiment nécessaires» au service. En général je crois qu'ils refusent. Dans mon coin, le délégué (CGT) a dit qu'il ne voulait rien savoir, qu'il n'était pas question de donner des noms.

Les congés de formation-conversion, c'est 2 ans à 70% du salaire brut (en principe, au moins 84% du net, compte tenu des cotisations sociales qui ne sont pas retenues, et des congés payés en plus). Mais quelle formation, et pour aboutir à quel emploi? Il n'y a aucune garantie au bout des 2 ans, et pour la plupart, ça ne sera qu'une mise au chômage prolongé. Des nouveaux emplois, il n'y en a pratiquement pas sur le Bassin de Longwy et il y a déjà 4000 chômeurs. Ici, à la ZUP (de Mont St-Martin) la majorité des jeunes sont chômeurs.

Et même si on a l'idée de partir, pour avoir un minimum de chance de trouver un emploi, il faut une formation en électronique, en informatique, ou pour l'automatisation. Et c'est à peu près sûr qu'on n'aura pas ça ici: ça va être quelque chose de débile, ils vont trouver une dizaine de machines, des tours, des fraiseuses, qui ne servent à rien dans l'usine, ils vont les rassembler quelque part, et on va dire aux gens: vous apprenez à faire ça, ça et ça, un petit peu de tout, et au bout de 2 ans, on aura un bout de papier, et on ne pourra rien faire avec ça!

Avant, quand tu avais un CAP, mettons tourneur, tu avais des chances de t'en servir, il y avait des places de tourneur... Maintenant, les gars qui partent vont faire une formation qui ne servira à rien par la suite: soudeur, chaudronnier, ça ne servira plus à rien, maintenant il y a des robots...

## Le «retour au pays»?

Nous connaissons des gens de 40-45 ans qui n'ont jamais été à l'école, qui n'ont jamais appris à lire et à écrire. Ils ont reçu des lettres pour les congés-formations. Quelle formation vont-ils avoir? Sur quoi cela va déboucher pour eux? Quel choix leur reste-t-il? Retourner au Maroc ou en Algérie, ramener leurs enfants qui ont grandi ici, qui ont fait leurs études ici? Ces jeunes, il va falloir qu'ils recommencent à zéro, surtout que là-bas ils sont en train d'arabiser tout: dans les écoles, les lycées, les bureaux. Et beaucoup de jeunes ici parlent peu l'arabe, seulement à la maison, et pour les choses élémentaires. Et puis il y a aussi des gros problèmes pour s'adapter au mode de vie, à la mentalité: là-haut, les gens respectent certaines choses, comme la religion, auxquelles on ne fait plus attention quand on a grandi ici.

Des gens de 40-45 ans qui ont 5 ou 6 enfants qui sont nés ici, qui ont grandi ici, c'est la majorité des immigrés qui restent sur Longwy. La plupart de ceux qui sont partis, en 79 et après, c'étaient des jeunes, des célibataires de moins de 30 ans.

## Témoignage de Ahmed, 28 ans

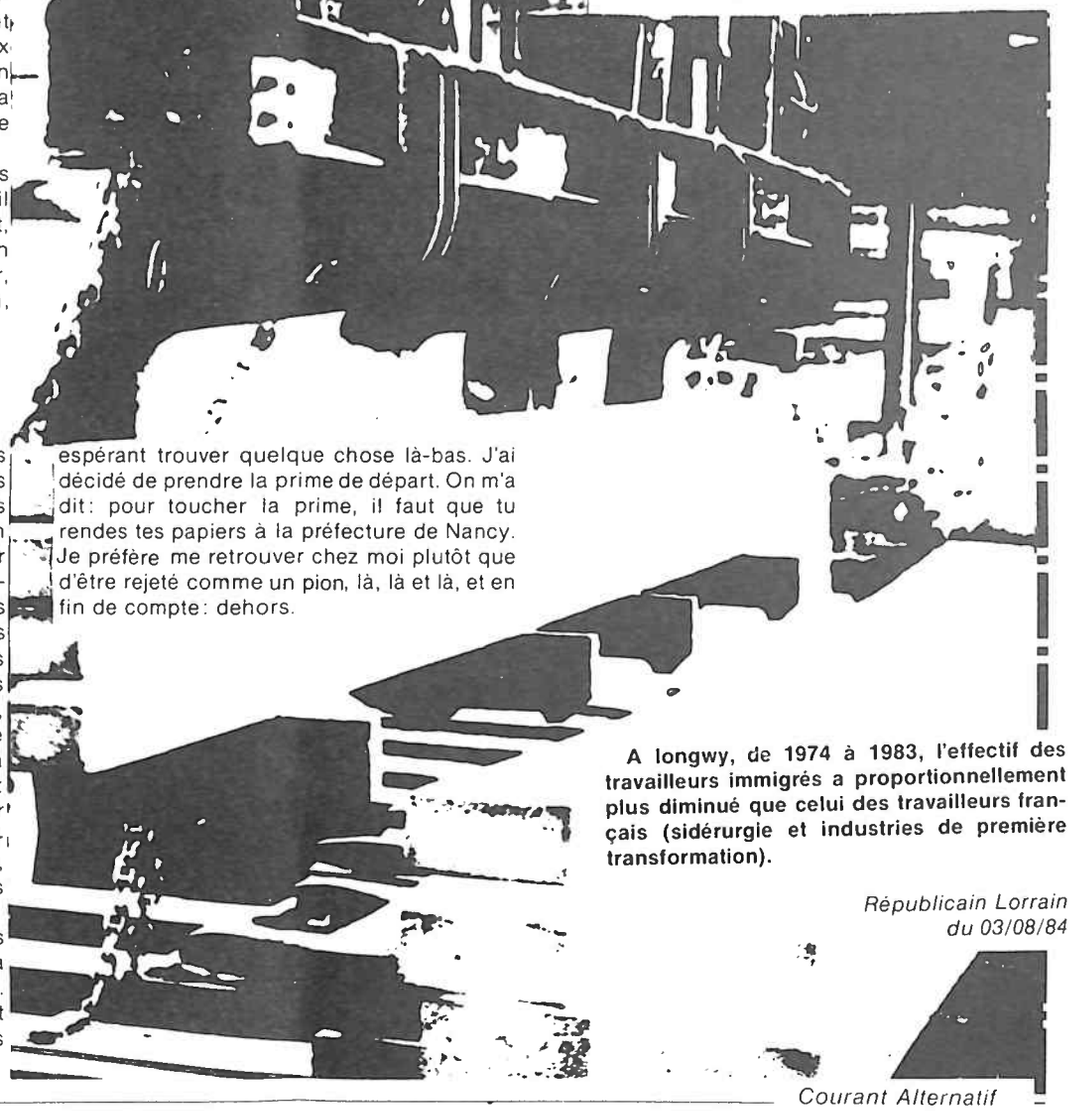
Je suis rentré à l'usine en 75 comme pontier au train-universel, à ce moment-là, il y avait une bonne ambiance entre les travailleurs. Un an après, il y a eu les premières primes de départ (à l'époque, c'était à peu près un million d'AF). Puis je suis parti au service militaire en Algérie, et à mon retour c'était l'année noire de la sidérurgie, la fermeture de La Chiers, de l'Aciérie de Senelle (en 1979). Il y a eu la prime des 5 millions pour quitter la sidérurgie. On a lutté pendant un an, mais cela a été brisé par le gouvernement et ses forces de police et tout le monde a baissé les bras. Les fermetures d'installations, les suppressions d'emplois ont continué, et maintenant c'est les mutations autoritaires, les congés de formation qui débouchent sur le chômage...

Avec tous ces problèmes qui se passent maintenant, j'ai préféré rentrer en Algérie, en espérant trouver quelque chose là-bas. J'ai décidé de prendre la prime de départ. On m'a dit: pour toucher la prime, il faut que tu rendes tes papiers à la préfecture de Nancy. Je préfère me retrouver chez moi plutôt que d'être rejeté comme un pion, là, là et là, et en fin de compte: dehors.

Actuellement, la prime de départ c'est: 2 mois de préavis plus les congés payés plus 1/4 de mois par année d'ancienneté plus la capitalisation de 65% des 70% du brut sur 2 ans (correspondant aux congés de formation). Pour un gars ayant 10 ans d'ancienneté, ça représente un peu plus de 8 millions d'AF. La direction d'Unimétal essaie de ne donner la prime qu'à ceux qui peuvent présenter un certificat d'embauche dans une autre entreprise, et cette exigence est d'autant plus forte quand il s'agit d'un immigré. Mais comme cela n'est pas spécifié dans la CGPS (Convention sociale), si le gars insiste un peu, il peut arriver à toucher la prime sans certificat d'embauche.

D'autre part, il y a l'aide au retour (ratifiée par un accord entre l'O.N.I. et la direction d'Unimétal) qui comprend un préavis de 2 mois, les congés payés, 1/4 de mois par année d'ancienneté plus 66% de ce que la personne aurait touché au chômage (le tout correspondant à peu près à la prime de départ «normale») plus 2 millions d'aide à la réinsertion dans le pays. Mais là-dessus, il faut bien voir que les impôts se servent au passage (cela fait une sérieuse ponction, surtout pour un célibataire) et que, comme une partie de la somme n'est touchée qu'après le retour au pays, le gouvernement du pays ponctionne dessus à son tour. Reste la solution que beaucoup utilisent, d'acheter une voiture avant de partir et de la revendre (plus cher, au moins pour ce qui concerne l'Algérie) en arrivant là-haut.

Quoi qu'il en soit la plupart seront confrontés là-bas au problème du chômage, et l'argent de la prime ne leur permettra pas de tenir très longtemps.



**A longwy, de 1974 à 1983, l'effectif des travailleurs immigrés a proportionnellement plus diminué que celui des travailleurs français (sidérurgie et industries de première transformation).**

*Républicain Lorrain du 03/08/84*

## QUELLES RÉACTIONS ?

Face à la situation qui est faite aux travailleurs de Longwy, français comme immigrés, il n'y a plus de réaction combative. Ici, la plupart des gens sont tellement énervés qu'ils ne veulent plus discuter de ce qui va se passer, de ce qu'ils attendent. Ils savent tous que ce qui va arriver, arrivera toujours comme une fatalité.

Il y a une grande responsabilité des syndicats là-dedans. Il n'y a plus d'unité. La CGT tire d'un côté, la CFDT de l'autre, et FO d'un autre encore. Chacun donne son tract... La CGT critique la CFDT, la CFDT critique la CGT... ça n'est que des critiques entre eux, sans informer les gens sur ce qui va se passer et ce qu'ils devraient faire pour lutter pour garder leur emploi. Demain la CGT appelle à 3 heures de grève. Les gars qui sont syndiqués à la CFDT ou à FO ne vont pas y aller. Au meeting, ils vont se retrouver à 100 ou 150, ça ne fait pas une masse. Et même s'ils sont 2 ou 300 quelle proposition il va y avoir? L'année dernière, on s'est battu, il y a beaucoup de chômeurs qui sont venus dans les manifs exprimer leur colère. Mais les gars du feuillard voulaient rester entre eux. Pourtant le feuillard c'est à Longwy, c'est tout le monde qui est concerné. Alors maintenant, chacun dit: « du moment que je n'ai rien reçu, j'attends, je verrai bien par la suite.. »

## Face au racisme, construire une unité de classe.

Ce qui pousse aussi les immigrés à partir maintenant, c'est la montée du racisme, Le Pen et ses meetings (et ses scores électoraux), et puis les agressions qui deviennent de plus en plus fréquentes dans certains coins. A longwy il n'y a pas eu d'histoires de ce genre, mais nous avons un copain à Nancy qui s'est fait agresser 2 fois de suite par des jeunes qu'il a reconnus comme étant du Front national. Ils l'ont agressé, il a été à l'hôpital, et quand il est ressorti, le jour-même il a été agressé par les mêmes types! Bilan: une jambe cassée, un traumatisme thoracique, etc. Le copain n'a pas porté plainte, car il n'a pas envie de se trouver agressé une nouvelle fois! Il paraît qu'à Nancy les étudiants Maghrébins en sont à rentrer chez eux en groupe le soir pour éviter les agressions.

Ici à Longwy, on a la chance de ne pas avoir un racisme ouvert, c'est un racisme un peu caché. Il y a quand même encore une petite solidarité entre les gens. On voit des voisins qui discutent, on voit encore des familles qui vont chercher les enfants des voisins à l'école.

Pour nous, au niveau des relations de tous les jours, ça se passe bien parce qu'on fréquente surtout des jeunes de nôtre âge. On n'a jamais eu de réaction agressive contre nous.

Mais bien sûr, il y a aussi des réflexions du genre: « Moi j'habite dans un bloc, c'est dégueulasse, ces arabes du dessus ils tuent les moutons dans la baignoire », etc. Et maintenant il y a des petits groupes qui commencent à dire qu'ils vont voter Le Pen aux prochaines élections, surtout depuis que Mitterand a parlé du vote des immigrés.

Et puis, il y a les contrôles d'identité: ici à la ZUP, les flics tournent régulièrement, jour et nuit, et ceux qui sont contrôlés, ce sont toujours les mêmes: les immigrés et les jeunes. Ce sont des « contrôles de routine », comme on dit, des contrôles comme ça... pour provoquer aussi un peu les immigrés... si tu dis quelque chose, on t'embarque!

Le problème du racisme ne se limite pas aux projets du Front national, car ce n'est pas lui qui est au pouvoir! Avec le gouvernement actuel, ce n'est pas la joie non plus... En fait, le racisme en France est lié à une situation sociale: il vise surtout les Maghrébins, la partie la plus pauvre, ceux qui sont venus (ou que les Français ont été chercher) travailler pour gagner leur croûte. Il n'y a pas de racisme pour les Saoudiens qui vivent sur la Côte, à Cannes, les bourges qui dépensent des milliards et des milliards. Et on ne voit pas encore tout ce qui se fait comme transfert d'argent, de banque à banque, de pays à pays. Que ça soit par des Arabes, des Français, ou des Américains, c'est contre ceux-là qu'il faut être raciste!

...On n'entend que des dépôts de bilan, des fermetures d'entreprises... pourquoi? Parce que le patron est en faillite? Il n'est pas en faillite! Son pognon, il est en sécurité. Soit-disant il dépose son bilan, il ne peut pas payer ses ouvriers... mais les bénéfices qu'il a fait, où ils sont? Face à cela, c'est nous les ouvriers qui devons nous mettre ensemble, combattre ensemble au lieu de nous opposer.

## A PROPOS DE SOS-RACISME

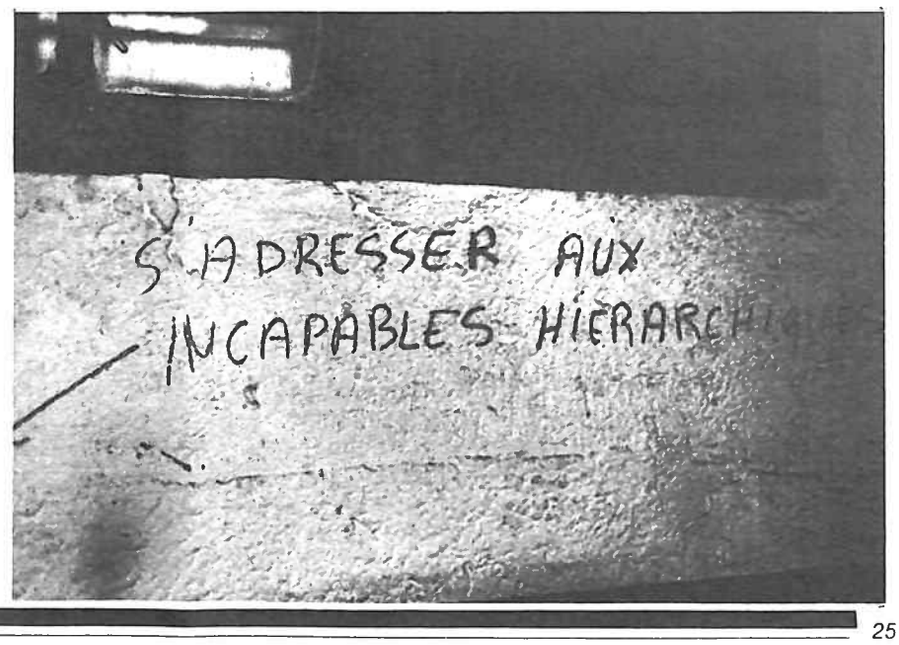
Pour nous, SOS-Racisme c'est bien, il y a de tout, des artistes, des étudiants, des travailleurs, qui sont solidaires. C'est quelque chose qu'il faut développer. Bien sûr, il y a des artistes ou des hommes politiques qui se servent de ça pour dire: moi je défends les immigrés, pour avoir plus de voix aux élections... Mais maintenant les gens savent très bien reconnaître ceux qui portent un badge en montrant qu'ils sont vraiment solidaires, et ceux qui le portent comme une étiquette pour leur avenir électoral.

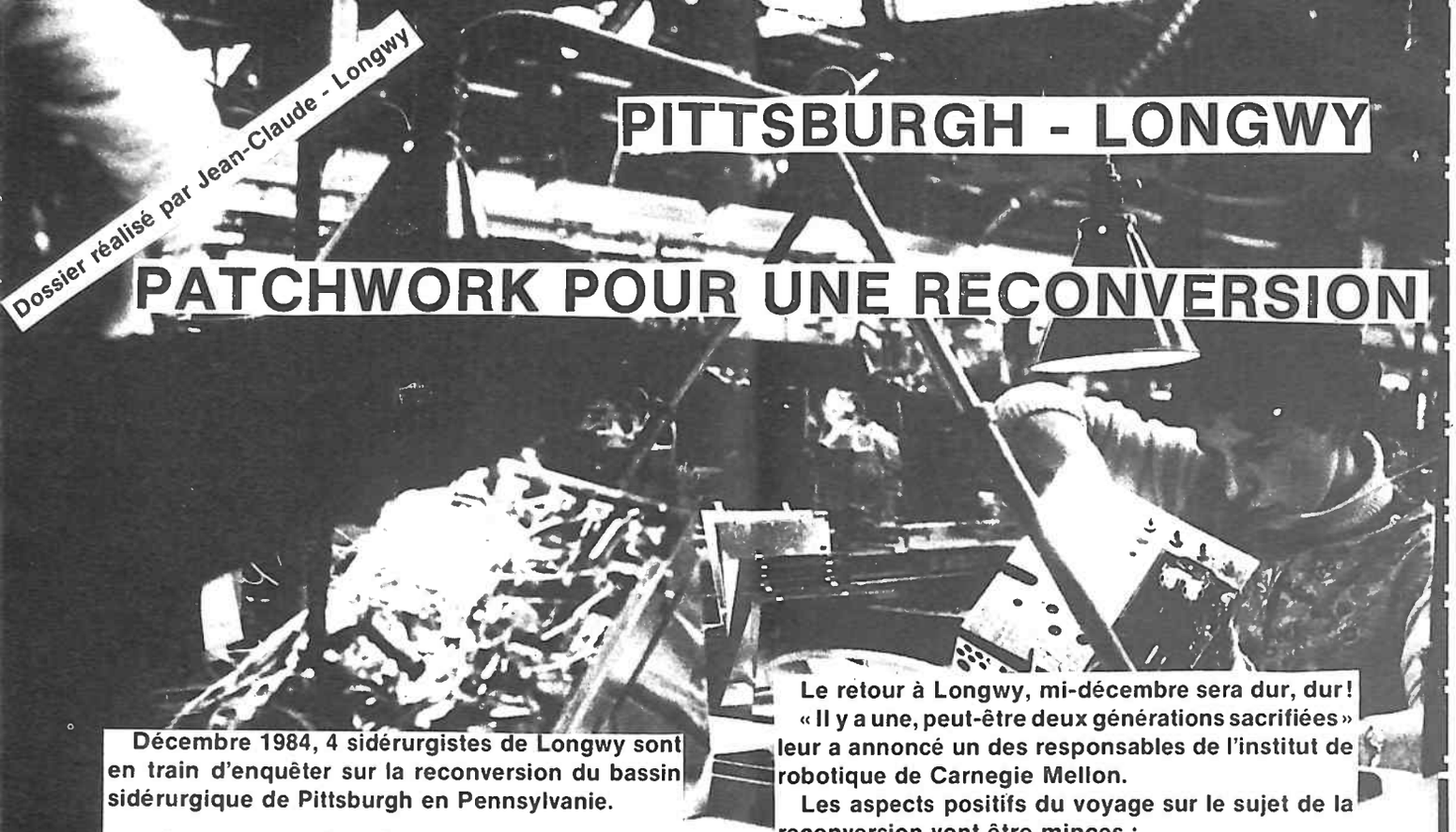
Ce qui est important, c'est le mouvement réel, dans les quartiers, dans les cités, au niveau des jeunes, ce qui se passe à paris, il y a des concerts, des soirées animées par SOS-Racisme. Ce n'est pas seulement un badge, une étiquette à coller. Ce qui est important, c'est d'organiser la solidarité, de contacter des avocats par rapport aux agressions (il n'y a qu'à voir encore le jeune Algérien qui a été torturé par un commissaire de police à Annonay.

Et puis, « Touche pas à mon pote », ça ne doit pas être seulement sur un badge épinglé, ça doit être vraiment dans le cœur. La vraie solidarité, ça commence par une éducation anti-raciste des enfants. Et puis apprendre à mieux se connaître. Ne pas en rester à une connaissance superficielle, limitée à un bonjour-au revoir. On bosse ensemble, et à la sortie on va boire un coup et après, au revoir... ou on ne boit même pas un coup. Ça n'est pas suffisant! Il faut approfondir, il y a des jours de repos, il y a des fêtes, les musulmans ont des fêtes, les chrétiens ont des fêtes, les juifs ont des fêtes... Participer avec eux à leurs fêtes, là on se connaît mieux. Faire la fête, ensemble. Et on oublie tout. On oublie la guerre d'Algérie, tout ce qui s'est passé. C'est du passé! On voit le futur, maintenant, le présent et le futur.

L'important c'est de mettre en place une vraie solidarité et de ne jamais désespérer.

**MOURAD et ABDEL**
**Longwy, le 14 mai 85**





Dossier réalisé par Jean-Claude - Longwy

# PITTSBURGH - LONGWY

# PATCHWORK POUR UNE RECONVERSION

**Décembre 1984, 4 sidérurgistes de Longwy sont en train d'enquêter sur la reconversion du bassin sidérurgique de Pittsburgh en Pennsylvanie.**

**Le bassin de Pittsburgh est comparable à celui de Longwy : mono-industrie centenaire, fermeture de la majeure partie des installations, traditions de luttes ouvrières à la fin du XIXe siècle.**

**Mais surtout une reconversion ventée par nombre de patrons, ministres, sociologues, journalistes... jusqu'à Mitterrand qui y prononce, dans l'enceinte de Carnegie Mellon University, un discours exaltant la réussite de cette reconversion grâce à la collaboration université-entreprises, grâce à l'implantation des nouvelles technologies (robotiques, bureautique, informatique...) et aux stages de formation qui en ont résulté, et surtout, grâce au changement d'image de marque du vieux bassin sidérurgique.**

**Le voyage d'étude est organisé par l'A.P.E.P (Association pour la préservation et l'étude du patrimoine du Bassin de Longwy-Villerupt) et l'A.E.R.O.T. (Association pour l'étude et la recherche sur l'organisation du travail) et financé par le Ministère de l'urbanisme et la caisse des dépots et consignation.**

**Les 4 sidérurgistes — Francis Bertin, Mario Tessaroto, Massimo Trinoli et Christiane Ulrich — sont militants syndicaux (CGT, CFDT) qui ont participé aux luttes du bassin et notamment au printemps 1984 avec le Train-Feuillard et le groupe 79-84.**

**Pendant les 3 mois précédent le voyage ils vont participer à une « formation » permettant de défricher le terrain sur la connaissance des USA : type de syndicalisme, exemples de coopératives sidérurgiques, le rôle des universités, les salariés, la protection sociale... avec l'aide des sociologues de l'APEP et l'AEROT. Cette formation va leur permettre d'élaborer un questionnaire général sur les centres d'intérêts à privilégier dans leurs rencontres ainsi que de préparer la trame des rencontres du voyage : US Workers, Carnegie Mellon, Comité de chômeurs, syndicalistes oppositionnels...**

**Le retour à Longwy, mi-décembre sera dur, dur ! « Il y a une, peut-être deux générations sacrifiées » leur a annoncé un des responsables de l'institut de robotique de Carnegie Mellon.**

**Les aspects positifs du voyage sur le sujet de la reconversion vont être minces :**

**— Création d'une association de dirigeants associatifs locaux offrant des subventions pour des créations d'entreprises.**

**— Accord passé entre le département de la défense et Carnegie Mellon pour la création d'un centre de programmation cybernétique.**

**— Effort des associations et personnalités locales pour préserver les aciéries encore en activité en proposant des plans d'actionnariat ouvrier (ESOP : version capitaliste populaire des SCOP)©**

**La région de Pittsburgh est maintenant un monde à deux faces :**

**— Un centre ville dévolu aux sièges de sociétés, aux gratte-ciel, aux instituts technologiques, bref à une bourgeoisie qui a très bien réussi sa reconversion, avec comme vraies créations d'entreprises des fast-food, des milices privées...**

**— Une périphérie, des banlieues et des vallées industrielles désertifiées avec un chômage très très important et des services d'entraide mis sur pied : soupe populaire, banque de vêtement, coopératives d'achats de produits périmés...**

**Le séjour a été l'occasion de nombreuses rencontres dont un petit échantillon est intégré à ce dossier.**

**Depuis leur retour, L'APEP, l'AEROT et les 4 ont travaillé et réalisé un film vidéo, des rapports de leur enquête, et commencent à les présenter dans les débats avec comme interrogation : comment peut-on s'en sortir dans le Bassin de Longwy ? Faut-il attendre encore un miracle ? Comment construire une alternative économique, voire politique (?) permettant de nous sortir du marasme ambiant.**

©Sur ce sujet il y aura un dossier complet en faisant un premier bilan.

**POUR TOUS RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (revues, location film vidéo...) ÉCRIRE A L'APEP 24 RUE PASCAL 54190 VILLERUPT.**

## Interview de représentants de l'United Steel workers

**Quelles sont les réactions aux fermetures d'usines ?**

Les gens continuent à ne pas y croire. Ils pensent que c'est temporaire, pour briser les contrats syndicaux. Et les sociétés ne manquent pas de tirer parti de la situation. Les syndicats ont du mal à accepter l'idée que l'industrie est en train de changer. Nous devons faire quelque chose pour les travailleurs. Mais je ne fais guère confiance aux programmes de formation professionnelle. Tout le monde ne peut pas devenir électronicien.

**Y-a-til des créations d'emplois à Pittsburg ?**

Un petit peu dans l'électronique. En outre de nombreuses sociétés étrangères commencent à installer leur siège ici, ce qui offre des emplois.

**Selon les statistiques, il y aurait 100 000 chômeurs dans la région. Sur ce chiffre 8 000 suivraient des stages de formation professionnelle.**

A vrai dire sur ces 8000, un certain nombre ont encore un emploi.

**Qui paie pour le recyclage ?**

Aux termes de notre contrat, les ouvriers ont droit à une aide à la formation, autrement pas d'aide.

## Interview d'un employé de l'aciérie United Steel Homestead, également militant syndical

Je suis une exception : je travaille encore et je n'ai que dix ans d'ancienneté. Tous les jeunes ici ont perdu leur emploi. La situation de la Mon Valley est l'équivalent d'un holocauste industriel.

Je travaille sur un laminoir qui produit pour l'armement naval. On fabrique des missiles pour Israël. On a beaucoup de contrats avec le gouvernement. Les conditions de travail sont très dures. Les variations de températures sont extrêmes. Les patrons se comportent en véritables dictateurs. On a aucun droit. La société enfreint le contrat comme bon lui semble, supprime les emplois comme elle veut, nous oblige à travailler dans des conditions dangereuses et notre seul recours est d'enregistrer une plainte, une procédure qui peut prendre 2 ans.

En tant que syndicaliste je passe le plus clair de mon temps à lutter contre les injustices bien que notre contrat nous interdise d'avoir des activités syndicales pendant le travail.

Nous essayons de mobiliser la communauté pour qu'elle réclame la constitution d'une administration qui prendrait en charge la direction des usines abandonnées par les corporations et qui produisaient de l'acier pour réparer l'infrastructure de la région (routes, voies ferrées...)

## Article du Wall Street Journal, décembre 84

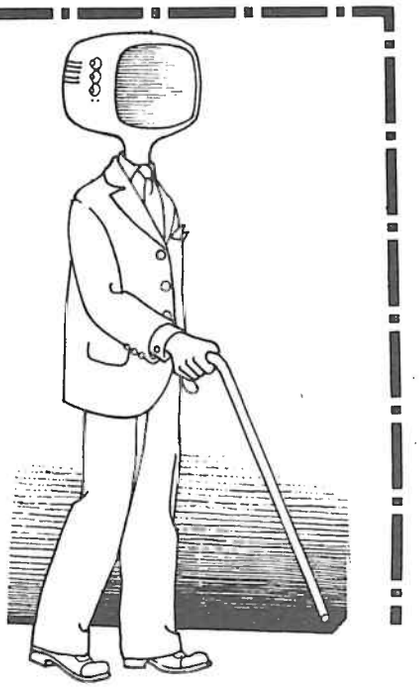
« Le premier haut fourneau s'est installé là en 1803 ; en 1875, 25 hauts fourneaux produisaient 250 000 tonnes d'acier par an, en 1925 toute la vallée n'était que feu et flammes. La production atteignait 4 millions de tonnes par an ; cette vallée a produit l'acier de l'armée américaine pendant 4 guerres. Maintenant un visiteur qui part de Warren pour Youngstoun... ne voit que le vide, le silence ; dans le comté de Trumbull, dont Warren est la « capitale » on peut considérer qu'une personne sur trois est au chômage... les problèmes sociaux sont multiples ; alcoolisme, suicides, viols d'enfants, violence contre les épouses... Nous sommes dans un cercle vicieux dit le maire de la ville, car pour attirer les industriels, il faut avoir une police, des pompiers, toutes choses qui sont payées par les impôts locaux qui ne rentrent plus, car quand on impose des gens sur des riens, on ne reçoit rien... »

## Enquête du Centre d'Etudes du Travail - Carnegie Mellon University.

Etudes sur la force de travail au chômage de la région de Midland où la fermeture de l'aciérie Crucible a été un événement extrêmement traumatisant. A l'intérieur des 3 Etats (Virginie de l'Ouest, Ohio, Pensylvanie). L'aciérie faisait de la région, une région de mono-industrie dépendante du marché de l'acier.

La plupart des salariés au chômage ne touchent plus d'indemnité depuis 22 mois.
31 % ont trouvé un emploi temporaire (par rapport à leur employeur et à leur propre qualification).
16 % ont trouvé un emploi stable.
22,5 % n'ont ni emploi, ni indemnité de chômage.
30,1 % sont sans assurance médicale.
19,4 % touchent des bons de nourriture.

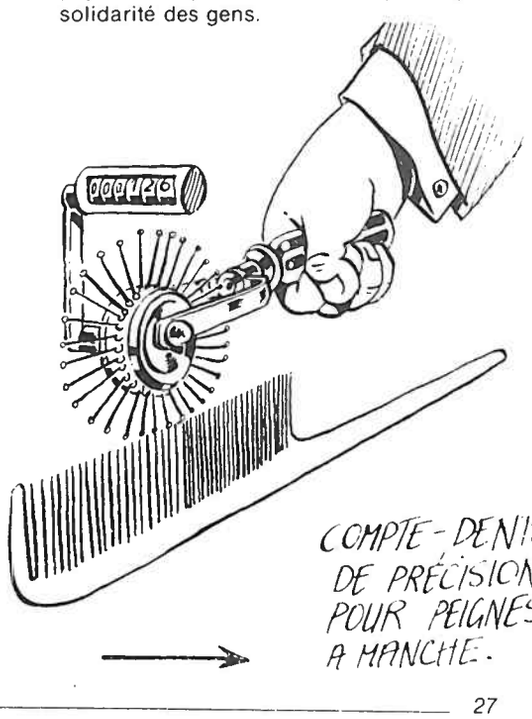
Dans l'ensemble, le niveau éducatif est élevé : 88 % ont suivi des cours au collège. 85 % sont mariés. 78 % sont propriétaires de leur maison et n'iront pas travailler ailleurs. 41,5 % ont hypothéqué leurs maisons.



## Réunion avec un comité de chômeurs : Le Homestead Unemployment Committee

Pour recevoir des allocations sociales (Welfare : pris sur les fonds de l'Etat de Pennsylvanie) il ne faut rien posséder ; si vous avez une maison, et que vous recevez des allocations, il vous faudra rembourser les allocations lors de la vente de la maison ; la durée de l'allocation sociale est illimitée sauf si vous travaillez ; alors tout s'arrête ; chaque individu reçoit 83 dollars par semaine, 163 dollars toutes les deux semaines, plus 79 dollars par mois en coupons de nourriture ; vous ne les remboursez pas quand vous trouvez un emploi (ces allocations varient selon chaque Etat).

Pour recevoir les coupons de nourriture il ne faut pas gagner plus de 3200 dollars ; mais si vous avez moins de 65 ans et vivez chez des parents, vous ne recevez pas de coupon de nourriture. L'année dernière, des gens sont morts de froid parce qu'on leur avait coupé le gaz. Avec cette allocation, on ne peut pas payer de loyer. Toute l'aide passe par la solidarité des gens.



Un sidérurgiste d'origine italienne raconte : « Qu'il a 48 ans, qu'il fait un stage de comptabilité à l'Allegheny community college ; il va travailler pendant deux ans, puis prendra sa retraite à 800, 850 dollars par mois, qu'il fera des petites bricoles pour finir les mois ; avant il gagnait 600 dollars par semaine ».

L'éducation des enfants au niveau primaire et secondaire est gratuite ; les collèges (université) sont payants ; il y a des bourses, surtout « si vous jouez bien au rugby, sinon il faut être très doué ».

« Nous avons commencé une soupe populaire « soup kitchen », ici, à cause des familles de chômeurs ; il y a des gens qui viennent manger ici et d'autres qui n'entrent pas parce qu'ils sont trop fiers. Nous avons aussi un « placard à nourriture » et nous distribuons des paquets aux familles nécessiteuses ; 400 familles en bénéficient ; nous distribuons les colis une fois par mois, et les repas sont distribués trois fois par semaine.

Dans notre centre nous faisons quatre choses : nous avons une petite « banque » du travail, où les gens peuvent trouver des petits travaux ; nous distribuons les colis ; quand nous le pouvons nous servons des petits déjeuners à 30 enfants avant qu'ils n'aillent à l'école, 5 fois par semaine, et nous servons les repas aux adultes.

Tous nos fonds sont des contributions privées ; nous n'avons aucune aide publique.

« J'ai été mis au chômage en 1981 et nous avons commencé ce travail dans le cadre de la communauté. Nous avions d'abord un petit bureau dans la rue, puis nous avons eu ce restaurant qui a fait faillite parce que les ouvriers n'allaient plus y manger ; alors nous avons réuni des fonds et loué ce local ; tous les employés ici sont des volontaires. Il existe d'autres centres de chômeurs, mais celui-ci est le seul qui est orienté vers les sidérurgistes ; nous avons été aidés par un réseau national qui s'occupe des problèmes de la faim ; nous nous sommes rendus compte que les gens souffraient de manque de nourriture et qu'en les aidant à se nourrir ils pouvaient économiser pour payer d'autres factures. Nous avons un budget limité ; le loyer est payé jusqu'en juin 85 ; après cela je ne sais pas comment on fera ; nous faisons des appels par lettre aux gens, aux banques... mais ce sont surtout les églises de la communauté, les particuliers et quelques syndicats qui nous ont fait des donations. La firme US STEEL a un bureau et des solutions pour aider les sidérurgistes : c'est de les envoyer dans d'autres parties du pays ; les centres de « recherche d'un emploi » essayent aussi de sortir les gens d'ici ; mais combien de nécessiteux dans la région ? »

Pour les trois états : Ohio, Virginie de l'Ouest et Pennsylvanie il y a approximativement un million de chômeurs dont la plupart n'ont même plus d'allocations de chômage ; dans les quatre comtés autour d'ici il y a environ 350 000 chômeurs et à Alleghany même, 100 000 personnes qui ont besoin d'une aide ; dans cette petite ville (Homestead) il y a 5000 habitants dont 30 % au chômage ; nous n'avons aucun chiffre officiel, il y en a peut-être 40 % ; mais il y a aussi ceux qui travaillent à temps partiel.

**Est-ce que les jeunes qui sortent de l'école et qui n'ont jamais travaillé comptent comme chômeurs ?**

Non ; dans la rue en face il y a un bureau de recrutement pour l'aviation et l'armée de terre ; c'est toujours plein de jeunes qui s'inscrivent ; c'est tout ce qu'ils trouvent comme emploi.

« Nous n'avions aucune idée que la crise serait si dure, ni qu'elle durerait si longtemps ; cela dure depuis trois ans maintenant... Les gens ne croyaient pas qu'ils allaient démolir les usines ; ils pensaient retrouver un emploi, pouvoir garder leur famille... »

**On a l'impression que les chômeurs acceptent la situation...**

Ce sont des sentiments très mélangés ; pendant deux ans les gens ne l'ont pas accepté et puis maintenant ils commencent à se résigner. Au bout du compte ils ne voient aucun changement ; nous avions pensé que nous aurions de grandes manifestations, de grandes réunions politiques, mais le syndicat des sidérurgistes n'a jamais été impliqué dans ce genre d'actions ; il devrait le faire, mais ne le fait pas.

Les choses ici vont empirer, ce n'est que le début...

## Manuel du chasseur d'emploi

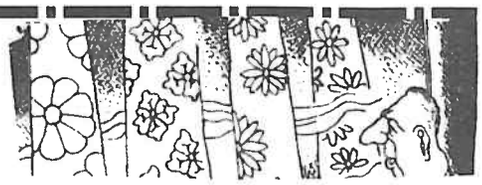
D'après le département du travail (gouvernement fédéral) 15 % des demandeurs d'emploi trouvent du travail par la voie des réponses aux petites annonces en envoyant un curriculum vitae ; mais des milliers de gens acceptent des emplois en dessous de leurs qualifications réelles. Le manuel conseille une méthode d'auto-analyse pour se connaître à travers sa vie, ses goûts, etc. et la définition de ses buts propres.

« Maintenant que vous avez exploré votre propre réalité... vous devez explorer le monde... ». Totalement abstrait à part le chiffre donné de 15% au début du texte.

Le comité de chômeurs de la Mon Valley a édité un livret du centre d'aide pour la recherche d'un emploi, il s'agit d'un projet direction-syndicat de la Mon Valley concernant 1 700 familles de chômeurs.

Il comprend :

- Un questionnaire « psychologique »
- Une liste de ce qu'on peut trouver au centre d'aide Duquesne :
- téléphone, machine à écrire ; machine à photocopier, listes d'entreprises dans plusieurs Etats ; séminaires divers ; listes de collèges où l'on peut suivre une formation ; journaux de plusieurs Etats et journaux nationaux ; fausse interview vidéo pour voir comment on réagit devant un employeur ; etc.
- des conseils et modèles de curriculum vitae, de lettres etc.
- et les pourcentages des meilleurs mode de recherche du travail : chiffres donnés par le bureau fédéral du travail : 63,4% des emplois trouvés le sont par des contacts personnels contre 12,2 % par les agences spécialisées.



# Visite à un comité de chômeurs organisé après la fermeture de Crucible (entreprise sidérurgique)

Il y a 435 demandeurs d'emploi dans ce centre. L'année dernière quinze employés du comité ont silloné la région pour faire connaître notre programme et fournir aux gens des informations pratiques.

Nous disposons d'un ordinateur et nous efforçons de trouver des emplois aussi appropriés que possible aux qualifications des demandeurs. Sur 530 personnes qui sont passées par ce centre, 230 ont trouvé un nouvel emploi.

**Qui finance le programme ?**

Ce programme fonctionne grâce à des fonds de la Société (Crucible) et du syndicat. Les centres financés par le gouvernement n'ont pas d'ordinateur et sont bien moins efficaces.

Nous trouvons des emplois non seulement dans la région mais dans tout le pays. Chaque mois, nous appelons toutes les personnes inscrites au programme pour voir comment elles se débrouillent.

**Si un chômeur trouve un emploi, est-ce qu'il y a une prise en charge de déplacement ?**

Nous avons une aide à la « relocation ». Jusqu'à présent, 20 personnes seulement ont trouvé un emploi dans un autre Etat. Je précise aussi que sur les 230 emplois que nous avons trouvés, très peu étaient dans la manufacture.

**Quelle est l'échelle de salaire offerte ?**

En moyenne, 7,60 dollars l'heure et de 10 à 12 dollars pour les emplois qualifiés dans d'autres Etats. La fermeture de Crucible a entraîné la mise au chômage de 4.200 employés.

# Visite à une classe de formation professionnelle organisée par le comité.

**Instructeur :**

Ici, nous ne faisons pas seulement de la formation professionnelle mais nous préparons psychologiquement les gens à se présenter à une interview.

La moyenne d'âge est de 43 ans. Un demandeur d'emploi a le plus de chance de trouver un emploi à 41 ans. Mais nous avons trouvé des emplois pour des gens de 58 ans.

Ici, nous formons les gens pour qu'ils obtiennent le « High school diploma » (équivalent du baccalauréat). Sans ce diplôme, impossible de trouver un emploi aujourd'hui. Nous avons aussi un service d'aide aux familles pour les aider à résoudre leurs problèmes personnels.

**Une manutentionnaire :**

En 1978, Crucible employait 5.000 personnes. En 1982, la direction a décidé de fermer l'usine. Eventuellement, un accord a été conclu avec une autre compagnie pour sauvegarder l'entreprise tout en limitant ses activités. Sur les 4.500 employés qui avaient été licenciés, 300 ont été réembauchés. En outre, la nouvelle compagnie estimait avoir des responsabilités morales envers la communauté. Nous avons donc négocié l'établissement d'un centre de recherche d'emploi et de formation professionnelle. La compagnie a accepté de mettre 75 cents de l'heure dans un fonds spécial pour faire démarrer le programme. Cela nous a permis d'obtenir une subvention fédérale et nous espérons pouvoir fonctionner d'une façon indépendante avec l'aide de la communauté dans l'avenir.

La Carnégie Mellon University, à notre demande, a entrepris une étude sur la situation financière des chômeurs dans la région. C'est un centre pilote destiné uniquement aux personnes qui ont été directement affectées par la fermeture de Crucible et à leurs familles. Le programme a démarré en septembre 83 et a déjà attiré 2.000 personnes sur les 800 originellement prévues.

Nous encourageons les entreprises qui s'installent dans la région à nous contacter et à nous faire par de leurs besoins. Nous pouvons ainsi donner à nos adhérents une formation qui leur permettra de trouver embauche dans ces nouvelles entreprises. Nous avons aussi beaucoup de chômeurs qui souhaitent se mettre à leur compte. Nous leur donnons des conseils et parfois nous leur donnons une aide financière pour leur permettre de démarrer.

**Un employé de Homestead**

**— Il y a 5-6 ans, les syndicats de l'acier, de l'automobile et des machinistes ont envoyé une délégation en Europe pour étudier les programmes mis en place pour lutter contre le chômage et les fermetures d'usines. Ils ont écrit un livre là-dessus. Ça a l'air d'un conte de fée. Comment avez-vous obtenu ces protections sociales en France ?**

— Quand on a entendu parler des manifestations des sidérurgistes français, on s'est dit qu'on devrait peut-être faire de même. Je ne pense pas que la nature des corporations, que la nature de la situation présente est très différente ici ou là-bas. Et c'est vrai qu'on ne se fait écouter que lorsqu'on s'organise. On l'a vu dans les années 30 et 40. On s'est battu et ils nous ont écouté.

— C'est vrai, mais même avec ce type d'organisation que vous avez en France, vous n'arrivez pas à les empêcher de fermer les usines. Même scénario, à cette différence près que la législation française vous protège davantage.

— Le gouvernement français subventionne l'industrie sidérurgique pour préserver l'emploi. Ici, ils nous jettent à la rue et nous lancent quelques miettes sous forme d'indemnités de chômage. Le résultat brut, selon notre gouvernement lui-même, c'est que chaque million de chômeurs coûte à notre gouvernement 20 milliards de dollars en pertes d'impôts et en avantages sociaux, plus 70 milliards de perte sur le produit national brut.

Mais il me semble qu'ils ont aussi beaucoup de chômeurs en France...

# Carnegie Mellon - Institut de robotique

L'interview avec des membres de l'institut de robotique du Carnegie Mellon donne un éclairage nouveau à la formation dispensée dans cette Université et sur les grandes tendances de l'emploi dans les années à venir.

Une remarque préalable — réflexion d'un des chercheurs envoyée à Pittsburgh révèle la réalité de la formation donnée par cette Université —

« Carnegie Mellon offre des cours de formation pour réparer l'équipement électronique en 52 semaines. En France, cette formation prend 2 ans et j'étais curieux de voir comment ils s'y prenaient. Mais apparemment, ces classes ne sont ouvertes qu'à des gens ayant déjà des qualifications dans ce domaine. »

**Interview avec Henry Ceskot, Ben Fisher, Montgomery.**

H.C. : Fondé en 1980, l'institut de robotique est un secteur de recherche qui ne dispense pas d'enseignement. Il se distingue des autres universités en ce qu'il a des liens très étroits avec l'industrie (la recherche est payée par le patronat).

Le but de l'institut est de développer de nouvelles technologies pour améliorer la productivité.

L'institut emploi 45 professeurs, 25 chercheurs et 40 techniciens et étudiants. Il se divise en trois laboratoires :

— La robotisation dans l'usine-développement de robots plus flexibles et mieux adaptés à l'industrie
— La robotisation des travaux dangereux
— La recherche sur les implications sociales de la robotisation.

Le but de l'opération n'est pas tant de supprimer des emplois que de rendre le système plus efficace. Il ne s'agit pas de remplacer les êtres humains mais de les rendre meilleurs à ce qu'ils font. Que ce soit en France ou aux Etats-Unis, nous devons faire face à une concurrence internationale et la seule manière d'y faire face est de devenir plus productifs.

**Implications sociales : la réaction des travailleurs face aux robots ?**

C'est ce qu'étudient les sociologues et psychologues de l'institut, avec enquêtes sur le terrain. Ils demandent aux ouvriers : qu'est-ce qu'un robot selon vous ? Quelle est la première réaction d'un ouvrier lorsqu'il voit arriver un robot dans son usine ? Quelle est l'attitude de la direction ? Cherche-t-elle à éduquer les travailleurs ? Qu'arrivera-t-il aux employés qui risquent d'être remplacés par cette nouvelle technologie ? Seront-ils licenciés ? Seront-ils transférés dans un autre secteur de l'usine ?

Le résultat de ces recherches relève du bon sens : il faut éduquer les ouvriers, leur expliquer que les robots ne sont pas là pour remplacer les êtres humains mais pour les aider et leur éviter d'avoir à travailler dans des conditions dangereuses. Il est certain que tant que les ouvriers auront une attitude négative envers les robots, ils ne les utiliseront pas correctement. Il y aura du sabotage...

**Il y a toute une génération d'ouvriers qui ne sont pas prêts pour la robotique. Que proposez vous ?**

H.C. : Aux Etats-Unis, l'industrie lourde est le secteur le plus apte à la robotisation, non seulement pour éliminer le travail dangereux mais aussi pour des tâches répétitives. Selon les recherches des professeurs Steve Miller et Robert Aire, seule une faible fraction de la force de travail (5 à 7%) sera remplacée par des robots dans l'ensemble du pays.

Toutefois, dans les régions où l'industrie lourde prédomine, cette proportion sera plus élevée.

Quant à la génération qui aura le plus de mal à s'adapter (les employés de 40-60 ans), voyez l'exemple du Japon. Ce ne sont pas les travailleurs qui sont remplacés. Ils sont généralement trop qualifiés pour être remplacés par des robots. Ce sont les jeunes ouvriers qui ont du mal à trouver un emploi parce que les robots remplacent le travail peu qualifié. Du coup, les jeunes travailleurs se voient retirer la possibilité de gravir graduellement les échelons de la hiérarchie et d'acquérir des qualifications supérieures. Si bien que le grand problème est de donner à ces jeunes un apprentissage approprié.

**Nous ne sommes pas contre les robots mais nous sommes inquiets des répercussions de l'automation sur l'emploi.**

H.C. : Si l'on parle de la sidérurgie américaine, il faut bien comprendre que la politique des compagnies a été de fermer entièrement des aciéries et de concentrer complètement leur production dans les usines les plus rentables, au lieu d'essayer d'automatiser et de sauver une grande partie des aciéries. En conséquence, on ne peut pas dire que l'automation soit responsable de la réduction des effectifs dans la sidérurgie.

**Vous voulez dire que ce n'est pas l'automation mais la crise économique qui est aujourd'hui responsable du chômage ?**

Je ne crois pas avoir dit ça. J'ai dit que le chômage dans ce pays est dû en grande partie à ce que le patronat n'a pas su comprendre les intérêts à long terme des corporations. Dans les années 50 et 60, lorsque la sidérurgie était à son zénith, patronat et syndicats ne pensaient qu'au profit. Ils en ont oublié de devenir meilleurs à ce qu'ils faisaient. Vers la fin des années 60 et dans les années 70 d'autres pays nous ont dépassé. Nous avons pris un terrible retard technologique.

→

## Franck Denner: Chairman du Carnegie Mellon Organisation et du Carnegie Mellon Faculty.

La Carnegie Mellon Organisation est une émanation du département de l'environnement de l'Université Carnégie.

**Comment se créent les nouvelles entreprises?**

Dans la région de Pittsburgh, 80% des nouveaux emplois sont fournis par des petites entreprises, et parmi ceux-ci plus de la moitié viennent d'un petit nombre d'entreprises qui se développent très rapidement pendant les premières quatre ou cinq ans. Des petites entreprises comme les ordinateurs Apple, des équipement digital, elles ont la technologie, les services; elles commencent par un seul homme dans un garage pour employer 4 mille personnes au bout de 5 ans. Ainsi, bien que nous ne nous adressions pas directement aux ouvriers sidérurgistes, nous essayons dans notre région d'encourager le développement des petites affaires en espérant que parmi elles, il y en aura quelques unes qui deviendront ces grandes entreprises, et qu'à travers celles-ci des emplois seront offerts, et qu'elles pourront, d'une manière indirecte aider les chômeurs sidérurgistes.

Si vous avez une idée, et que vous pensez que maintenant que vous êtes chômeur vous voulez développer cette idée pour créer une entreprise, nous pouvons vous aider.

Ceci s'adresse aussi aux universitaires qui ont une idée, qu'ils ne croient pas possible de développer dans un cadre universitaire, nous les aiderons.

Notre tâche est de faire comprendre que tout cela veut dire de commencer une affaire (ce que cela implique). Très souvent un entrepreneur ou un futur entrepreneur a une idée ou un produit, mais il ne comprend rien au financement, l'argent liquide (cash flow) marketing, ce qu'il faut investir pour commencer une entreprise, nous essayons de les aider à acquérir ces connaissances.

Nous avons des relations avec des professionnels sortis de l'université comme les comptables, les avocats, les consultants et nous pouvons les introduire auprès de ces gens là. Nous les adressons aux spécialistes qui connaissent les problèmes des petites entreprises et qui comprennent aussi que les petites entreprises ne peuvent pas payer beaucoup pour ces services.

Nous nous plaisons à croire que nous connaissons les manières ou les gens pour trouver l'argent nécessaire au démarrage de ces petites entreprises. En général les banques ne sont pas de bonnes sources de financement. Elles ne prêtent pas d'argent sur une idée mais sur du matériel, elles prêtent l'argent liquide mais lorsque vous commencez à monter une entreprise tout cela n'existe pas vraiment.

Ce que nous faisons, en partie, c'est faire prendre conscience que la création d'une entreprise est une option accessible.

Lorsqu'on sort d'une usine sidérurgique tout ce qu'on fait c'est pointer et on ne pense pas qu'on pourrra créer sa propre affaire. Ce que nous faisons, en partie, c'est se faire connaître et expliquer tout ce que nous pouvons et montrer des exemples de ce que certains ont réalisé et de dire que vous aussi vous pouvez le faire. Logiquement c'est simplement une question de volonté. Nous voulons ancrer l'idée que d'être son propre patron, d'avoir sa propre affaire est une option viable et cela doit créer la motivation. Par exemple nous avons tenu un séminaire d'une journée auquel 30 hommes d'affaire ont participé. Cela s'est appelé « la journée des entrepreneurs », ils sont venus dire « j'ai créée ma propre affaire, ce n'était pas facile, voici les problèmes que j'ai rencontrés, mais vous aussi vous pouvez réussir ». 250 personnes sont venues écouter...

Nous avons organisé un autre séminaire intitulé « comment financer votre entreprise? »

Nous avons formé deux associations pour nous aider. Une s'appelle « The enterprise associates ». Une fois par mois nous nous réunissons pour un déjeuner des professionnels et des investisseurs, avec des entrepreneurs, et nous essayons de leur fournir des contacts, des réseaux de connaissances pour obtenir de l'argent pour démarrer leur affaire. Nous essayons de créer un réseau de gens qui s'intéressent à aider financièrement les petites affaires.

Dernièrement nous avons eu beaucoup de personnes qui se sont intéressées à développer le « soft work » (le logiciel), faire marcher les ordinateurs, les jeux, la planification architecturale, la planification financière, il y a beaucoup de gens qui s'intéressent à ça à Pittsburgh, mais comment ces idées peuvent-elles devenir une affaire, ce n'est pas si évident ni si facile. Nous avons réuni des gens ayant des expériences dans ces branches pour qu'ils échangent leurs expériences.

Un autre domaine que nous allons peut-être lancer est celui des produits touchant à la médecine. Toujours avec l'idée de mettre les gens ensemble, les réunir pour qu'ils s'aident mutuellement.

Une autre chose que l'on essaye c'est de réunir des petites affaires qui veulent s'aggrandir et peuvent s'associer. Ou bien une affaire qui veut s'aggrandir et une qui démarre.

Nous recevons des représentants des grandes entreprises comme Westinghouse une fois par semaine, ils supervisent les projets, donnent des conseils, des introductions auprès des ingénieurs de Westinghouse, des idées sur l'état du marché pour certains produits...

Lorsque nous travaillons directement pour un client nous insistons surtout sur le projet financier, (business plan) pour qu'il soit lisible et compréhensible par les investisseurs, et nous fournissons les conseils pour qu'il vienne à bout de ce processus.

Une erreur fréquente est de faire établir le projet financier par un professionnel mais lorsque l'investisseur demande des éclaicissements on ne sait généralement pas quoi répondre. Les grandes firmes internatonales de comptabilité ont publié des brochures expliquant comment établir un projet financier, elles distribuent ces brochures, nous nous en servons et ça leur fait en même temps de la pub.

# ANNEXES
## Le chômage aux USA

En 1979 le chiffre officiel est de 5,8% de la population active, 8,1% si l'on inclut les différentes formes de chômage déguisées.

En 1982 le chiffre officiel est de 10,2%, après rectification 16,2%, à savoir 10 800 000 chômeurs officiels, 5 800 000 travaillant à temps partiel (involontaire), 1 200 000 chômeurs découragés de chercher un emploi.

Le chômage est beaucoup plus élevé chez les « cols bleus » que chez les « cols blancs », et surtout chez les Noirs (11% de la population, 20% des chômeurs)

Un grand nombre de chômeurs ne reçoivent aucune aide, l'ouvrier au chômage perd toute protection médicale pour lui et sa famille, sauf s'il a contracté une assurance privée. En septembre 82, 53 % des chômeurs touchaient une allocation décidée par chaque gouvernement fédéral, sur la base des cotisations patronales (le salarié ne cotise pas).

L'allocation moyenne hebdomadaire est de 115 dollars avec des écarts allant de 85 dollars (Indiana) à 240 dollars (Massachusets), pour une durée moyenne de 26 semaines (une semaine dans le Wisconsin à 28 semaines en Virginie occidentale). le programme de formation professionelle créé en 1972 permettant à des chômeurs de se recycler ou apprendre un métier n'est plus financé par le gouvernement fédéral mais par des entreprises privées: 300 000 emplois de formation supprimés.

Reagan a également effectué des réductions dans le programme de distribution des bons de nourriture.

## La protection sociale aux USA

Les syndicats américains assurent pour une large part la protection sociale des travailleurs, à travers la négociation des conventions collectives où ils s'efforcent d'accumuler le maximum de garanties. Cela ne concerne qu'un tiers des salariés américains.

La seule protection commune est l'équivalent de la Caisse assurance vieillesse de la sécurité sociale française. Elle couvre les frais médicaux des retraités de plus de 65 ans, leur pension et celle de leurs personnes à charge. Elle est financée par un impôt du gouvernement fédéral sur les salaires.

La majorité des ouvriers ne cotisent pas à des caisses de retraite complémentaires. Pour ceux qui y cotisent, près de la moitié ne recevra rien de celle-ci en raison des conditions exigées (durée d'emploi...). Ainsi, 90% des femmes travaillant dans le secteur privé n'auront aucune retraite complémentaire.

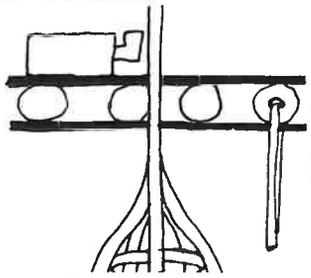
Il n'y a pas de législation nationale concernant les congés payés, de maternité. Ils sont négociés et figurent dans la convention collective (quand il y en a). La durée moyenne des congés en 1980 était de deux semaines et demi, après 20 ans d'ancienneté, 64% des ouvriers avaient droit à 4 semaines. Depuis les années 60, une seule loi instituant, en 1970, l'Occupational Safety and Health Administration a été votée. Cet organisme est chargé de surveiller et d'inspecter sur tous les lieux de travail les conditions d'hygiène et de sécurité. Mais en 1978 il ne disposait que de 1600 inspecteurs (moins qu'en France) pour 60 millions de travailleurs dans 5 millions de lieux de travail. Reagan a pourtant diminué de 40% le nombre d'inspecteurs et réduit les pénalisations des employeurs.

En ce moment 100 000 ouvrier meurent au boulot, 400 000 sont estropiés, et 6 000 000 sont victimes d'accidents du travail chaque année.

Il n'existe pas de loi limitant le nombre d'heures de travail. « il n'y a pas vraiment de journées de 8h, il y a des journées de 10, 12 heures, six jours par semaine » — Général motor 1973.

Les ouvriers de la GM pourraient, dans certaines circonstances refuser les heures supplémentaires s'ils avaient travaillé 13 jours consécutifs. « Toute heure faite au-delà de 11 heures le sera sur une base volontaire. Au cas où il serait nécessaire à la direction de programmer du travail au delà de 11 heures et où elle ne pourrait pas trouver la main-d'œuvre volontaire, elle peut exiger que les ouvriers les moins anciens dans le groupe travaillent » — Convention collective signée par le syndicat UAM et Général Motor.

Dans la convention signée en 1973 par l'UAW et Chrysler, l'UAW accepte que « ses membres puissent se voir assigner un horaire de seulement 9 heures par jour, 6 jours par semaine avec le droit conditionnel d'avoir congé un samedi sur trois et droit absolu de refuser de travailler le dimanche »



En 1978 l'horaire moyen hebdomadaire des 30 000 ouvriers de Ford River Rouge était de 58 heures.

Cette pratique des heures supplémentaires explique qu'en 1979 les salaires des ouvriers qualifiés de la sidérurgie s'élèvent jusqu'à 26000 dollars par an (ce sont eux les plus demandés pour en faire) alors que les salaires des OS et manœuvres se situaient en dessous de 7000 dollars (seuil de pauvreté).

Enfin, les 3/5 des salariés américains (52 millions) sont payés à l'heure.

Les firmes ne sont pas tenues d'informer leurs salariés du sort qui les attend : on peut apprendre son licenciement par le journal (Général Motor de South Gate), on peut l'apprendre 10 minutes avant d'être viré. Les récentes négociations pour les conventions collectives ont été plus loin : gel, voir réduction des salaires. Par exemple, l'accord signé par les US Workers avec les plus grandes compagnies sidérurgiques, prévoit que ce salaire horaire est réduit de 1,25 dollars (9%). Ils ne récupèrent le manque à gagner qu'à partir de février 1985. les heures de travail effectuées le dimanche ne seront plus payées qu'à 125% au lieu de 150%.

Ces conventions ont provoqué des résistances dans les structures de base. Un responsable syndical d'une usine de freins près de Pittsburgh, où les travailleurs ont fait grève plusieurs mois contre ces concessions déclarait en juin 1982 : « Ils exigent qu'on revienne sur 10 acquis importants que le syndicat a conquis, des choses que nous avons gagnées dans les 40 dernières années ».

Cette disponibilité de la main-d'œuvre a ébloui récemment une délégation française des PME-PMI à laquelle un chef d'entreprise expliquait : « Quand ça va mal, on prépare les chèques des gars qu'on va licencier ».

## La sidérurgie américaine

**La production de l'acier aux Etats-Unis est dominée à 95% par 8 firmes. Les deux plus grandes — US Steel et Bethlehem Steel — contrôlent près de 40% de la production nationale, le reste se répartissant entre République Steel, ARMCO, LTV, National Steel, Inland. Les aciéries sont concentrées dans le Middlewest, dans la banlieue sud de Chicago, à Gary dans l'Indiana, en Pennsylvanie dans la région de Pittsburgh et le long de la rivière Monongahela, dans l'Ohio à Young Stown et dans le sud à Birmingham (Alabama).**

**La crise de l'acier s'est d'abord manifestée en 1975, après deux années de fortes productions et de profits élevés, L'année 1977 vit le licenciement de 20 000 ouvriers. les réductions d'effectifs n'ont pas cessé depuis lors. On estime que la moitié environ des ouvriers sidérurgistes est au chômage en raison des restructurations et des fermetures d'usines. La fusion en 1978 de Jones and Laughlin (filiale du conglomérat LTV) et de l'aciérie Sheet and Tube de Youngstown (filiale de la Lykes corporation) est l'un des cas les plus exemplaires de la « restructuration de la sidérurgie ». Car cette fusion devait, selon les pouvoirs publics qui l'ont approuvée, sauver et maintenir l'emploi des usines Campbell de Yougstown. En fait, comme la stratégie des conglomérats le laissait prévoir, elle a abouti à la fermeture des usines et à la mise au chômage de plus de 4000 ouvriers.**

**La vétusté de la majorité des aciéries américaines est légendaire ainsi que la lenteur avec laquelle les sidérurgistes américains ont introduit les inovations technologiques. Mis à part l'usine modernisée de Sparrow Points dans le Maryland, on n'a construit que deux nouvelles usines intégrées, dans les années cinquante et soixante. Les fermetures se succèdent à un rythme accéléré.**

**A la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis produisaient près de la moitié de l'acier dans le monde. En 1980, ils n'en produisaient plus que 14%. Pendant un siècle, les sidérurgistes américains ont produit de l'acier pour le marché intérieur sans se soucier de la concurrence internationale. mais aujourd'hui, ceux-ci, désireux de maintenir des profits élevés ont délaissé le secteur de l'acier et investi dans les secteurs considérés comme plus rentables. la plupart d'entre eux ont diversifié leurs activité, en particulier dans les secteurs des matières premières, du pétrole et des services qui s'y rattachent. US Steel a racheté Marathon oil pour 6,4 milliards de dollars. Cet achat a fait passer le pourcentage de ses actifs placés dans des secteurs autres que l'acier (charbon, pétrole, ciment, centres commerciaux, firmes immobilières) de 43% à 62%.**

**D'autre part, un tiers des importations d'acier aux Etats-Unis provenait en 1976 de filiales étrangères de sociétés sidérurgiques américaines.**

## Bibliographie

— *Travail et travailleurs aux USA* de Marianne Deboury. Ed. de la Découverte (dont sont extraites les différentes annexes)

— *L'emploi et la crise aux USA Le déplacement de l'action syndicale* d'Olivier Kourchid dans Sociologie du Travail, Mai Juin 1981.

— *Youngstown - Longwy : deux stratégies syndicales différentes* d'Olivier Kourchid dans Sociologie du travail.

## Les spécificités du syndicalisme américain

Le mouvement syndical comprend, à la base, des unités de négociation qui constituent les sections locales d'entreprises des syndicats nationaux (National unions) pour la plupart membres de l'AFL-CIO.

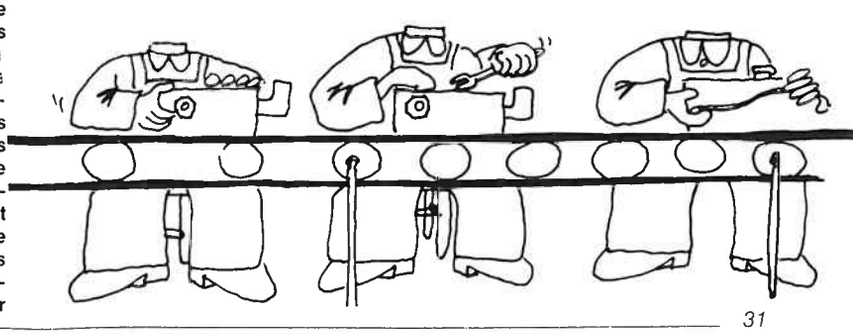
Pour qu'un syndicat puisse s'implanter dans une entreprise, la procédure est la suivante : il faut qu'environ 30% des salariés adressent une demande au Conseil national d'arbitrage des relations du travail, lui faisant part de leur volonté d'être représentés par un syndicat et de voir se tenir une élection leur permettant de le choisir. Le syndicat qui aura alors la majorité sera élu et aura le monopole de la représentation des salariés dans l'entreprise. Il sera officiellement reconnu (certified) et si l'Union Shop (obligation à tout travailleur de se syndiquer dans un délai d'un mois après l'embauche) est en vigueur, les travailleurs ayant élu un syndicat pour les représenter verront leur cotisation prélevée sur leur salaire par l'employeur.

Par ailleurs, le syndicalisme américain est essentiellement un syndicalisme contractuel. L'activité fondamentale du syndicat est la négociation du contrat collectif et sa gestion en accord avec le patronat. Ce contrat (Convention collective) définit le cadre légal des conditions de travail et des rapports entre ouvriers et direction dans l'entreprise. Il fixe le réglement intérieur de l'entreprise et traite des salaires horaires et conditions de travail, des congés, de l'assurance maladie et de la retraite.

Presque tous contiennent une clause qui interdit la grève pendant la durée du contrat. La grève n'est donc légale qu'en période de renouvellement de contrat, ou éventuellement pour des motifs graves concernant la sécurité, l'hygiène et la santé.

Les contrats contiennent également une clause dite des prérogatives de la direction lui reconnaissant une autorité absolue en matière de production et d'organisation du travail.

Le syndicat américain fonctionne comme une véritable compagnie d'assurance pour **ses** adhérents à qui il garantit des avantages et une meilleure protection sociale.



# - L'MOUV'MENT -

## Une victoire

Relaxe pour Yves Deschamps et Thierry Destriez sur les chefs d'inculpation de «recel de malfaiteurs» et de «détention d'armes». 1 mois ferme pour Thierry pour «recel de véhicule volé» (couvert par la préventive). C'est indiscutablement un camouflet pour les services de police qui avaient monté cette affaire et la magistrature complice, une victoire pour «Otages» et «Accusez levez-vous», pour tous ceux qui, à l'extérieur, se font le relais de l'expression et de la lutte des détenu(e)s, au moment même où ceux-ci manifestent sur les toits des prisons partout en France.

C'est la reconnaissance de l'hébergement comme pratique sociale, le résultat d'un rapport de force constitué dès le départ, permettant de démontrer le vide du dossier, de faire connaitre la démarche d'«Otages», notamment sur le plan de la défense assumée par les inculpés eux-mêmes devant le tribunal, dossier en main.

Mais il n'est pas question de passer sous silence les 7 semaines de détention infligées arbitrairement à Yves et Thierry: démonstration de **l'absurdité judiciaire**. Plus que jamais, la lutte contre la détention préventive, contre les conditions d'**enfer**mement reste nécessaire.

OTAGES
B.P. 37
59651 Villeneuve d'Ascq Cédex

## Le CIRA communique

Le CIRA de Marseille fête son 20eme anniversaire. A cette occasion il organise le **Samedi 22 juin** à partir de 15 heures, à son siège 5 rue des Convalescents 13001 MArseille une rencontre avec Pietro Ferrua, Marianne Enckell, Heiner Becker, Roland Lewin, Ronald Creagh, Emile Temine.

Le samedi soir un repas-spectacle sera organisé, retenez vos place.

## Catalogue anarchiste

Travaillant à la réalisation d'un catalogue de la presse anarchiste d'expression française depuis les origines à nos jours, je serais heureux d'entrer en contact avec tous ceux qui possèdent des colelctions privées et avec tous ceux qui ont collaboré ou animé à un journal/revue libertaire.
**René Bianco. BP 40. 13382 Marseille cedex 13**

## Quelques nouvelles des insoumis

Thierry Maricourt et Serge Beausoleil viennent d'être réformés. Au 16 mai ils étaient toujours en taule. Il faut demander leur liberté conditionnelle en téléphonant au Ministère de la Justice:
Tél. 16 - 1 - 261.55.85 ou au Ministère de la Défense, direction des affaires juridiques:.
Tél. 16 - 1 - 555.95.20

Par contre Dominique Seel a été condamné à un an de prison ferme (il fait appel) et vient d'être «adopté» par 5 groupes d'Amnesty International.

Et Pascal Broussa vient d'être condamné à Rennes à 6 mois ferme.

## Soutien à un «objecteur-déserteur»

Thierry Dubuisson a vu son statut d'objecteur de conscience accordé le 18 février 1981. Il s'est présenté à son affectation et il est reparti en refusant le règlement du service civil.

Il est donc considéré comme déserteur.

Il est passé devant le Tribunal de Cahors le 20 mai 1983 où il a été relaxé le jugement disant: le décret de Brégançon (réglement de discipline des objecteurs de conscience) est non conforme à la loi protégeant les libertés fondamentales.

Après le procureur de la République de Cahors a fait appel et Thierry Dubuisson est cité à reparaitre devant la cour d'appel d'Agen le 11 juillet 1985. Celui-ci risque entre 3 mois et 3 ans de prison.

Thierry Dubuisson refuse toutes formes de soumission dans toutes formes de service national car il pense que c'est une atteinte fondamentale au libre choix et à la libre expression de chacun.

Son comité de soutien vient d'éditer des cartes à envoyer au Président de la Cour d'Appel d'Agen (47015 Agen Cédex). 10 F la carte.

Ecrire à Jan Latta
31, rue de Colomb
46100 Figeac

NOM ADOUL

Prénoms ALI

Né le 22 09 1956
à SIDI - ALI
DPT MOSTAGANEM

NATIONALITE ALGERIENNE

Taille 1m78
Signes particuliers en grève de la faim pour ses papiers
Domicile provisoire. Maison d'Arrêt de LOOS

Fait le -4 MAI 1985

Pour le Préfet de Police et par délégation le Chef de Bureau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE POLICE C.N.I. PRÉSENTÉ PAR LE DÉTENTEUR

IMP. SPE.

## Qui a peur d'Ali Adoul ?

En France depuis 10 ans, Ali adoul, de nationalité algérienne, n'a jamais réussi à faire régulariser sa situation en tant qu'immigré. Et ce n'est pas faute de démarches! Il a donc été contraint de survivre clandestinement et de se servir d'un faux passeport pour des oins dentaires. Dans le cadre d'une perquisition de son immeuble pour des faits politiques qui ne le concernent pas, Ali est gardé à vue, puis inculpé pour faux et usages de faux et incarcéré en préventive à Loos les Lilles, le voilà détenu depuis le 15 mars.

Ali fait la grève de la faim depuis le 16 avril 85: il veut obtenir sa libération afin de régulariser sa situation administrative. Tous les pouvoirs de décision sont entre les mains du juge qui pour la 3eme fois refuse à Ali sa liberté provisoire parce que sa situation est provisoirement irrégulière. Du vrai Kafka! Le juge refuse également toute entrevue avec les amis d'Ali ainsi qu'avec la Ligue des droits de l'homme et le MRAP. Ali a été transféré à l'hôpital des prisons de Fresnes. Il besoin de notre soutien.

Pour tous documents concernant les possibilités de soutien (cartes etc..., écrire à Courant Alternatif)

## Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits

Un nouveau centre de documentation sur la paix vient de voir le jour, encore un penseront certains, mais celui-ci a cela d'original, cela peut paraitre paradoxal, mais celui-ci est animé par des antimilitaristes de la région Lyonnaise, alors que beaucoup de centres sont animés par des universitaires ou des «spécialistes» de questions de défense; cette spécialité renforçant la passivité de la population, et la délégation des gens pour parler de la paix à des personnes soit-disant compétentes.

Mais laissons la parole aux militants du centre.

«Le Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits a été créé récemment à l'initiative d'une petite équipe de chercheurs et de militants associatifs Lyonnais. L'objectif du centre vise à collecter, tracter et diffuser une information sur les problèmes de stratégie, de guerre et de paix, de militarisation et de défense.

Il s'agit de se doter d'un outil qui permette d'analyser autant que possible l'énorme masse documentaire qui est publiée sur ces différents thèmes et d'en faire bénéficier le vaste public du monde de la militance et des organisations associatives.

Dans ce but, le centre s'est organisé pour traiter et archiver une documentation constituée d'ouvrages, revues, coupures de presse, documents publics et privés... selon un plan de classement soigneusement mis au point»

«Nous espérons pouvoir - à notre niveau contribuer à faire émerger un véritable débat sur les questions de défense dans un pays où la désinformation semble de règle à ce sujet.

Deux types de publications paraissent:

- un bulletin mensuel;
- des cahiers;

à parution irrégulière centrés sur un thème particulier. Le premier paru traitait des rapports armée-nation.

Bulletin d'abonnement. Bulletin *Damocles* 1 an (normal) 100 F; 1 an (soutien) 150 F.
Règlement à l'ordre du CDRPC
CCP 330596 S Lyon
Pour tous contacts
Damocles
BP 1027
69201 Lyon Cédex 01